

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère
de l'Environnement,
de l'Assainissement et
de Développement durable

de Ministère de
de l'Energie et de
du l'Eau

Ministère de
de l'Habitat,
de l'Urbanisme et
du Logement
social

Ministère des
de Domaines et des
Affaires foncières

SECRETARIATS GENERAUX

Cellule de Planification et de Statistique



REVUE 2018

**SECTEUR EAU, ENVIRONNEMENT,
URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT**

VERSION FINALE

Juin 2019

Table des matières

RESUME	<i>i</i>
INTRODUCTION	1
I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES	16
1.1. SOUS-SECTEUR EAU	16
1.1.1. La Politique Nationale de l'Eau	16
1.2. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT	22
1.2.1. La Politique Nationale de Protection de l'Environnement et la Politique Nationale sur les Changements Climatiques	22
1.2.2. La Politique Forestière Nationale	35
1.2.2.1. Programme 2.071 « Protection et Conservation de la Nature »	35
1.2.2.2. Programme 3.004 : Aménagement et Protection de la Faune	38
1.2.2.3. Programme 3.005 : Aménagement et Protection de la Forêt	39
1.2.3. La Politique Nationale des Zones Humides	40
1.2.4. La Politique Nationale d'Assainissement	41
1.2.5. La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	46
1.3. SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT	48
1.3.2 La Politique Nationale de la ville (PONAV)	49
II. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE	51
2.1 SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR	51
2.1.1 SOUS-SECTEUR EAU	51
2.1.2 SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT	52
2.1.3 SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT	54
2.2 ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES PROJETS /PROGRAMMES DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2018.	55
2.2.1 Situation générale des projets et programmes (P/P)	55
2.2.1.1 Situation générale des financements acquis	56
2.2.2 Financements acquis	56
2.2.3 Situation des décaissements :	67
2.2.4 L'âge des P/P :	69
2.1.1 La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2018	47
III. INDICATEURS SECTORIELS INSCRITS DANS LE CREDD 2016-2018.	69
IV. DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL	73
4.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU	73
4.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT	74
4.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT	73
V. PROBLEMES ET CONTRAINTES	73

VI.	LES PERSPECTIVES.....	78
VII.	ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2018	88
VIII.	CONCLUSION.....	92

Sigles et abréviations

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
ABN	Autorité du Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACI	Agence de Cession Immobilière
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AEPA	Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AMEDD	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
ANGESEM	Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APGMV	Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte
ASSAFEDE	Association pour l'Aide aux Femmes en Détresse et aux Enfants (ASSAFEDE)
ASNaCC	Appui à la Stratégie Nationale contre les Changements Climatiques
ATEF	Agent Technique des Eaux et Forêts
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BF	Borne Fontaine/Burkina Faso
BID	Banque Islamique de Développement
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération
BPO	Budget Programme par Objectif
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CARFIP	Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques
CC	Changement Climatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CCOCSAD	Comités Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFFP	Centre de Formation Pratique Forestier
CLE	Comité Local de l'Eau
CLOCSAD	Comités Locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CND	Contribution Nationale Déterminée
CNE	Conseil National de l'Environnement
CAEPHA	Coalition pour l'Accès à l'Eau Potable, l'Hygiène et Assainissement
CN-CIEPA	Coalition Nationale-Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
COP	Conférence des Parties
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CRRA	Centre Régional de Recherche Agronomique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSI-GDT	Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres
CT	Collectivités Territoriales
CT-CSLP	Cellule Technique-Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DCC	Décharge Compacte Contrôlée

DGI	Direction Générale des Impôts
DGMP-DSP	Direction Générale des Marchés Publics-Délégation de Services Publics
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNDC	Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNUH	Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat
DRS/CES	Défense et Restauration des Sols/ Conservation des Eaux et Sols
EES	Evaluations Environnementales et Sociales
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPEM	Équivalent Point d'Eau Moderne
FAD	Fonds Africain de Développement
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FENABE	Fédération Nationale des Producteurs de l'Agriculture Biologique et Equitable
FDAL	Fin de défécation à l'Air Libre
FLEUVE	Front Local Environnemental pour une Union Verte
FMI	Fonds Monétaire International
GDTE	Gestion Durable des Terres et des Eaux
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	Coopération Technique Allemande
GPS	Géolocalisation par Satellite
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GT/ECC	Groupe de Travail/Environnement et Changement Climatique
GTPA	Groupe de Travail Pluridisciplinaire d'assistance à l'Agriculture
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides)
IDA	Agence Internationale de Développement
IEC	Information, Education et Communication
IGM	Institut Géographique du Mali
IPE-Mali	Initiative Pauvreté Environnement Mali
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
KfW	Coopération Financière Allemande
LCD	Lutte Contre la Désertification
LNE	Laboratoire National des Eaux
MCA	Millenium Challenge Account
MDEAF	Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières
MDP	Mécanisme pour un Développement Propre
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHU	Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
NP	Non parvenu
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPNBB	Opération du Parc National Boucle du Baoulé
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali

OSC	Organisations de la Société Civile
PACTEA II	Projet d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau et Assainissement phase 2
PACV-MT	Projet d'Appui aux Communes Vulnérables des régions de Mopti et Tombouctou
PADS-PROSEA	Programme d'Appui Dano-Suédois-PROSEA
PAGE	Projet d'Appui à la Gouvernance Economique
PAMORI II	Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources Intérieures phase 2
PAN	Programmes d'Action Nationaux
PAPAM	Programme d'Appui à la Productivité Agricole au Mali
PEM	Point d'Eau Moderne
PEPA/GIZ	Programme Eau Potable Assainissement/Coopération Technique Allemande
PCDA	Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole
PDESC	Programmes de Développement Economique Social et Culturel
PGRNCC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changement Climatique
PEPO	Projet Elimination et Prévention des Pesticides Obsolètes
PNA	Politique Nationale d'Assainissement
PNAEP	Plan National d'accès à l'eau potable
PNCC	Politique Nationale de Changements Climatiques
PNE	Politique Nationale de l'Eau
PNIP	Programme National d'Irrigation de Proximité
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Environnement
PPP	Partenariat Public- Privé
PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RFF	Ressources Forestières et Fauniques
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RI	Réunion Interministérielle
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SAT	Schéma d'Aménagement du Territoire
SDA	Schéma Directeur d'Assainissement
SDU	Schéma Directeur d'Urbanisme
SEEUDE	Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat
SHVA	Système d'Hydraulique villageoise Amélioré
SIF	Système d'Information du Foncier
SIFOR	Système d'Information Forestier
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SNGIE	Système National de Gestion Informatique Environnementale
SNV	Coopération Néerlandaise au Développement
SOMAGEP SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOMAPEP SA	Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable
SPGE	Société Publique de Gestion de l'Eau
STEFI	Suivi Technique et Financier
STEP	Station d'Epuration
TEF	Technicien des Eaux et Forêts
TdR	Termes de référence
TF	Titre Foncier
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UGGMV	Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies de Secours à l'Enfance
ZIC	Zone Intertropicale de Convergence

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Création EPEM.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 2 : Réhabilitation EPEM.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 3 : Dotation des villages /sites en PEM.....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable.....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages.....</i>	<i>2</i>
<i>Tableau 6 : Bilan d'exécution 2018 de l'objectif immédiat n°2</i>	<i>3</i>
<i>Tableau 7 : Bilan d'exécution 2018 de l'objectif immédiat n°3.....</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 8: Bilan de l'objectif 4 de la DNH</i>	<i>6</i>
<i>Tableau 9 : Bilan des activités de la SOMAPEP</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 10 : Evolution des analyses effectuées</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 11 : Prélèvements d'eau.....</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 12 : Conformité du PH des analyses</i>	<i>20</i>
<i>Tableau 13 : Conformité en nitrates des analyses.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 14 : Conformité des analyses bactériologiques</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 15 : Bilan de l'OS 1 de l'AEDD.....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 16 : Bilan de l'OS 2 de l'AEDD</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 17 : Bilan de l'OS 3 de l'AEDD</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 18 : Bilan de l'OS 4 de l'AEDD</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 19 : Bilan de l'OS 5 de l'AEDD</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 20 : Bilan de l'OS 6 de l'AEDD</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 21 : Bilan de l'OS 7 de l'AEDD</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 22 : Bilan de l'OS 8 de l'AEDD</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 23 : Bilan de l'OS 9 de l'AEDD.....</i>	<i>30</i>
<i>Tableau 24 : Bilan d'activités de la Politique Nationale des Zones Humides</i>	<i>40</i>
<i>Tableau 25 : Le bilan de l'objectif No1 du BPO Assainissement</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 26 : Bilan de l'objectif No 2 du BPO Assainissement.....</i>	<i>42</i>
<i>Tableau 27 : Répartition des P/P en fonction de la tutelle.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 28 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 29: Situation générale des financements acquis au 31/12/2018 (en millions de FCFA)</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 30 : Répartition du volume de financement entre les départements.....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 31: Répartition du volume du financement extérieur entre les départements..</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 32 : Répartition du volume du financement intérieur entre les départements.</i>	<i>58</i>
<i>Tableau 33: Répartition du portefeuille par type de financement.....</i>	<i>59</i>

<i>Tableau 34 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)</i>	59
<i>Tableau 35 : Progression des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA)</i>	60
<i>Tableau 36 : Progression des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)</i>	60
<i>Tableau 37: Progression des financements acquis du MHU des PP (en millions de F CFA)</i>	61
<i>Tableau 38: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2018 par PTF</i>	61
<i>Tableau 39: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2018 par PTF</i>	62
<i>Tableau 40 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2018 par PTF (en millions de FCFA)</i>	64
<i>Tableau 41 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa)</i>	64
<i>Tableau 42: Répartition des financements extérieurs acquis du MHU au 31/12/2018 par PTF (en millions de Fcfa)</i>	66
<i>Tableau 43 : Répartition des financements extérieurs acquis par nature (en millions de Fcfa)</i>	66
<i>Tableau 44: Situation des décaissements cumulés 31/12/2018</i>	67
<i>Tableau 45: Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2018</i>	68
<i>Tableau 46: l'âge des P/P</i>	69
<i>Tableau 11 : répartition géographique des P/P du SEEUDE</i>	47

Liste des graphiques

<i>Figure 1 : Tendances des ODD du sous-secteur eau en 2018</i>	<i>2</i>
<i>Figure 2 : Évolution de la production d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP SA.....</i>	<i>13</i>
<i>Figure 3 : Évolution de la production d'eau de Bamako de la SOMAGEP SA</i>	<i>14</i>
<i>Figure 4 : Évolution de la production d'eau des centres de l'intérieur</i>	<i>15</i>
<i>Figure 5 : Evolution des ventes d'eau de la SOMAGEP SA.....</i>	<i>15</i>
<i>Figure 6 : Evolution des ventes d'eau de Bamako</i>	<i>16</i>
<i>Figure 7 : Evolution des ventes d'eau des centres de l'intérieur.....</i>	<i>16</i>
<i>Figure 8 : Evolution du rendement des réseaux de la SOMAGEP</i>	<i>17</i>
<i>Figure 9 : Evolution de la longueur des réseaux de la SOMAGEP</i>	<i>18</i>
<i>Figure 10 : Evolution du nombre de nouveaux branchements de la SOMAGEP SA</i>	<i>19</i>
<i>Figure 11 : Evolution du nombre d'abonnés de la SOMAGEP SA.....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 12 : Répartition du volume de financement par ministère.....</i>	<i>57</i>
<i>Figure 13: Répartition du volume de financement extérieur du secteur par ministère....</i>	<i>58</i>
<i>Figure 14: Répartition du volume de financement intérieur du secteur par ministère....</i>	<i>58</i>
<i>Figure 15: Répartition du financement acquis cumulé au 31/12/2018 par type de financement</i>	<i>59</i>
<i>Figure 16 : progression des financements acquis de 2014 à 2018</i>	<i>61</i>
<i>Figure 17 : Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF</i>	<i>63</i>
<i>Figure 18 : Répartition du financement extérieur acquis du MEE par PTF</i>	<i>65</i>
<i>Figure 19: Répartition du financement extérieur acquis du MHU par PTF.....</i>	<i>66</i>
<i>Figure 20 : Évolution des volumes de décaissement entre 2014 et 2018.....</i>	<i>68</i>
<i>Figure 21 : Répartition des P/P du SEEUDE par âge</i>	<i>69</i>

RESUME

La revue harmonisée du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, organisée chaque année, établit le bilan de la mise en œuvre des Politiques et Stratégies à travers les Projets et programmes en cours.

Ainsi, la Cellule de Planification et de Statistique(CPS) élabore en collaboration avec les structures du secteur, sur la base des rapports d'activités, des documents de Budget-Programmes et des Projets et programmes du secteur, le rapport de la revue sectorielle harmonisée. Ce rapport est ensuite validé à la faveur d'un atelier national organisé à cet effet, regroupant l'ensemble des acteurs de l'Etat, des Collectivités, de la Société civile et des Partenaires Techniques et Financiers.

Le rapport ainsi élaboré fait le point de l'exécution des activités programmées, les résultats obtenus, le niveau d'atteinte des indicateurs, les principales contraintes rencontrées, les perspectives, le niveau de mobilisation des ressources financières et propose des solutions en vue d'améliorer les performances du secteur.

La revue sectorielle de 2018 a porté sur (63) PP repartis entre 8 Politiques de trois(03) départements ministériels du secteur.

Les activités au sein du secteur se sont déroulées dans un contexte politique, social, et économique caractérisé par la crise du Nord et du centre.

Par rapport à l'eau, les réalisations ont porté sur : la création et la réhabilitation des points d'eau, l'augmentation des capacités de production d'eau de la SOMAPEP/SOMAGEP, entre autres. Ces résultats ont permis de passer à 68,8% de taux d'accès à l'eau potable en 2018, contre 68% en 2017, soit une augmentation de 0,8%.

Dans le domaine de l'assainissement, l'accès des populations à l'assainissement s'est amélioré grâce à la certification de FDAL de 242 villages, la réalisation des séances de sensibilisations, la construction de latrines, de dépôts de transit, de collecteurs, de caniveaux, etc.

Quant à l'environnement (dans le domaine de la foresterie), les principales réalisations ont porté sur la restauration des forêts classées et des terres dégradées, le faucardage des plantes aquatiques nuisibles, le reboisement, la stabilisation des dunes, la gestion des aires de conservation de la faune, l'inventaire forestier, entre autres.

S'agissant enfin de l'Urbanisme et des Domaines de l'Etat, les principales réalisations ont été : la maîtrise de la gestion domaniale, foncière et cadastrale, l'amélioration des recettes domaniales et foncières, la facilitation de l'accès au logement des personnes et l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat, entre autres.

Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des Politiques et stratégies sont d'ordre matériel, financier et humain. Cette dernière contrainte qui constitue certainement la plus importante, se pose avec acuité au niveau de toutes les structures du secteur. Une solution diligente s'avère nécessaire pour la continuité des actions.

INTRODUCTION

Par lettre circulaire N°00415 MEF/SG du 05 février 2019, relative à la préparation et à la tenue de la revue sectorielle harmonisée de l'année 2019, le Ministère de l'Economie et des Finances a demandé à chaque département ministériel sectoriel d'élaborer un rapport d'exécution au 31 décembre 2018 des Politiques et Stratégies, afin de fournir les éléments nécessaires à la préparation de la revue du CREDD et la loi des finances 2020.

La revue sectorielle a pour objectifs de suivre et évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles de développement.

La réalisation de l'activité qui a démarré depuis janvier, a comporté plusieurs étapes et mobilisé l'ensemble des acteurs du secteur.

Ces principales étapes ont été : (i) le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue; (ii) la collecte, le traitement, la validation des données des projets/programmes et la production du rapport ; (iii) l'exploitation et la synthèse des rapports du Budget programme, des Projets et Programmes et les rapports annuels d'activité du secteur ; (iv) l'élaboration du rapport et enfin (v) l'organisation de l'atelier de la revue.

La présente revue harmonisée constitue un cadre de dialogue et d'échanges fructueux entre les différents acteurs sur les différents résultats obtenus, le niveau des indicateurs, les défis et contraintes à relever, les perspectives. A la suite de ces analyses, des recommandations sont formulées dans le but d'améliorer les performances du secteur.

Par ailleurs, la revue harmonisée du secteur permet à la CPS de disposer des informations actualisées en vue de la production du répertoire des projets et programmes du secteur.

Le présent rapport ainsi produit est structuré, conformément au canevas de présentation contenu dans la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances relative à la revue harmonisée, en trois grandes parties :

1. Bilan y compris le cadre partenarial ;
2. Problèmes et Contraintes ;
3. Perspectives.

I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES

Les politiques et stratégies du secteur ont été mises en œuvre au titre de l'année 2018 à travers l'exécution des activités des différents sous-secteurs :

1.1. SOUS-SECTEUR EAU

1.1.1. La Politique Nationale de l'Eau

En accord avec sa mission, la DNH a mis en œuvre des activités relevant de son Budget Programme par Objectif et de son Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2018-2020. Ce programme du secteur de l'Eau au titre de l'année 2018 visait les quatre (04) objectifs suivants :

Objectif N°1 : Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable

Tableau 1 : Création EPEM

Acteurs	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation (en %)
Etat	994	220	22
Autres acteurs	1 183	1311	110,26
Total	2 177	1 531	70,3

Source : rapport annuel 2018 DNH

Tableau 2 : Réhabilitation EPEM

Acteurs	Prévisions	Réalisation	Taux de réalisation (en %)
Etat	56	46	82,14
Autres acteurs	607	246	40,53
Total	663	292	44,04

Source : rapport annuel 2018 DNH

Commentaires et analyses : En ce qui concerne la programmation 2018, les résultats obtenus au niveau des projets et programmes de la DNH en matière de réalisation et de réhabilitation d'ouvrages d'alimentation en eau potable, exprimés en EPEM, montrent que l'objectif fixé pour la création de nouveaux ouvrages ainsi que pour les réhabilitations n'a pu être atteint, suite au retard dans les travaux à réaliser dans le cadre du programme national de mobilisation des ressources en eau et à la persistance des conséquences de la crise sociopolitique qu'a connue le pays à partir de mars 2012.

Par ailleurs, en ne considérant que les ouvrages dont le financement était assuré lors de la programmation 2018-2020, les réalisations physiques 2018 correspondent à 22% pour les programmations en création de nouveaux EPEM et à 82% pour les réhabilitations d'EPEM. Ce taux de réalisation assez bas, s'explique par les retards dans l'exécution de certains marchés dû aux faibles capacités des entreprises chargées de l'exécution des travaux, aux lenteurs et lourdeurs administratives dans les procédures de passation des marchés et à l'insécurité dans les régions nord et centre du pays.

De façon générale, l'on peut noter la contre-performance du programme de la DNH en 2018, avec un taux de réalisation global passant de 60,1% en 2017 à 25% en 2018.

Les raisons expliquant les retards d'exécution des projets sont entre autres :

- Les difficultés de mobilité et d'accès aux sites de travaux, liées à l'insécurité ;
- Les Avis de Non Objection tardifs des PTFs, sur certains dossiers de marchés ;
- La défaillance de certains prestataires privés dans l'exécution des travaux et services

Tableau 3 : Dotation des villages /sites en PEM

Nombre de villages sans PEM en 2017	Nombre de villages dotés en PEM en 2018	Nombre de villages sans PEM au 31/12/2018	Taux de réduction (en %)
1269	27	1242	2,1

Source : rapport annuel 2018 DNH

Commentaires et analyses : Le nombre de villages/sites dépourvus de point d'eau potable (abstraction faite des hameaux et quartiers éloignés) a été réduit de 2226 à l'issue de l'inventaire de 2003 à 1242 au 31 décembre 2018. Au total 27 villages sans PEM ont été dotés en PEM au cours de l'année 2018 répartis dans les régions de Kayes (03), Mopti (09), Kidal (04) et Taoudénit (11), soit une réduction de 2,1 points en pourcentage du nombre total de villages sans aucun PEM.

Sur les 2 177 points d'eau créés, seuls 27 villages sans PEM ont été dotés.

Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable

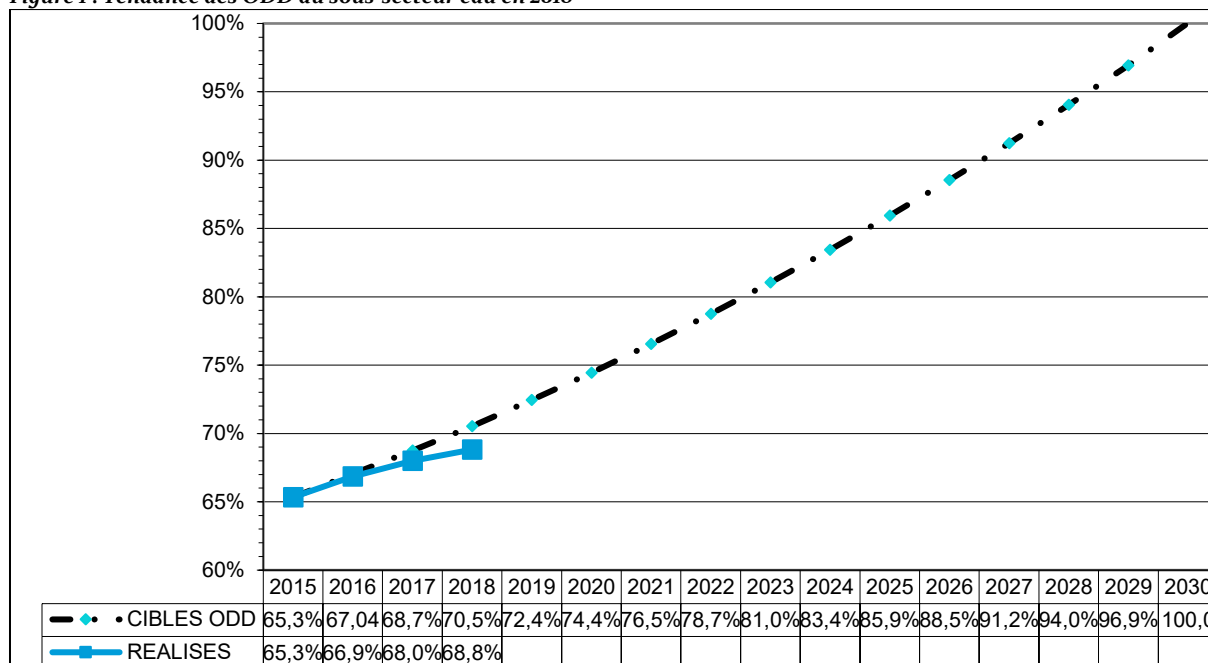
Niveau /Année	2017	2018
Milieu rural	65,3 %	65,9 %
Milieu urbain et semi urbain	74,7 %	76 %
Niveau national	68 %	68,8 %

Source : rapport annuel 2018 DNH

Commentaires et analyses : Suivant le RGPH 2009, le taux d'accès au service d'eau potable de base en 2018, est de 65,9% en milieu rural, 76,0% en milieu semi urbain et urbain et 68,8% au niveau national.

Ainsi, le taux d'accès s'améliore en passant de 65,3% en 2017 à 65,9% en 2018 en milieu rural, avec une augmentation de 0,6 point de pourcentage. En milieu urbain et semi urbain, le taux d'accès passe de 74,7% en 2017 à 76 % en 2018, soit une augmentation de 1,3 point de pourcentage. Au niveau national, le taux d'accès s'améliore en passant de 68% en 2017 à 68,8% en 2018, soit une augmentation de 0,8 point de pourcentage.

Figure 1 : Tendance des ODD du sous-secteur eau en 2018



On note un décrochage du taux d'accès, avec la cible implicite 2018 de trajectoire ODD, en service d'eau potable amélioré de base.

Les ouvrages en cours de réalisation en fin 2018 :

Le nombre d'ouvrages en cours de réalisation mais non réceptionnés en fin 2018 est supérieur à celui constaté en fin 2017. En effet, 338 nouveaux EPEM sont en cours de réalisation en 2018 contre 241 nouveaux EPEM en 2017. C'est la même tendance en ce qui concerne les réhabilitations : 12 EPEM sont en cours de réhabilitation en 2018 contre 0 EPEM en 2017.

L'estimation des réalisations en cours en fin 2018 des autres acteurs est de 269 créations de nouveaux EPEM et 0 (aucune) réhabilitation d'EPEM.

Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages

Nbre EPEM	Nbre EPEM non fonctionnels	Taux de panne
27 331	8 746	32 %

Source : rapport annuel 2018 DNH

Commentaires et analyses : En ce qui concerne la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques, le taux moyen de panne des pompes à motricité humaine est d'environ 32% en 2018. Ce taux varie suivant les régions et est compris entre 21% et 47%. La non fonctionnalité des pompes à motricité est due au vieillissement des infrastructures, l'effritement progressif des structures de gestion villageoises et le manque de maintenance et d'un suivi de proximité.

✓ **Objectif N°2 : Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages**

Les résultats attendus au titre de l'année 2018 étaient :

- Les ressources en eau sont rationnellement mobilisées et exploitées pour les autres usages ;
- La navigabilité des principaux cours d'eau est améliorée pour faciliter le transport fluvial ;
- L'approvisionnement en eau des animaux est amélioré en zones pastorales.

La situation des réalisations 2018 est la suivante :

Tableau 6 : Bilan d'exécution 2018 de l'objectif immédiat n°2

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT ATTEINT	Commentaires
R2.1 Les ressources en eau sont rationnellement mobilisées et exploitées pour les autres usages	2.1.1. Surfaces irrigables (ha)	25 793	-	Faute de financement
R2.2 La navigabilité des cours d'eau est améliorée pour faciliter le transport fluvial.	2.2.1. Nombre de jours de navigabilité dans l'année (Gao-Mopti-Koulikoro)	230	208	Les travaux du quai de Koulikoro sont terminés et la réception provisoire a été prononcée en novembre 2018.
	2.2.2. Evolution du nombre de tonnes transportées par an par la Comanav	10 000	8 000	
	2.2.3. Nombre de personnes transportées par an par la Comanav	12 000	10 500	
R2.3.L'approvisionnement en eau des animaux est amélioré en zones pastorales	2.3.1. Nombre d'unités de bétail concernées par les ouvrages réalisés et réhabilités	-	34 200	D'autres intervenants (Département de l'élevage, ONG) réalisent des ouvrages pastoraux qui sont capitalisés par la DNH, ce qui ne permet pas de cerner les prévisions.
	2.3.2. Nombre de points d'eau pastoraux créés (barrages, puits)	-	43 puits ; 39 SHPA.	

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT ATTEINT	Commentaires
	pastoraux et mares aménagées)			
	2.3.3. Nombre de points d'eau pastoraux réhabilités (barrages, puits pastoraux et mares aménagées)	-	49 puits ; 01 SHPA	

✓ **Objectif N°3 : Favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages**

Les résultats attendus au titre de cet objectif pour 2018 sont les suivants :

- Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant ;
- L'allocation des ressources en eau entre les différents usages est rationalisée et améliorée ;
- Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE ;
- Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux ;
- La protection durable des ressources en eau est assurée ;
- La prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations

Les résultats atteints sont les suivants :

Tableau 7 : Bilan d'exécution 2018 de l'objectif immédiat n°3

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT ATTEINT
R3.1. Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant (ressources et utilisations)	3.1.1. Nombre de bulletins d'annonce	ND	18
	3.1.2. Nombre de bulletins hydrologiques produits et publiés	52	52
	3.1.3. Nombre de stations de mesures suivies (hydrométriques et piézométriques)	329	255
	3.1.4. Nombre de bulletins de la qualité de l'eau produits et publiés	52	52
	3.1.5. Nombre de campagnes de jaugeage	3	3
	3.1.6. Nombre d'annuaires hydrologiques produits et publiés	1	0

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT ATTEINT
	3.1.7. Nombre de stations réhabilitées	-	10
R3.2. L'allocation des ressources en eau entre les différents usages est rationalisée et améliorée	3.2.1. Nombre d'outils d'allocation des ressources en eau opérationnels	1	1
	3.2.2. Nombre de réunions de suivi de la courbe optimale de gestion de la retenue de Sélingué	12	12
	3.2.3. Nombre de réunions tenues par la Commission Permanente des Eaux de l'OMVS (CPE)	5	5
R3.3. Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE	3.3.1. Nombre de comités locaux fonctionnels	ND	10
	3.3.2. Nombre de rapports d'activités PDESC parvenus à la DNH	ND	0
R3.4. Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux	3.4.1. Nombre de rapports d'activités produits	1	1
	3.4.2. Nombre de réunions de concertation régionales tenues	36	43
	3.4.3. % de cadres de concertations fonctionnels	100%	41%
	3.4.4. Nombre de conventions, Accords et traités sous régionaux et internationaux mis en œuvre	6	6
R3.5 La protection durable des ressources en eau est assurée	3.5.1. Nombre d'analyses physico-chimiques	ND	10 374
	3.5.2. Nombre d'analyses bactériologiques	ND	4741
	3.5.3. Nombre de mesures hydro-sédimentologiques	ND	219
	3.5.4. Nombre de bulletins produits et publiés sur la qualité de l'eau	52	52
	3.5.5. Nombre de points d'eau suivi par région sur la qualité de l'eau par le LNE	ND	ND

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT ATTEINT
R3.6 La Prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations	3.6.1 Nombre de localités à risques sensibilisées	ND	0

NB : Pour le résultat 3.4.2., les 43 réunions de concertation n’ont concerné qu’un nombre restreint de cadres de concertation ce qui explique leur faible taux de fonctionnalité.

✓ **Objectif N°4 : Améliorer la qualité du service public de l’eau de façon efficace et efficiente**

Tableau8: Bilan de l’objectif 4 de la DNH

Résultats attendus	Réalisations
Les capacités d’intervention des structures de l’Etat sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • L’affectation par la fonction publique de 39 agents dont 3 ingénieurs et 33 techniciens ; • Dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs, environ une centaine d’agents ont bénéficié de formation au cours de l’année 2018 ; • La réalisation de 10 formations issues du plan de formation de la DNH ayant concerné 57 agents et 20 formations non issues du plan de formation ayant concerné 30 agents.
Le renforcement des capacités des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> • Au total, 699 décisions de transfert de compétences ont été signées. Il reste 4 décisions à faire signer respectivement au niveau des Régions de Koulikoro (Koulikoro et Kati), Mopti (Mopti) et Tombouctou (Tombouctou). • Au niveau régional, les DRH et SLH apportent de l’appui-conseil aux collectivités territoriales en ce qui concerne : (i) l’information et la formation du conseil communal, (ii) le diagnostic technique des installations existantes, (iii) la préparation de dossiers d’appel d’offres, (iv) la formation au suivi de la délégation de gestion.
Le renforcement des capacités des opérateurs privés	<ul style="list-style-type: none"> • La tenue d’ateliers de formations relatives à la mise à niveau et aux outils de maintenance et d’entretien des équipements dans les régions pour tous les acteurs : élus, exploitants, maintenanciers. • La délégation de la gestion du service public de l’eau au secteur privé a connu une hausse et est passée de 06 centres AEP en 2017 à 15 centres AEP en 2018, suite à la signature de 09 nouveaux contrats dans les régions de Kayes (01) et Mopti (08).

<p>Le suivi des procédures, délais et coûts d'investissements</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux de passation, mesuré sur le segment du processus allant de la préparation du dossier d'appel d'offres à la mise en place du contrat de réalisation des prestations, est de 22 marchés conclus sur 50 soit 44%.
<p>La coordination et le suivi des projets et des programmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'appui à la préparation et à la mise en œuvre du Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA) ; • L'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT 2018-2020) ; • La collecte des informations de suivi des projets et programmes ; • La formation des acteurs DNH et DRH à la programmation ; • Le renseignement d'indicateurs relatifs au BPO Eau y compris les huit (8) indicateurs clés choisis par le Ministère en charge de l'Eau dans le cadre du suivi des performances du secteur
<p>Le renforcement du cadre institutionnel et organisationnel performant du sous-secteur Eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La participation de la DNH à certains ateliers de plaidoyer organisés par la société civile (CN-CIEPA, CAEPHA) relatifs à la mise en œuvre des engagements SWA pris à Washington en avril 2014 lors de la troisième rencontre de haut niveau, relatifs à l'accélération de la réalisation des objectifs de l'eau et de l'assainissement. • La participation de la DNH aux réunions du Comité de Pilotage de la Réforme Institutionnelle des secteurs de l'Electricité et de l'Eau potable • La poursuite de la mise en œuvre des activités du protocole de partenariat SOMAPEP/DNH/DRH relatif à la relève des compteurs de production d'eau potable dans le périmètre concédé au niveau régional.
<p>Le renforcement des dispositifs d'informations et de communication du secteur</p>	<p>L'opérationnalisation du site web de la DNH sous la nouvelle adresse : www.dnhmali.org</p>

Source : rapport d'activité 2018 DNH

3.1 . Bilan des activités de la SOMAPEP

La Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable est une Société anonyme avec Conseil d'Administration créée par Ordonnance n°10-039/P-RM du 5 août 2010 au capital à 100 % Etat de 5 milliards de FCFA. Son activité principale consiste à l'investissement, la maîtrise d'ouvrage, la Gestion et le développement du patrimoine dans le périmètre de concession en eau potable en milieu urbain, contrôle de l'exploitation.

Dans le cadre de la réalisation des activités au cours de l'année 2018 on peut retenir :

Tableau 9 :Bilan des activités de la SOMAPEP

Résultats attendus	Réalisations	Observations
ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE BAMAKO A PARTIR DE LA LOCALITE DE KABALA, PHASE I		
Prise d'eau dans le fleuve Niger, canalisation de liaison, station d'exhaure et conduite de refoulement des eaux brutes	Délai consommé : 131,10 % Taux d'exécution : 99,5 % Taux de décaissement : 87,67%.	Les travaux sont au stade de finitions, les 1ers essais ont eu lieu, en attente du lot2 (station) pour la suite des essais industriels.
Station de Traitement, Station de Reprise, Station d'Alerte, Télégestion, Bâtiments Administratifs	Délai consommé : 105,4% Taux d'exécution : 93,75 % Taux de décaissement : 80,50%.	Un incendie a eu lieu dans le décanteur de la TF, mettant en retard de 3 mois la mise en service de la station. Le groupement d'entreprises s'est engagé à finir la Tranche Conditionnelle et à mettre l'eau potable pour la distribution à partir du 30 mars 2019. Et la fin des travaux des 2 tranches pour fin mai 2019. A ce jour les travaux ne sont pas terminés et le délai contractuel est dépassé. Un avenant est en cours de validation pour prendre en compte les différentes modifications intervenues au cours du projet avec une prolongation du délai contractuel.

Conduite de refoulement d'eau traitée depuis la station de reprise jusqu'aux réservoirs de BACODJICORONI (en fonte ductile DN1200 sur une longueur de 8,7 km)	Délai consommé : 171% depuis la réception provisoire intervenue le 10 décembre 2018 Taux d'exécution : 99,80% Taux de décaissement : 92,42%	Les travaux sont réceptionnés provisoirement depuis le lundi 10 décembre 2018. Un avenant est en cours de validation pour prendre en compte les différentes modifications intervenues au cours du projet avec une prolongation du délai contractuel.
Deux Réservoirs 10 000 m3 chacun à BACO DJICORONI	Délai consommé : 100 % Taux d'avancement global : 99,95 % Taux de décaissement : 99,99 %	Les travaux sont terminés et la réception provisoire a été prononcée le 22 juin 2018.
Résultats attendus	Réalisations	Observations
Conduites de transfert (depuis le réservoir de BacoDjicoroni vers Badalabougou et Faladiè sur 13 km en fonte ductile DN1400 mm à DN 900 mm)	Délai consommé : 99,35 % Taux d'exécution global : 99,80 % Taux de décaissement : 99,86 %. Linéaire posé est de 13 652 ml	Le reste des travaux de rinçage et désinfection ne pourront se faire qu'après la mise en route de station de Kabala. Suite à une réception technique le Mercredi 03 Janvier 2018, la réception provisoire a été prononcée le 12 Janvier 2018.
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako Réseaux primaires et secondaires des secteurs de BACODJICORONI, KALABAN COURA, TIEBANI et SENOU-Aéroport	Délai consommé : 66,2% Taux d'exécution global : 47,46% Taux de décaissement : 50,03% (y compris l'avance de démarrage).	Les travaux ont été suspendus du 15/09/2018 au 08/11/2018 à la demande de la banque mondiale pour l'exécution du PAR.
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux primaires et secondaires des secteurs de BADALABOUGOU, OUTAKOULOUNI et DIALAKOROBOUGOU	Délai consommé : 66,2% Taux d'exécution global : 40,04% Taux de décaissement : 49,9% (y compris l'avance de démarrage).	Les travaux ont été suspendus du 15/09/2018 au 08/11/2018 à la demande de la banque mondiale pour l'exécution du PAR.

<p>Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - KALABANCORO-EST, KALABAN COURA et BACODJICORONI</p>	<p>Délai consommé : 66,2% Taux d'exécution global : 46,03% Taux de décaissement : 59% (y compris l'avance de démarrage)</p>	<p>Les travaux ont été suspendus du 15/09/2018 au 08/11/2018 à la demande de la banque mondiale pour l'exécution du PAR.</p>
<p>Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - KABALA, TIEBANI, KALABANCORO-OUEST</p>	<p>Délai consommé : 57% Taux d'exécution global : 49,4% Taux de décaissement : 57,8% (y compris l'avance de démarrage)</p>	<p>Les travaux ont été suspendus du 15/09/2018 au 08/11/2018 à la demande de la banque mondiale pour l'exécution du PAR.</p>
<p>Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - TOROKOROBOUGOU, SABALIBOUGOU, QUARTIER MALI, SEMA I, SEMA II et BADALABOUGOU</p>	<p>Délai consommé : 66,2% Taux d'exécution global : 38% Taux de décaissement : 49,1% (y compris l'avance de démarrage)</p>	<p>Les travaux ont été suspendus du 15/09/2018 au 08/11/2018 à la demande de la banque mondiale pour l'exécution du PAR.</p>
<p>Schéma Directeur d'Assainissement actualisé de Bamako « SDAB » et Définition d'un Projet Prioritaire d'Assainissement Connexe au Projet AEP Bamako / Kabala et EIES</p>	<p>Délai consommé : 259% Dernier rapport déposé le 31/08/2018 Taux d'exécution : 100% ; Taux de décaissement : 100%.</p>	<p>Les sites ont été présentés au consultant. Les rapports des études géotechniques pour le site de Missabougou et pour le site de Tienfala ont été validés.</p>
<p>Fournitures de 32 500 compteurs, d'équipements pour 46 144 branchements sociaux et de 6 types de</p>	<p>Les prestations de fournitures sont terminées, après acquisition de 32 500 compteurs, d'équipements pour 46 144 branchements</p>	<p>Le DAO pour les travaux 46 144 de branchements avec un allotissement en 9 lots a été validé par le Bailleur et lancé. Trois entreprises ont été retenues pour 3 lots et les mises au point sont</p>

matériels de détection de fuites	sociaux et de 6 types de matériels de détection des fuites.	prévues pour les 2, 3 et 4 janvier 2019. Les 6 autres lots seront relancés.
Réseau de 10,393 km de canalisations fonte – Réseau de 301,953 km de canalisations PVC – 375 bornes fontaines à Niamana, Sirakoro Méguétana, Yirimadio, Missabougou, Magnambougou Et Magnambougou CR, Faladiè, Niamakoro et Djalakorobougou	Taux de Décaissement : 56,94% y compris l'avance de démarrage ; Délai consommé : 64,5% Taux d'exécution global : 65% ;	246 km de tuyaux PVC DE 63-90-110-160 et 9,8 Km de fonte sont livrés sur 312 km de prévu. Pose tuyaux PVC DE 63-90-110 sur 215 km ; Bornes fontaines : 292 réalisés sur 375 prévues ; Essai de pression sur 70 km.
Un château d'eau en béton armé de 2 000 m ³ à Sikoro – Réseau de 101,154 km de canalisations fonte de type standard – Réseau de 5,688 km de canalisations fonte auto-butées – Réseau de 138,006 km de canalisations PVC – 233 bornes fontaines à Sikoro, Banconi, Hippodrome et Djalakorodji – Une station de pompage à MISSIRA	Taux de décaissement : 44,82% y compris l'avance de démarrage Délai consommé : 64,5% Taux d'exécution global : 35,5%	Tous les plans du réseau secondaire sont validés ; 127,2 km de tuyau PVC et Fonte sont livrés en sur 244 km prévu Pose de tuyaux PVC DE 63-90-110 sur 80,03 km sur 244km Bornes fontaines : 109 réalisées sur 233 de prévues ; Château d'eau : 9ème levé coulé, ferrailage et coffrage du 10ème en cours pour un total de 11 levés pour le fut du château ; Gros œuvre du logement gardien et local technique sur le site de Sikoro terminé ; Clôture site de Sikoro réalisée à 50% ; Station de pompage : Site non libéré
Un Réservoir au sol de 2 500 m ³ à N'Tomikorobougou (Sogonafing) – Réseau de 23,472 km de canalisations en fonte de type standard – Réseau de 1,248 km de canalisations fonte auto-butées – Réseau de 55,248 km de canalisations PVC –	Taux de Décaissement : 58,78% ; Délai consommé : 64,5% ; Taux d'exécution global : 71%	80 km (en PVC et en Fonte) livrés sur 80 km prévus ; Accessoires PVC et en Fonte : livré à 50% pour les PVC et 100% pour les fontes ; Pose de tuyaux PVC tous diamètres confondus sur 52 km sur 86 km suivant les plans d'exécution ; Bornes fontaines : 48 réalisés sur 100 de prévues ;

100 bornes fontaines à N'Tomikorobougou, Samé, Sirakoro Dounfing, Point-G, Koulouba, Sogonafing et Koulouninko		<p>Réservoir : Mises en œuvre du béton du radier, du béton du voile, du béton de la ceinture, du béton de la coupole de couverture sont terminées à 100% ;</p> <p>Caniveau entourant le réservoir, Chambre des vannes sont terminées à 100 % ;</p> <p>Tests d'étanchéité en cours à partir du forage.</p> <p>Logement gardien et local technique sur le site du réservoir sont terminés ; il reste la peinture.</p>
Etudes & Contrôle : Avenant N°02 au contrat de BNETD pour le contrôle du Lot1	Les prestations pour le lot 3 sont en cours et l'OS a été donné le 14 mai 2018	<p>Le contrôle des Lots 2 et 3 sera assuré par BNETD.</p> <p>Le contrat d'avenant N°2 de BNETD est signé par les deux parties. La note technique pour l'envoi à la DGMP pour numérotation est en cours d'élaboration.</p>
Réseau de distribution _ Réhabilitation du réseau _ Bornes fontaines	<p>Délai consommé : 47%</p> <p>Taux d'exécution global : 45%</p> <p>Taux de Décaissement : 20%</p>	
Renforcement du réseau de distribution d'eau potable (8 Km) et la reprise de deux cent (200) branchements à Kalabancoro	<p>Délai consommé : Epuisé</p> <p>Taux de pose : 75%</p> <p>Les 8 km ont été posés.</p>	Attente indemnisation du promoteur des branchements de l'AEP de Kalabancoro par l'Etat avant reprise des 200 branchements.

3.2 Bilan des activités de la SOMAGEP-SA

La SOMAGEP-S.A. est une Société Anonyme d'Etat avec Conseil d'Administration créée en août 2010. Elle a repris les activités d'exploitation de l'eau potable précédemment assurées par EDM-S.A.

- Capital social : 2 milliards de Francs CFA
- Actionnaire : Etat malien (100%)
- Nombre de localités desservies : 79

Le bilan des activités de la SOMAGEP-SA dans le domaine de l'hydraulique urbaine porte sur les principales réalisations de 2018 :

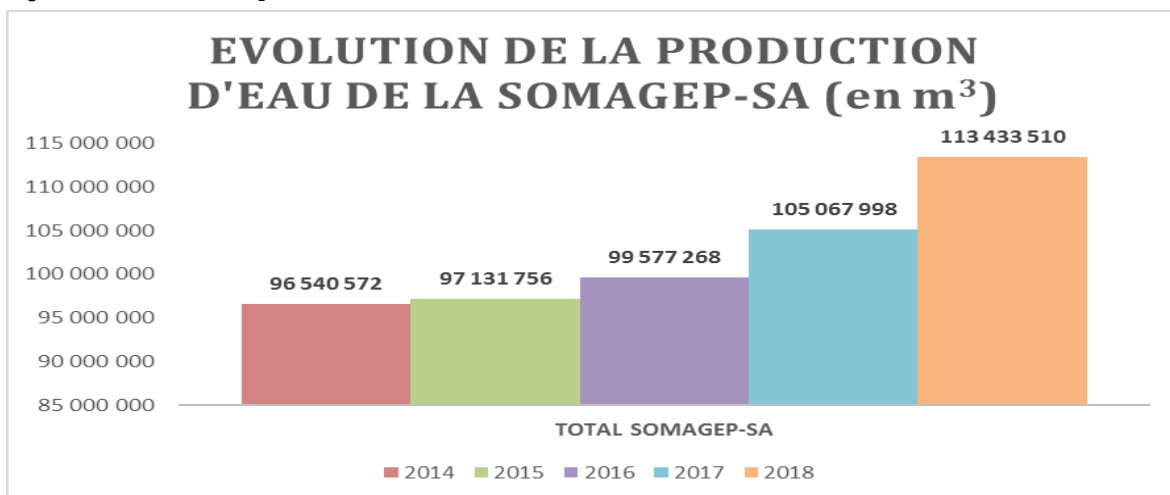
- La production et la vente d'eau,
- La gestion des abonnés,
- La mise en œuvre des projets,
- Les contraintes d'exploitation et les perspectives.
- La production et la vente d'eau,
- La gestion des abonnés,
- La mise en œuvre des projets,
- Les contraintes d'exploitation et les perspectives.

3.2.1 Production d'eau de la SOMAGEP-S.A.

↳ Production d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP

La production de l'ensemble SOMAGEP-SA a été de 113,43 millions de m³ en 2018, en augmentation de 7,96% par rapport à celle de 2017 (105,07 millions de m³).

Figure 2 : Évolution de la production d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

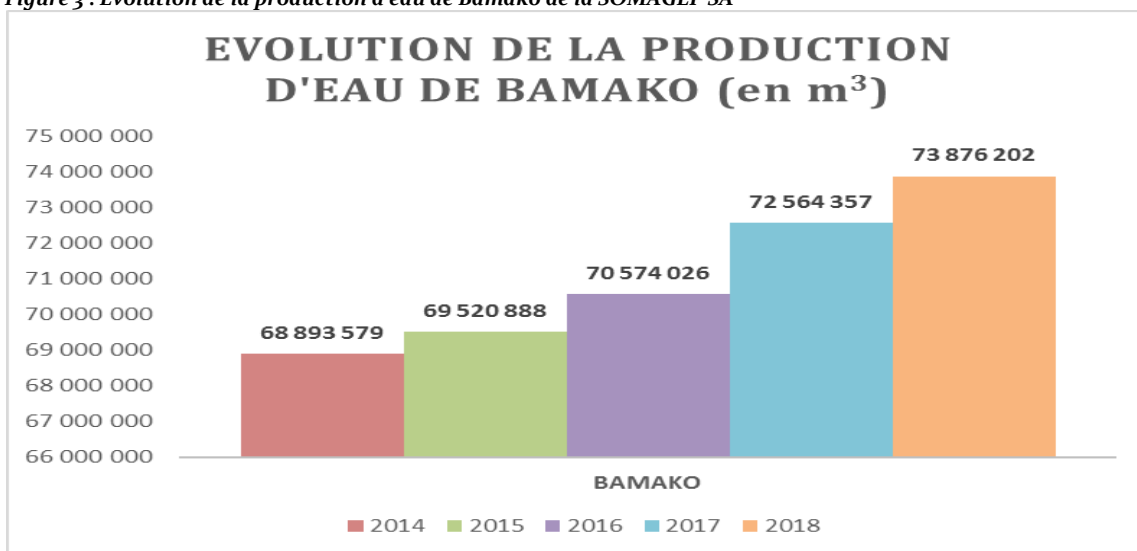
↳ Production d'eau de Bamako

Le système d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako est composé de quatre unités de production d'une capacité nominale cumulée de 202 000 m³/jour. Il s'agit de :

- La station de Djicoroni Para (130 000 m³/j) ;
- Les forages de la Zone aéroportuaire (4 000 m³/j) ;
- Les stations compactes de potabilisation d'eau (SCP) de Magnambougou (18 000 m³/j), de Baco-Djicoroni (18 000 m³/j), de Missabougou (12 000 m³/j), de Kalaban-coro (18 500 m³/j), soit au total 66 500 m³/j
- Et l'AEP de Sénou (1 500 m³ /j).

La production d'eau à Bamako a été de 73,88 millions de m³ en 2018, en augmentation de 1,8% par rapport à 2017 (72,56 millions de m³). Cette croissance a été obtenue essentiellement grâce à l'accroissement de la demande.

Figure 3 : Évolution de la production d'eau de Bamako de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

↳ Production d'eau des Centres de l'Intérieur

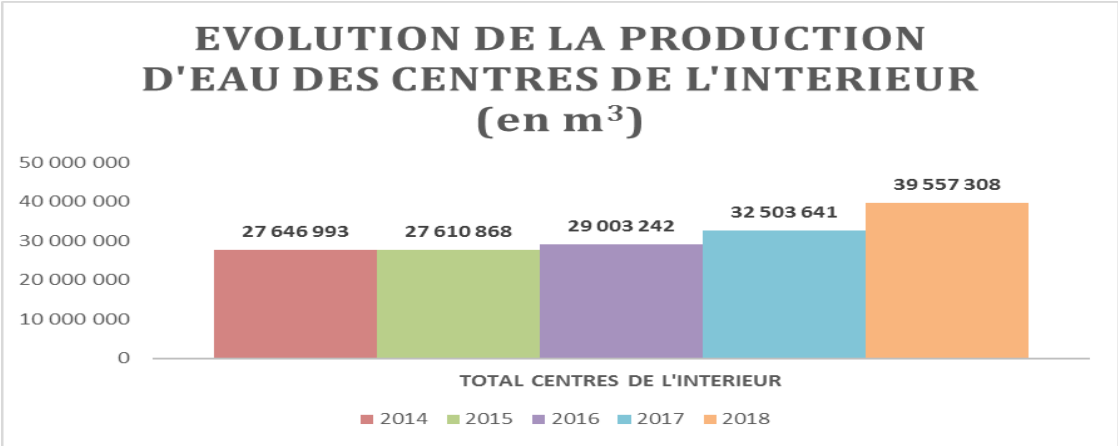
Les « anciens Centres » de l'Intérieur, au nombre de 17, qui sont : Kayes, Kita, Nioro du Sahel, Koulikoro, Kati, Koutiala, San, Sikasso, Bougouni, Sélingué, Bandiagara, Mopti/Sévaré, Tombouctou, Gao, Markala, Ségou et Kidal ont une capacité nominale cumulée de production de 88 524 m³/jour.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales (PPUS) visant à améliorer les conditions de vie des populations, la SOMAGEP-SA a repris la gestion du service public de l'eau potable dans 61 nouveaux centres.

La production d'eau de l'ensemble des Centres de l'Intérieur a été de 39,56 millions de m³ en 2018, en augmentation de 21,7 % par rapport à 2017 (32,5 millions de m³).

Cette hausse de production est enregistrée par rapport à l'année 2017 dans tous les centres à cause de la demande et de l'impact du renforcement des capacités de production des villes du projet PADS avec la mise en service effective des nouvelles stations de Missirikoro à Sikasso, Kayes, Sébénikoro à Kati et de Sincina à Koutiala.

Figure 4 : Évolution de la production d'eau des centres de l'intérieur



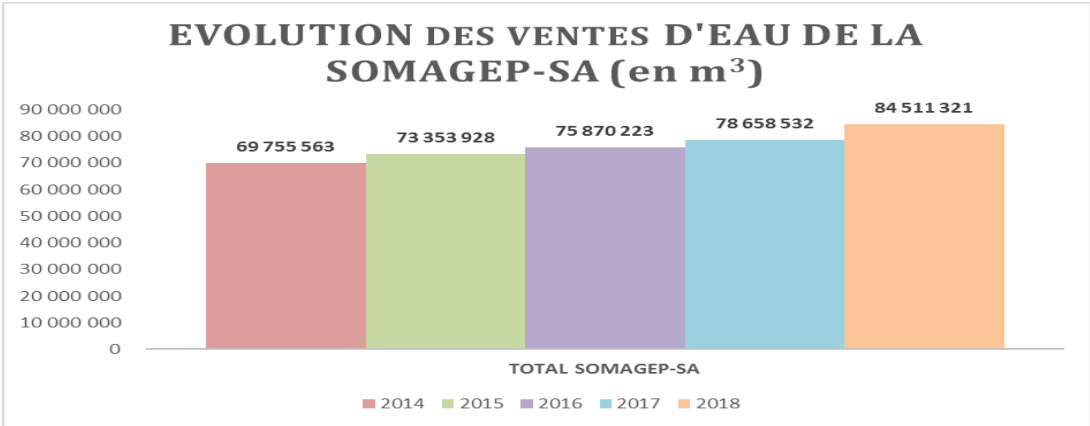
Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

3.2.2 Ventes d'eau de la SOMAGEP-S.A.

↳ Vente d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP

La quantité d'eau facturée pour l'ensemble SOMAGEP-SA en 2018 a été de 84,51 millions de m³; cette quantité correspond à une facturation de 23,77 milliards de Francs CFA, mais hors location et entretien des compteurs (1,83 milliards de Francs CFA) et hors travaux remboursables (2,24 milliards de Francs CFA). Elle est en hausse de 7,44% par rapport à 2017 (78,66 millions de m³).

Figure 5 : Evolution des ventes d'eau de la SOMAGEP SA



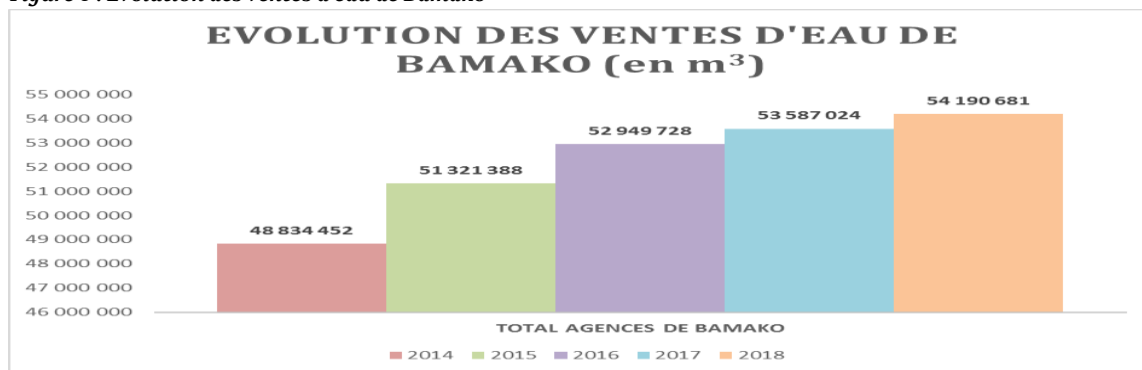
Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

↳ Vente d'eau de Bamako

La quantité d'eau facturée à Bamako en 2018 a été de 54,19 millions de m³, en hausse de 1,13% par rapport à 2017 (53,59 millions de m³).

Ces ventes ont représenté près de 64,12% de la quantité totale d'eau facturée sur l'ensemble SOMAGEP-SA.

Figure 6 : Evolution des ventes d'eau de Bamako



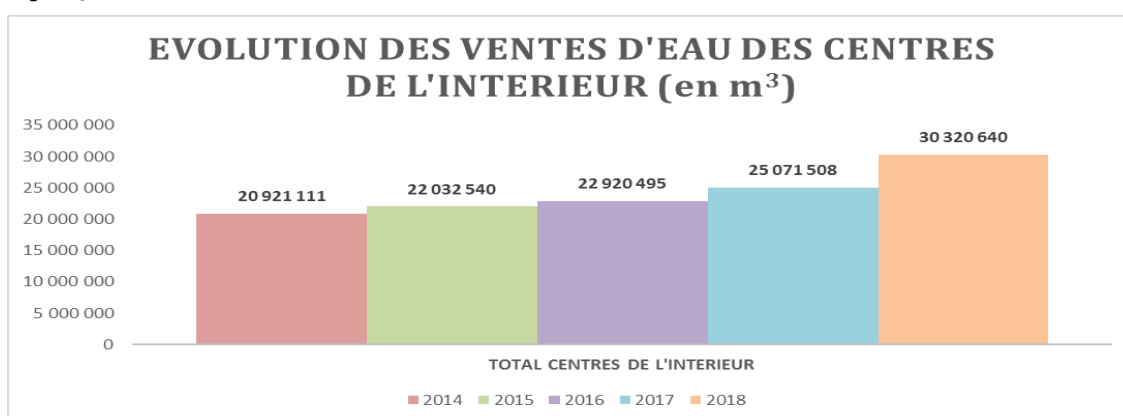
Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

↳ Vente d'eau des centres de l'intérieur

La quantité d'eau facturée pour l'ensemble des Centres de l'Intérieur en 2018 a été de 30,32 millions de m³, en hausse de 20,94% par rapport à 2017 (25,07 millions de m³).

Ces ventes ont représenté près de 35,88% de la quantité totale d'eau facturée dans le périmètre SOMAGEP-SA.

Figure 7 : Evolution des ventes d'eau des centres de l'intérieur



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

3.2.3 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires **prévisible** en fin décembre 2018 est de 27,97 milliards de Francs CFA. Ses principales composantes sont essentiellement les ventes d'eau potable pour 23,77 milliards de Francs CFA, les travaux remboursables pour 2,24 milliards de Francs CFA et les locations et entretiens des compteurs pour 1,83 milliards de Francs CFA en 2018.

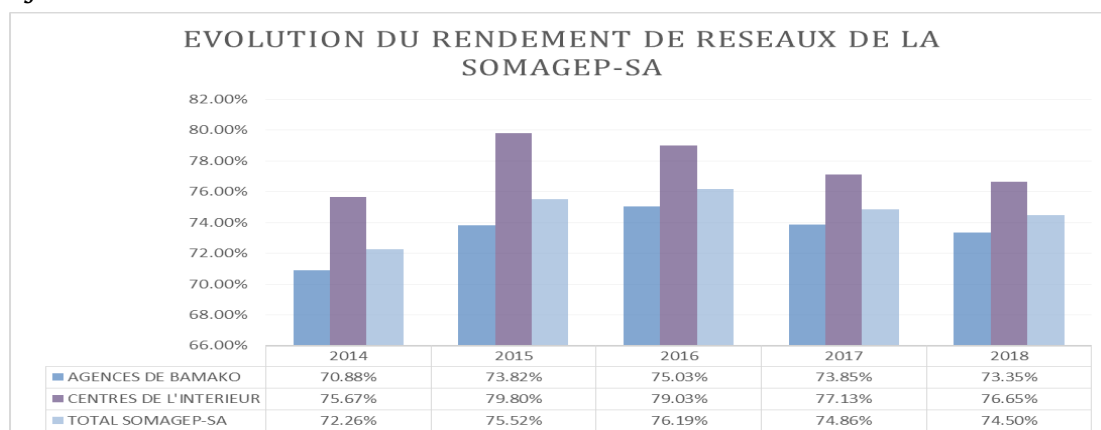
Ce chiffre d'affaires est en augmentation de 10,96% par rapport à 2017 (25,21 milliards de FCFA).

3.2.4 Le rendement du réseau

Le rendement est calculé sur 12 mois sur la base de l'eau facturée sur l'eau produite pour la période se terminant au 31 décembre 2018.

Les rendements du réseau d'eau ont été de 73,35% pour Bamako, 76,65% pour les Centres de l'Intérieur et 74,50% pour l'ensemble SOMAGEP-SA en 2018 en baisse de 0,36 point par rapport à sa valeur de 2017 (74,86%).

Figure 8 : Evolution du rendement des réseaux de la SOMAGEP



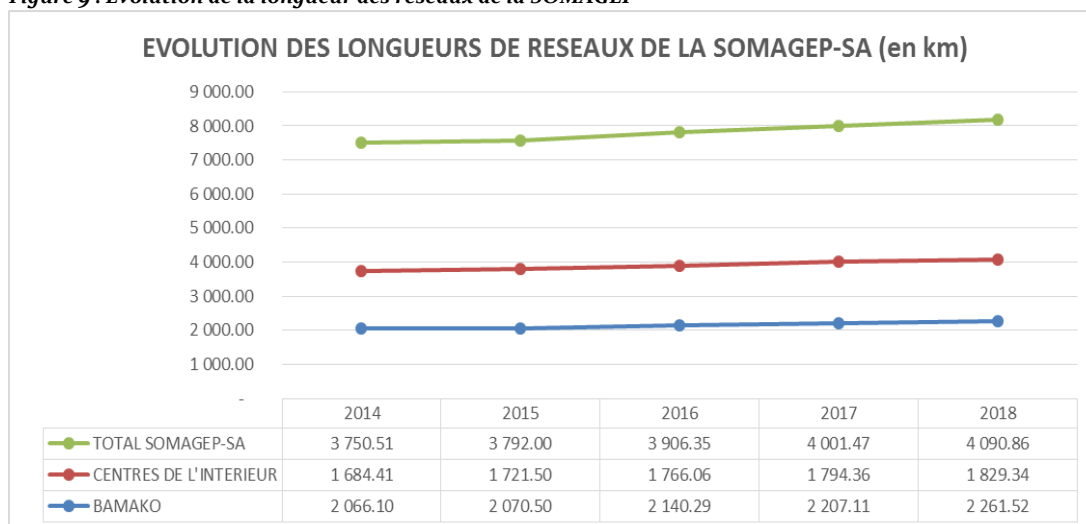
Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

3.2.5 La longueur des réseaux

La longueur totale des réseaux en 2018 est de 4 090,86 km de réseau, soit une augmentation de 2,23% par rapport à 2017 (4 001,47 km). La longueur des réseaux est de 2 261,52 km et 1 829,34 km respectivement à Bamako et dans les Centres de l'Intérieur, soit une hausse respective de 2,5% et 1,9% par rapport à 2017.

Il est à noter que les longueurs de réseaux des nouveaux centres urbains n'ont pas été intégrées dans le calcul de la longueur totale des réseaux.

Figure 9 : Evolution de la longueur des réseaux de la SOMAGEP



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

3.2.6 Gestion des abonnés

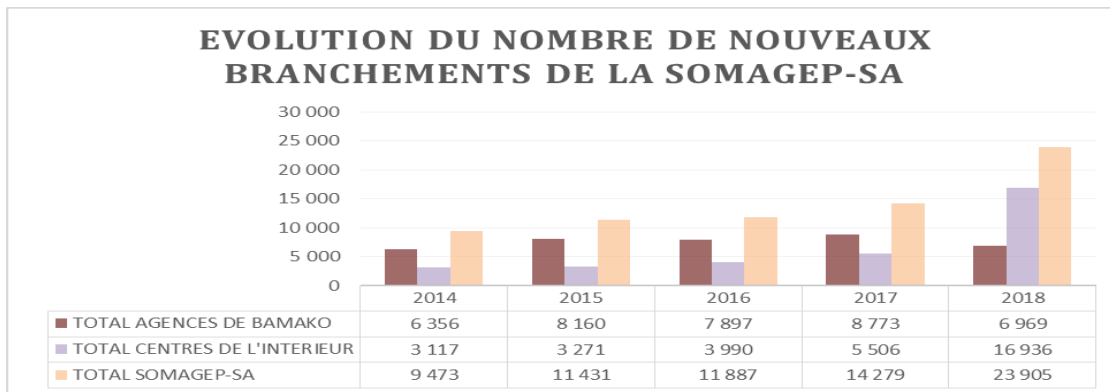
↳ Nouveaux Branchements

Au niveau des Agences de Bamako, 6 969 branchements eau ont été réalisés en 2018 contre 8 773 en 2017, soit une baisse de 20,60%.

Les Centres de l'Intérieur ont réalisé 16 936 branchements en eau en 2018 contre 5 506 en 2017, soit une hausse de 207,6%. Cette hausse s'explique par l'incidence du Programme Présidentiel d'Urgences Sociales (PPUS).

Pour l'ensemble SOMAGEP-SA, le nombre de nouveaux branchements réalisés en eau en 2018 a été de 23 905 contre 14 279 en 2017. Le nombre de nouveaux branchements est en hausse de 67,41 % par rapport à l'année de 2017.

Figure 10 : Evolution du nombre de nouveaux branchements de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

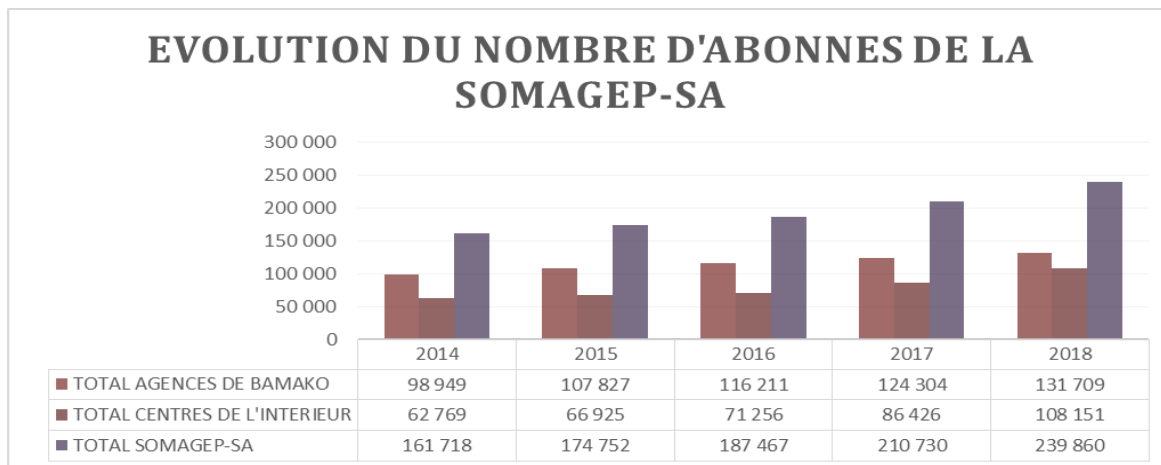
↳ **Nombre d'abonnés**

Le nombre total d'abonnés eau au 31 décembre 2018 pour Bamako a été 131 709 contre 124 304 en 2017, soit une hausse de 6,0%.

Le nombre d'abonnés pour les Centres de l'Intérieur connaît une hausse de 25,1%, soit 108 151 en 2018 contre 86 426 en 2017.

Le nombre total d'abonnés eau de la SOMAGEP-SA au 31 décembre 2018 est de 239 860 contre 210 730 en 2017, soit une augmentation de 13,8%.

Figure 11 : Evolution du nombre d'abonnés de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2018 SOMAGEP SA

3.3 Bilan des activités 2018 du Laboratoire National des Eaux

Du 1er janvier au 31 décembre 2018, le Laboratoire National des Eaux et ses Antennes ont effectué des missions d'échantillonnage dans les différentes régions du pays. Les actions menées dans les zones minières ont été réalisées suivant un programme trimestriel. Les analyses hydro sédimentologiques ont été réalisées.

Tableau 10 : Evolution des analyses effectuées

Type d'analyse	2017	2018	Taux d'évolution
Analyses physico chimiques	8 593	6 374	-25,82
Analyses bactériologiques	5861	4 741	-19,11
Analyses sédimentologiques	178	219	23,03
TOTAL	14 632	11 334	-22,54

Source : rapport annuel 2018 LNE

Commentaire et analyses : Le nombre d'analyses effectuées connaît une régression de 22,54 % de 2017 à 2018. Cette tendance à la régression est valable pour toutes les typologies d'analyse à l'exception des analyses sédimentologiques.

Cette régression s'explique par le déménagement de la structure de Magnambougou Wèrèda à Sotuba qui a occasionné le déplacement des appareils d'analyse devant être recalibrés pour reprendre les activités.

Tableau 11 : Prélèvements d'eau

Nature des PE prélevés	Nombre	Taux
Eaux de forages	4 901	51,81
Eaux de puits	539	5,70
Eaux de surface	3 880	41,02
Eaux de rejet	58	0,61
Autres types	81	0,86
TOTAL	9 459	100

Source : rapport annuel 2018 LNE

Tableau 12 : Conformité du PH des analyses

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	5 930	96,45
Non conforme	218	3,55
TOTAL	6 148	100

Source : rapport annuel 2018 LNE

Commentaire : Les conformités sont relatives aux directives de l'OMS et aux normes maliennes de l'eau potable.

La région de Mopti a enregistré le plus grand pourcentage de non-conformité de pH (6,85 %), suivi de Ségou avec (5,90%) non conformes ; par contre les échantillons reçus de Taoudénit sont conformes. La majorité des eaux non conformes proviennent des forages.

Tableau 13 : Conformité en nitrates des analyses

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	5 006	95,41
Non conforme	241	4,59
TOTAL	5 247	100

Source : Rapport annuel 2018 LNE

Commentaire : La teneur en nitrates des échantillons non-conformes est supérieure à la valeur limite fixée à 50 mg/L par la norme malienne relative à la qualité de l'eau potable. La majorité des eaux non conformes proviennent des forages (2,52 %), ensuite les puits (1,81%).

Tableau 14 : Conformité des analyses bactériologiques

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	4 285	90,38
Non conforme	456	9,62
TOTAL	4 741	100

Source : Rapport annuel 2018 LNE

Commentaire : Au total 4285 échantillons répondent aux normes maliennes de l'eau potable soit 90,38 %. Sur un total de 456 échantillons non conformes, nous avons un taux de non-conformité de 9,62%.

1.2. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

1.2.1. La Politique Nationale de Protection de l’Environnement et la Politique Nationale sur les Changements Climatiques

L’Agence de l’Environnement et du Développement Durable (AEDD) a pour missions d’assurer la coordination de la mise en œuvre de ces deux Politiques et de veiller à l’intégration des dimensions environnementale et changement climatique dans toutes les politiques de développement du pays. Conformément à ses missions, le bilan des activités par objectif stratégique est le suivant :

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 1 : Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la gestion de l’environnement, la lutte contre la désertification, les changements climatiques et le développement durable à travers l’élaboration des modules, des supports d’information, d’éducation et de communication, les sessions de formation, d’information et de sensibilisation**

Tableau 15 :Bilan de l’OS 1 de l’AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
OS1: Promouvoir la communication sur les questions environnementales et rendre lisible l'action de l'AEDD à travers une communication de proximité	Organisation de la 19ième édition de la quinzaine de l'environnement.	Quinzaine de l’environnement organisée du 05 au 18 juin 2018 dans toutes les régions et le district de Bamako, lancement national à Koulikoro sous le parrainage du premier ministre.
	Réalisation et diffusion d'un film documentaire sur les activités du PGRNCC.	Film sur les réalisations du projet disponible.
	Sensibilisation à travers des campagnes et de matériels d'éducation sur une série de thèmes de gestion de ressources naturelles (Forêts, Eau, PFNL, etc.) dans chaque écosystème ou commune cible.	14 sessions (sensibilisation en gestion des ressources naturelles). Les étapes de Nioro (03 communes), de Banamba (04 communes) et de Nara (07 communes) ont été réalisées. En outre, 03 sessions (conférence-débats GDT/ACC à Banamba, Nara et Nioro).
OS 2 : Elaborer des supports de sensibilisation et	Réalisation du magazine "Notre Environnement".	Numéro 41 publié, numéro 42 et 43 au stade d'édition, déposé).

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
d'information (magazine, audio, TV, revue, article de presse, spot audio, TV, bande annonce, sketches, films, créations artistiques)	Réalisation de 03 supports de communication.	07 supports (tee-shirts, banderoles, kakemonos, pagnes, casquettes, porte-clés, dépliant).
	Etablissement de 11 conventions avec les radios de proximité.	09 conventions signées et deux non signées (les radios de Boron et Sakala, non fonctionnelles).
	Elaboration et diffusion en temps opportun de 03 microprogrammes sur les données hydrologiques et météorologiques à travers les radios de proximité.	03 microprogrammes diffusés (cercles de Nioro, Nara et Banamba) en mars et avril 2018.
OS 3: Elaborer et mettre en œuvre des plans de renforcement des capacités	Appui à l'AEDD dans son rôle de Coordination de la mise en œuvre de la PNPE et de la SNDD.	03 sessions sur la PNPE (Cabinet du MEADD, CNE, Société civile).
	Appui à l'AEDD dans son rôle d'AND du Fonds Vert Climat.	03 dossiers (Readiness AND, Readiness PNA, Readiness soutien Malifolkcenter).
	Sensibilisation et échanges sur la prévention/règlement des conflits au niveau communautaire.	14 ateliers (03 communes de Nioro du Sahel, 07 communes de Nara et 04 communes de Banamba).
	Organisation de 05 ateliers d'information et de sensibilisation de la CDN et des ODD.	100% (05 ateliers tenues à l'adresse de l'AN, du HCC, du CESC, CPS CADD et du CNSC).
	Formation de 100 acteurs locaux sur quelques MCPD,	-75 acteurs formés sur les MCPD ; -25 acteurs formés sur la route nubienne

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
	notamment les techniques de construction sans bois, les initiatives d'écotourisme, la valorisation de Jatropha curcas, etc.	
	Formation de 300 points focaux villageois, des services de vulgarisation ruraux et des journalistes locaux sur le traitement et la diffusion des prévisions et projections météorologiques.	275 points focaux, 15 vulgarisateurs et 18 journalistes formés (mars-avril 2018).

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 2 : Suivre les mécanismes financiers et la mobilisation des financements concernant la protection de l'environnement, la lutte contre la désertification, les changements climatiques et le développement durable**

Tableau 16 : Bilan de l'OS 2 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
OS 4: Suivre la stratégie nationale de financement de l'environnement et du développement durable	Appui à la finalisation de la SNFE incluant l'étude sur la fiscalité écologique et la mise en place d'un fonds national environnement.	01 rapport provisoire disponible ; -examen en réunion de cabinet élargie ; -réunion de validation par le CNE a été tenue.
	Appui à la finalisation de l'actualisation de la PNPE.	Document de la PNPE validé par le CNE, multiplication du doc en 70 copies pour la RI.

	Tenue de (02) réunions de Lobbying auprès des partenaires pour la mise en œuvre de la PNPE	PNPE pas encore approuvée
	Organisation et tenue de 2 Conseils d'administration de l'AEDD.	01 session tenue (Insuffisance de ressources financières).
	Organisation de la 2 ^{ème} session du dialogue structuré Fonds Vert Climat-Afrique.	01 session : Dialogue tenu du 03 au 06 avril 2018 à Bamako sous la haute Présidence de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 3 : Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des Conventions, Accords et Traités internationaux ratifiés par le Mali en matière d'environnement, de lutte contre la désertification, des changements climatiques et du développement durable**

Tableau 17 : Bilan de l'OS 3 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS6: Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME)	Tenue de quatre (04) réunions des points focaux.	-04 réunions tenues ; -04 comptes rendus disponibles.
OS 7 : Préparer la participation malienne aux réunions internationales relatives aux AME	Contribution à l'animation du stand national et 01 Side Events.	-Participation de 01 cadre à la COP CDB (Egypte du 17 au 29 novembre 2018) ; -Participation de 05 cadres à la COP 24 CCNUCC (Pologne du 03 au 14 décembre 2018).
	Organisation de 01 Side Events.	10 Side Events organisés.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 8 : Développer les partenariats et actions internationales	Mise en œuvre de la convention PAPAM/ASAP et AEDD.	100% (PDESC régionaux de Kayes et de Sikasso actualisés, Stratégie d'adaptation aux changements climatiques du secteur de l'Agriculture élaborée, rapport PNPE disponible, 02 ateliers de formation sur les ODD et GAR tenus à Bamako). Le projet est clos le 31 juillet 2018.
	Mise en œuvre des protocoles de collaboration avec d'autres partenaires.	12 protocoles (DNA, DNEF, DNPIA Mali-Météo, AVN, IRD, GIZ, BAD, PNUE, FENU, PNUD et ASDI).

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 4 : Contribuer à la prise en compte de la dimension environnementale dans la conception des programmes et projets de développement et des schémas d'aménagement du territoire à travers l'élaboration des guides de cohérence des actions environnementales, l'appui conseil aux Collectivités Territoriales**

Tableau 18 : Bilan de l'OS 4 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 9 : Elaborer et mettre en œuvre la SNDD	Adoption de la SNDD par le gouvernement	Eléments du document versés dans le cadre du nouveau CREDD (SND).
OS 10 : Prendre en compte la dimension environnementale dans les politiques, programmes et projets	Intégration de la dimension environnementale dans les politiques.	- Sur 34 politiques recensées, 31 politiques ont intégré la dimension environnementale soit 91,17%.
	Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de développement économique, social et culturel des communes (PDESC).	74 PDESC révisés dans les communes : - 14 PDESC par PGRNCC ; - 3 PDESC par LoCAL ; - 05 PDESC révisés par le PACV-MT ; - 05 PDESC révisés par l'AVDR ; - 47 PDESC révisés par ASNaCC GIZ. Soit 10,25%.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
	Exécution des activités pilotes des PDESC révisés.	-Etude de faisabilité de 13 activités pilotes dans les cercles d'intervention du PGRNCC (Banamba, Nara et Nioro) ; -20 activités pilotes réalisées dans les communes de Simby et Sandaré.
	Construction et équipement de 10 bâtiments avec la technologie voûte nubienne.	Elaboration d'une nouvelle convention pour la construction de 06 bâtiments dans les cercles de Banamba et Nioro.

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 5 : Elaborer le Rapport National sur l'état de l'environnement**

Tableau 19 :Bilan de l'OS 5 de l'AEED

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 11 : Elaborer le rapport national sur l'état de l'environnement	Elaboration du rapport national 2015-2017 sur l'état de l'environnement au Mali.	Document approuvé par le conseil des ministres du 23 janvier 2019.
	Elaboration du code de l'environnement.	Le rapport provisoire au niveau du MEADD pour examen.
	Démarrage du processus d'élaboration du 1er rapport biennal du Mali sur les changements climatiques.	- 01 rapport de démarrage ; - Mise en place des groupes techniques de travail ; - Signature de protocoles d'accord avec des structures techniques ; - Elaboration et validation Composante Circonstances Nationales ; - Formation sur les lignes directrices du GIEC 2006 ; - Tenue de la 1 ^{ère} session du CP.
	Restitution du rapport sur l'Etat de l'Environnement	Les TDR ont été élaborés. Le processus de mise en œuvre de cette activité débutera après l'adoption du rapport final en conseil des ministres.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
	2015-2017 du Mali et du code.	

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 6 : Suivre la mise en œuvre des recommandations formulées par le Conseil National de l'Environnement**

Tableau 20 :Bilan de l'OS 6 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 12 : Organiser les réunions du Conseil National de l'Environnement (CNE)	Préparation et tenue de deux (02) réunions du CNE.	03 réunions : - 01 réunion sur la validation de la PNPE - 01 réunion sur la relecture du décret portant organisation et modalités de fonctionnement de l'AEDD ; - 01 réunion sur la validation du rapport sur l'état de l'environnement.
	Suivi de la mise en œuvre des recommandations du CNE.	100% (Dossiers de la PNPE, rapport sur l'état de l'environnement et décret portant organisation et modalités de fonctionnement de l'AEDD suivis dans le circuit d'approbation).

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 7 : Collecter les données et produire des statistiques sur l'Environnement et le Développement Durable**

Tableau 21 :Bilan de l'OS 7 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 13 : Promouvoir un espace de dialogue et de coordination entre producteurs et utilisateurs de l'information	Organisation de l'atelier de lancement du portail web du SNGIE couplé à la formation des parties prenantes.	02 ateliers tenus : - Tenue de la formation du 19 au 21 mars 2018 ; - Tenue de l'atelier de lancement le lundi 07 mai 2018.
	Elaboration du document cadre du SNGIE.	Rapport final disponible.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
environnementale et caractériser les besoins de l'utilisateur	Organisation d'une session d'information sur le SNGIE et ses outils de gouvernance lors de la 19ème édition de la Quinzaine de l'Environnement.	01 session organisée le 13 juin 2018 (rapport disponible).
	Appui à Mali météo pour l'acquisition de 04 stations agro-météorologiques et d'équipement pour deux stations synoptiques.	04 stations acquises.

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 8 : Diffuser les résultats de la recherche sur la biotechnologie relative à la sauvegarde de l'environnement, la lutte contre la désertification ainsi qu'aux changements climatiques et au développement durable**

Tableau 22 :Bilan de l'OS 8 de l'AEDD

Programmations	Tâches	Réalizations
1. Informer le public sur les résultats de recherche biotechnologique disponibles.	Diffusion des résultats biotechnologiques sur le site web de l'AEDD.	- élaboration d'une note d'information sur l'introduction des moustiques génétiquement modifiées ; - un projet d'arrêté portant sur l'utilisation des moustiques génétiquement modifiées par le CNB a été élaboré et transmis au cabinet du MEADD pour signature ;

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 9 : Participer à la mise en œuvre des programmes du Plan d'Action Environnementale**

Tableau 23 : Bilan de l'OS 9 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
<p>OS 14 : Promouvoir, suivre et évaluer des programmes nationaux d'action environnementale sur l'aménagement du territoire, la gestion des ressources naturelles, la maîtrise des ressources en eau, l'amélioration du cadre de vie, la gestion durable des terres et le développement des énergies renouvelables</p>	<p>Formation des comités de gestion des ressources naturelles sur le processus de GRN.</p>	<p>14 sessions de formation dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro.</p>
	<p>Diffusion des plans communaux de GRN auprès des acteurs locaux.</p>	<p>14 ateliers de diffusion dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro.</p>
	<p>Acquisition et distribution de semences améliorées</p>	<p>11,42 tonnes de semences améliorées acquises et distribuées dans les cercles de Banamba, Nara et Nioro.</p>
	<p>Promotion de l'utilisation de l'agroforesterie améliorée et d'autres paquets de technologies connexes de la GDTE dans les terres adjacentes des trois forêts cibles.</p>	<p>58 producteurs riverains des trois forêts formés les paquets technologiques.</p>
	<p>Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation de l'AEDD.</p>	<p>01 outil a été mis en place.</p>
	<p>Animation du groupe des pairs pour le suivi environnemental et social des 18 projets/programmes financés par la Banque mondiale.</p>	<p>01 mission réalisée dans le cercle de Nioro du Sahel par une équipe des pairs du sous-groupe 4.</p>

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
	Suivi et évaluation des Projets /Programmes.	14 missions (09 suivis PGRNCC, 02 suivi ASNaCC/PNUD, 01 suivi ASAP, 01 suivi LoCAL, 01suivi PACV-MT).
OS15 : Assurer la gestion et la coordination des projets et programmes de l'AEDD	Mise en œuvre du PTA 2018 du projet ASNaCC/ PNUD.	L'état d'exécution est de 48%, les principales activités ont porté sur: <ul style="list-style-type: none"> - tenue d'une réunion du Comité Scientifique et Technique ; - formation et équipement de 05 comités de gestion des points d'eau (Adduction d'eau sommaire et périmètres maraîchers) réalisés par le projet dans la région de Kayes ; - reboisement de 7 ha dans les 05 villages de la région de Kayes ou le projet a aménagé des bas-fonds.
	Mise en œuvre du PTA 2018 du LoCAL.	L'état d'exécution est de 100%, les principales activités ont porté sur: <ul style="list-style-type: none"> -renforcement des capacités techniques et institutionnelles des collectivités locales pour une meilleure gouvernance locale de l'adaptation au CC ; -réalisation de périmètre maraîcher dans la zone d'intervention du projet Simby et Sandaré ; -réalisation d'étang piscicole à sandaré.
	Mise en œuvre du PTA 2018 du PRAI-MFD.	L'état d'exécution est de 85%, les principales activités ont porté sur: <ul style="list-style-type: none"> -aménagement de 2 périmètres avec de 02 forages équipés, -confection des canaux d'irrigation, des fosses compostières, - reboisement de1/2hectare (Eucalyptus) à Linguékoto et Keniéba, -fixation des berges (1000 vetiver) à Kéniéma ; -formations sur les techniques de lutte anti érosif et en pisciculture.
	Mise en œuvre du PTA 2018 du PGRCI.	L'état d'exécution est de 60%, les principales activités ont porté : <ul style="list-style-type: none"> - Validation du rapport de l'étude d'établissement de la Situation de Reference dans la zone d'intervention du PGRCI;

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
		<ul style="list-style-type: none"> - mise en place et de redynamisation des comités de veilles ; - détermination des espèces de plantes résilientes au climat dans les zones riveraines le long des zones humides.
	<p>Mise en œuvre du PTA 2018 du PACV-MT.</p>	<p>L'état d'exécution est de 84,64%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de capacité des producteurs avec des intrants, des équipements et des formations en vue de relancer les AGRs; - amélioration de la planification des activités agricoles face aux changements climatiques avec l'équipement en pluviomètres et à l'accès aux informations pluviométriques ; - révision de 05 plans communaux pour la prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans la planification et la budgétisation.
	<p>Mise en œuvre du PTA 2018 du projet IPE- Mali.</p>	<p>L'état d'exécution est de 93%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - révision de l'Etude économique – environnementale ; - appui technique à 05 collectivités territoriales pour l'intégration effective des CC dans leurs PDESC ; - appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali; -Appui à l'élaboration du Code de l'Environnement du Mali.
	<p>Mise en œuvre du PTA 2018 du Projet Mali Femmes.</p>	<p>L'état d'exécution est de 100%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formation des producteurs en agro-météorologie ; - aménagement des (06) périmètres pastoraux dans les régions de Kayes (communes de Séro-diamanou, Bema et Yérééré) et Koulikoro (Kiban, Boron et Sagabala) ; - achat d'alevins et empoissonnement des mares des communes-cibles des régions de Kayes et Koulikoro.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
	Mise en œuvre du PTA 2018 du PGDTE.	<p>L'état d'exécution est de 93%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement des capacités des formateurs des formateurs sur les techniques de communication et d'animation dans le domaine de la GDTE ; - finalisation des fiches pédagogiques sur les bonnes pratiques sur les bonnes pratiques de GDTE ; - évaluation de la boîte à outils GDTE.
	Mise en œuvre du PGRNCC.	<p>L'état d'exécution est de 83,14%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du SNGIE existant ; - formation et sensibilisation sur l'utilisation des prévisions météorologiques et hydrologiques saisonnières par les producteurs des cultures vivrières ; - formation des points focaux villageois, des services de vulgarisation ruraux et des journalistes locaux sur le traitement et la diffusion des prévisions et projections météorologiques ; - élaboration et adoption des plans participatifs d'utilisation des ressources communautaires comprenant les objectifs de résilience, les questions de GDTE et la conservation de la biodiversité ; - conception, adoption, essai et diffusion de mécanismes de prévention/règlement des conflits au niveau communautaire, prenant en compte le dialogue social inclusif pour l'utilisation pacifique et durable des ressources naturelles, et comprenant toutes les parties prenantes locales ; - exécution des activités pilotes des PDESC révisés ; - sensibilisation des communautés et des décideurs sur les risques climatiques et défis des changements climatiques ;

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
		<ul style="list-style-type: none"> - promotion de la gestion durable de la biodiversité selon une approche axée sur les écosystèmes pour l'adaptation ; - soutien à la promotion des modes de production et de consommation locaux durables ; - appui à la préparation, à l'adoption et à la mise en œuvre de plans de gestion participatifs des écosystèmes forestiers du Ouagadou, de Gadiaba Kadiel et de Lorack Bane ; - promotion de l'utilisation de l'agroforesterie améliorée et d'autres paquets de technologies connexes de la GDTE dans les terres adjacentes des trois forêts cibles (Ouagadou, Gadiaba Kadiel et Lorack Bane ou Louadou) ; - Appui à la gestion des parcours prenant en compte les défis des changements climatiques - financement d'activités génératrices de revenu judicieuses qui ne menacent pas la conservation de la biodiversité.
	<p>Mise en œuvre du PTBA PAGEDD.</p>	<p>100%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - information et sensibilisation des acteurs sur les cibles des ODD et la CDN à Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou ; - harmonisation des indicateurs des ODD et ceux du SNGIE ; - formation sur la finance climatique des membres du Groupe thématique Financement du CNCCM.
	<p>Mise en œuvre du PTBA PGAGE.</p>	<p>L'état d'exécution est de 92,25%, les principales activités ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> -évaluation des capacités (humaines et techniques) du SNGIE central à honorer les obligations d'établissement de rapports au titre des Conventions de Rio ; -formation du personnel du SNGIE et d'autres utilisateurs potentiels (notamment les utilisateurs sectoriels) sur l'utilisation du SNGIE et la situation de l'environnement,

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
		ainsi que la mise en œuvre des recommandations des différentes conventions sur l'environnement ; - formation des décideurs locaux sur l'utilisation du manuel avec une référence particulière aux Conventions de Rio et aux avantages pour l'environnement sur le plan mondial.

L'analyse de l'état d'exécution des activités programmées en 2018, révèle que sur une prévision de 57 tâches retenues :

- 51 ont été réalisées soit 89, 5% ;
- 02 sont en cours de réalisation soit 03,5% et ;
- 04 n'ont pas été réalisées pour procédure administrative soit 07%.

1.2.2. La Politique Forestière Nationale

En 2018, les activités ont été exécutées conformément aux objectifs du Budget –Programme 2018-2019 et les différents résultats attendus y afférents, aux grandes orientations de la Politique Forestière Nationale, aux engagements relatifs aux différentes conventions ratifiées par le Pays, relevant de la DNEF et du Programme d'Actions du Gouvernement 2013- 2018.

1.2.2.1. Programme 2.071 « Protection et Conservation de la Nature »

Objectif 1 : Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques

Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :

- Elaboration de 17 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées;
- Relecture de 3 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées;
- Réalisation de 329 missions de diffusion des textes législatifs et règlementaires en matière de gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées.

Les activités réalisées ont porté sur :

- Elaboration de 17 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- Relecture de 2 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- Réalisation de 295 missions de diffusion des textes législatifs et règlementaires en matière de gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées.

Objectif 2 : Améliorer la couverture végétale

- Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :
- Travaux de restauration des terres dégradées : 104.455 ml de cordons pierreux, 653 ha de fixation mécanique de dunes, 12 773 ha de protection biologique, 650 ha de Zai, 29.500 ml de fascines, 270 ha de demi-lunes, 500 ml de barrières en cailloux, 3 300 ml de digues/diguettes filtrantes, 2.675 ha de mise en défens, 57 ha de culture du bourgou ;
- Elaboration de 13 Plans d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune
- Mise en œuvre de 44 Plans d'Aménagement et de Gestion des AP, des massifs forestiers classés et/ou protégés et de réserves de faune ;
- Réalisation de 6 955,12 ha de travaux de régénération naturelle assistée ;
- Reboisement de 34 925,7 ha ;
- Production de 23 824 717 plants, récolte de 462 286 noix de rônier et 6 250 boutures.

Les activités réalisées ont porté sur :

- Travaux de restauration des terres dégradées (126 924,5 ml de cordons pierreux, 276 ha de fixation mécanique de dunes, 230 ha de protection biologique, 259,25 ha de Zai, 15 330 ml de fascines, 58,18 ha de demi-lunes, 425 ml de barrières en cailloux, 10 188 ml de digues/diguettes filtrantes et 112,46 ha de mise en défens) ;
- Elaboration de 31 Plans d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune;
- Mise en œuvre de 44 Plans d'Aménagement et de Gestion des AP, des massifs forestiers classés et/ou protégés et de réserves de faune;
- Réalisation de 6 908,12 ha de travaux de régénération naturelle assistée ;
- Reboisement de 30 407,31 ha ;
- Production de 16 341 323 plants, récolte de 116 000 noix de rônier et 84 456 boutures.

Objectif 3 : Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique

- Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :
- Création et aménagement de ranchs de gibier
- Réduction des superficies brûlées de 1 067 345 ha ;
- Mise en place de 71 organisations locales de lutte contre les feux de brousse et équipement de 40 organisations;
- Réalisation de 35 sessions de renforcement des capacités opérationnelles des organisations locales de lutte contre les feux de brousse;
- Diffusion 62.865 équipements économes en bois énergie tous types confondus
- Réalisation de 2 139 missions de contrôle forestier et suivi des activités;
- Réalisation de 551 émissions radios, 21 télévisions et production de 10 articles dans les journaux
- Enlèvement de 1 400 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau;
- Elaboration de 224 conventions locales de GRN et mise en œuvre de 13 conventions.

Les activités réalisées ont porté sur :

- Réduction des superficies brûlées de 1 021 898,92 ha ;
- Mise en place de 47 organisations locales de lutte contre les feux de brousse et équipement de 36 organisations ;
- Réalisation de 8 sessions de renforcement des capacités opérationnelles des organisations locales de lutte contre les feux de brousse;
- Diffusion 12 113 équipements économes en bois énergie tous types confondus;
- Réalisation de 2 318 missions de contrôle forestier et suivi des activités ;
- Réalisation de 517 émissions radios, 10 télévisions et production de 5 articles dans les journaux ;
- Enlèvement de 365 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau ;
- Elaboration de 20 conventions locales de GRN et mise en œuvre de 6 conventions.

Objectif 4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité

Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :

- Réalisation de 909 séances de Communication pour le Changement de Comportement ;
- Réalisation de 105 sessions de formation des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques;
- Réalisation de 63 sessions de recyclage des acteurs de la gestion des ressources forestières et fauniques;
- Participations à 7 sessions des COP et organisation d'1 atelier de restitution, diffusion et suivi de la mise en œuvre des résolutions et recommandations issues des COP;
- Aménagement de 14 mares dans les zones humides;
- Mise en place de 107 associations et groupements de femmes pour la conservation et valorisation de la biodiversité;
- Identification et réalisation de 8 études thématiques et 6 inventaires dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- Diffusion des résultats de 7 études thématiques et 5 inventaires dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité;
- Réalisation de 6 voyages d'études et d'échanges d'expériences;
- Activités du SIFOR;
- Formation de 152 élèves dont 99 techniciens et 53 agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA;
- Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts;
- Organisation stages de fin d'études de 26 techniciens et 28 agents techniques des Eaux et Forêts;
- Equipement Campement dans la FAYA;
- Aménagement d'une voie d'accès de 600 m de la RN6 ;
- Formation et équipement du personnel forestier.

Les activités réalisées ont porté sur :

- Réalisation de 449 séances de Communication pour le Changement de Comportement
- Réalisation de 114 sessions de formation des acteurs en matière de gestion des ressources forestières et fauniques ;
- Réalisation de 38 sessions de recyclage des acteurs en matière de gestion des ressources forestières et fauniques ;
- Participation à 6 sessions des COP ;
- Aménagement de 8 mares ;
- Mise en place de 14 associations et groupements de femmes pour la conservation et valorisation de la biodiversité ;
- Réalisation de 1 inventaire ;
- Diffusion des résultats de 6 études thématiques et 1 inventaire dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- Construction des bureaux du SIFOR ;
- Acquisition des données du suivi environnemental ;
- Production à temps réel et diffusion des informations sur les superficies brûlées ;
- Elaboration et impression de 30 cartes de forêts classées, réserves de faune et zone d'intérêt cynégétique ;
- Suivi de l'immatriculation de 8 FC par Guidimé Topo ;
- Validation et édition du répertoire des espèces forestières du Mali ;
- Suivi du couvert végétal niveau national ;
- Elaboration de la situation de référence de la quantité de carbone séquestrée par nos formations végétales à partir des placettes permanentes ;
- Suivi de l'approvisionnement en bois énergie du District de Bamako ;
- Suivi de l'approvisionnement en bois énergie des régions de Bamako, Kayes, Ségou Sikasso et Mopti ;
- Formation de 152 élèves dont 99 techniciens et 53 agents techniques des Eaux et Forêts au CFPF Colonel Jean Djigui KEITA ;
- Recrutement par voie de concours de 25 Techniciens et 25 Agents techniques des Eaux et Forêts ;
- Organisation des stages de fin d'études de 26 techniciens et 28 agents techniques des Eaux et Forêts ;
- Equipement du Campement dans la FAYA ;
- Aménagement d'une voie d'accès de 600m de la RN6 au Campement ;
- Formation et équipement du personnel forestier.

1.2.2.2. Programme 3.004 : Aménagement et Protection de la Faune

Objectif 1 : Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégées

Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :

- Réalisation de 8 inventaires de faune et/ou d'avifaune dans les aires protégées;
- Aménagement de 7 points d'eau équipés et 7 mares;
- Réalisation de 2 études sur la dynamique de la faune
- Mise en œuvre de 8 plans d'aménagement et de gestion des aires protégées
- Ouverture de 380 km de pare-feu et pistes touristiques
- Entretien 1 552 km de pare-feu et pistes touristiques ;
- Réalisation de 453 missions de contrôle et de surveillance dans les AP.

Les activités menées ont porté sur :

- achat 1 groupe électrogène, 18 panneaux solaires et 1 pompe immergée;
- aménagement d'1 puit traditionnel dans la réserve du Gourma ;
- fourniture et pose de matériels solaires sur le forage de Makadougou (commune rurale de Koudian);
- réalisation de 509 missions de contrôle et de surveillance dans les AP.

1.2.2.3. Programme 3.005 : Aménagement et Protection de la Forêt

Les activités prévues en 2018 étaient les suivantes :

Objectif 1 : Assurer une gestion durable des ressources forestières

- Elaboration de 31 PAG dont 8 massifs villageois et 23 forêts classés ou protégés ;
- Actualisation de 25 PAG de massifs forestiers classés ou protégés ;
- Mise sous aménagement de 42 812 ha de massifs forestiers classés ou protégés;
- Réalisation d'1 étude sur la dynamique des formations forestières;
- Immatriculation de 84 massifs forestiers classés ou protégés ;
- Ouverture de 1 097,5 kms de pare-feu et de pistes forestières ;
- Entretien et nettoyage de 151,5 km de pare-feu et 191 kms de pistes forestières
- Création de 277 brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière.

Les activités menées par ont porté sur :

- élaboration de 13 PAG dont 12 massifs villageois et 1 forêt classée ou protégés ;
- actualisation de 6 PAG de massifs forestiers protégés ;
- mise sous aménagement de 75 929,3 ha dont 7 964 ha de FC et 67 965,3 ha de massifs forestiers protégés ;
- immatriculation de 13 massifs forestiers classés ;
- ouverture de 352,755 kms de pare-feu et de pistes forestières ;
- entretien et nettoyage de 2,2 km de pare-feu ;
- création de 137 brigades villageoises d'appui au contrôle de l'exploitation forestière.

1.2.3. La Politique Nationale des Zones Humides

L'élaboration de la Politique Nationale des Zones Humides a pour but de donner des directives à l'action gouvernementale et aux communautés pour conserver et gérer de manière durable les ressources naturelles et la diversité biologique des zones humides.

Le tableau suivant donne la situation des activités menées au titre de la Convention RAMSAR.

Tableau 24 : Bilan d'activités de la Politique Nationale des Zones Humides

Décisions/Résultats attendus	Politiques, stratégies, plans, projets, programmes	Activités principales (par rapport aux projets et programmes)
<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer le réseau de Sites Ramsar et d'autres zones humides ; -Intégrer les zones humides dans la planification et la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 ; -Appliquer les orientations Ramsar relatives à l'utilisation rationnelle des zones humides ; -Veiller à ce que toutes les parties prenantes participent à la gestion des zones humides ; -Améliorer la réalisation des inventaires et la détermination de l'étendue des zones humides au niveau national; -Préserver les fonctions et la bonne santé des zones humides naturelles, essentiel pour garantir un développement durable et assurer la survie de l'humanité. 	<ul style="list-style-type: none"> -Politique Nationale des zones humides ; -Plan d'Action de gestion des zones humides ; -Perspectives mondiales des zones humides- Résumé 2018 ; -Plan stratégique Ramsar 2016-2024. 	<ul style="list-style-type: none"> -Désignation du site Ramsar transfrontalier du Sourou ; -Elaboration du Schéma d'aménagement du Delta Intérieur du Niger ; -Elaboration du Schéma Directeur de Gestion des ressources en Eau du Sourou ; -Accord CTC-GIRE entre la République du Mali et le Burkina Faso pour le bassin du Sourou ; -Création des Initiatives Régionales Ramsar pour le Bassin du fleuve Niger (NigerWet) et le Bassin du fleuve Sénégal (SénégalWet) ; -Actualisation des fiches descriptives Ramsar des sites du DIN et du Sourou ; -Animation du Comité national Ramsar sur le Projet de Directive du Conseil des Ministres de l'UEMOA pour l'adoption d'une approche par écosystème de la santé et des zones humides ; -Renforcement des compétences des correspondants nationaux Ramsar des pays membres de l'Initiative régionale NigerWet et leurs collaborateurs sur l'exploitation et l'analyse des récents scénarii climatiques du GIEC en vue de leur utilisation pour la gestion durable des zones humides.
<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter les opérations des Secrétariats de NigerWet et SénégalWet ; -Elaboration et validation des organes de gouvernance et de communication de l'Initiative Régionale Ramsar SénégalWet -Création du site web de NigerWet (Maquette NigerWet sur le lien www.nigerwet.org). 	<ul style="list-style-type: none"> -Directives Ramsar pour la promotion des Initiatives Régionales Ramsar (IRR) 	<ul style="list-style-type: none"> -Organes de gouvernance SénégalWet élaborés et validés ; -Création et maintenance du site Web NigerWet.

1.2.4. La Politique Nationale d'Assainissement

La Politique Nationale d'Assainissement (PNA) a été adoptée en 2009, elle s'inscrit dans la continuité et la complémentarité de la politique nationale de protection de l'environnement. Elle est assortie de cinq stratégies sous sectorielles qui sont :

- ✓ la stratégie nationale de gestion des déchets solides
- ✓ la stratégie nationale de gestion des déchets liquides ;
- ✓ la stratégie nationale de gestion des eaux pluviales ;
- ✓ la stratégie nationale de gestion les déchets spéciaux ;
- ✓ la stratégie nationale de transfert des compétences dans le domaine de l'assainissement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA), la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) a réalisé les activités retenues au titre de l'année 2018 dans son cadre logique du BPO Assainissement. Ce BPO visait les quatre (04) objectifs suivants :

- ✓ **Objectif N°1: Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement**

Tableau 25 : Le bilan de l'objectif N°1 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
Villages déclenchés	252	323	128,17%
Villages certifiés	211	242	114,7%
Population déclenchée	191 742	214 509	111,9%
Population certifiée	165 197	228 301	138,2%
Nombre de journées de sensibilisations	335	405	120,90%
Séances d'émissions radiophoniques	304	265	87,17%
Journées de sensibilisation à la Télévision réalisées	41	21	51,22%
Journées de sensibilisation pour le ramassage des ordures	215	147	68,37%
Journées de sensibilisation pour la propriété des canaux d'eaux pluviales	136	87	63,97%

Source : rapport annuel 2018 DNACPN

Commentaires : En 2018, 323 villages ont été déclenchés et 242 ont été certifiés. Au cours de la même année la population totale des villages déclenchés a été de 214 509, tandis que celle des villages certifiés a été de 228 301, soit un pourcentage FDAL de 87%.

Le nombre total de villages déclenchés depuis le début de l'approche ATPC (2009) à fin 2018 s'élève à 3 973 dont 3 028 ont été certifiés, soit un taux de certification de 76,21%.

Ces activités ont été menées essentiellement dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Il faut noter que dans la mise en œuvre de l'ATPC, le rôle de la DNACPN a été marqué par :

- L'organisation et le renforcement des capacités des acteurs sur le terrain ;
- La participation aux séances de certification ;
- La collecte et la centralisation des données à travers la base de données Mali SANIYA et le site web de la DNACPN (www.dnacpn.gouv.ml).

✓ **Objectif N°2 : Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement**

Tableau 26 : Bilan de l'objectif No 2 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution
Construction de latrine à dalle Sanplat (nbre)	464	665	143,32
Construction de latrine ECOSAN (nbre)	1 004	185	18
Construction de latrine VIP (nbre)	705	167	23,69
Construction de latrine publique (nbre)	791	445	56,25
Construction dépôt de transit	128	5	3,9
Construction de réseaux de mini égouts (mètre-linéaire)	3 020	0	0%
Réalisation de lavoirs-puisards	7 188	749	10,42
Construction de collecteurs (mètre-linéaire)	35 076	2 724	7,77%
Réhabilitation de collecteurs (mètre-linéaire)	34 885	7 500	21,5
Construction de caniveaux (mètre-linéaire)	109 856	52 513	47,80%
Réhabilitation de de caniveaux (mètre-linéaire)	27 222	14 720	54,07
Curage des collecteurs (mètre-linéaire)	142 805	99 295	69,53
L'entretien de caniveaux (mètre-linéaire)	310 796	233 436	75
Réalisation d'ouvrages autour des points d'eau	929	803	86,44

Source : rapport annuel 2018 DNACPN

En outre, en matière d'évacuation des ordures ménagères les travaux d'évacuation ont porté sur :

- le dépôt de transit de Lafiabougou (58 036 m³ de déchets évacués) ;
- le dépôt de transit de Médina-Coura (50 000 m³ de déchets évacués).

Ces dépôts ont été évacués vers Noumoubougou, Safo, Sanankoroba et la commune du Mandé par le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable à travers la DNACPN. Le volume total évacué est d'environ 108 036 m³.

✓ **Objectif N°3 : Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement**

Le bilan de l'année 2018 est le suivant :

- La délivrance de soixante-deux (62) permis sur quatre-vingts (80) rapports analysés et validés ;
- La mise en instance de dix-huit (18) autres permis ;
- L'audit de vérification de conformité environnementale entrepris pour dix (10) projets ayant tous obtenu leur quitus environnemental ;
- L'entame de sept (07) projets pour le processus d'audit.

Quant à l'évaluation environnementale stratégique, elle a concerné le programme de développement intégré du Sourou courant 2018 et le processus est en cours.

Les activités réalisées sont :

- La création de la commission interministérielle de suivi de l'EES du Programme de Développement Intégré du Sourou présidée par le Cabinet du MEADD ;
- Le recrutement d'un consultant pour la conduite de l'étude ;
- La mission de cadrage effectuée par la commission dans le Sourou ;
- L'organisation de la réunion de validation des TDR et la méthodologie du Consultant pour la conduite de l'EES.

En matière de gestion des déchets spéciaux, les résultats suivants ont été atteints :

- La sécurisation et la centralisation des petits stocks de pesticides obsolètes et déchets apparentés de l'Office de Protection des Végétaux (OPV) dans les localités de Dioumara, Diéma, Nioro, Mahina, Yélimané, Samanko et Niono ;
- La mission d'évaluation des stocks dans la zone CMDT (Bougouni, Sikasso, Kignan, Koutiala, Karangana, Kimparana, Fana, Kita) ;
- Le lancement des activités d'élimination du PEPP0 à Sanankoroba.

✓ **Objectif N°4 : Organiser et développer le sous-secteur Assainissement**

Le bilan de l'année 2018 est le suivant :

- La relecture en cours du cadre organique de la DNACPN et ses démembrements ;
- La relecture en cours de la loi N° 01-020 relative aux pollutions et aux nuisances ;
- La relecture de la loi de création de la DNACPN ;
- La validation de trois (3) textes : EIES/ NIES, Audit d'environnement et EES.

R.A.4.2. Appui aux communes pour l'élaboration d'un PSA

Dans le cadre du PEPA/GIZ, les activités suivantes ont été réalisées :

- La validation de 7 rapports diagnostic pour l'élaboration des PSA communaux ;
 - La validation du PSA de la commune rurale de Maréna-Djombougou à Kayes ;
 - La formation de 180 opérateurs privés en marketing de l'assainissement, 37 animateurs de l'ONG DWHH et 148 maçons par le Bureau d'Etude IGIP ;
 - La validation et la présentation des documents élaborés par les consultants ;
 - L'élaboration du guide méthodologique des PSA communaux et des plans Types des ouvrages d'assainissement ;
 - La réalisation d'une série d'enquêtes pilotes de collecte des données sur les déchets solides municipaux, en partenariat avec l'INSTAT, dans 8 capitales régionales et dans 6 villes secondaires sur l'ensemble du pays ;
 - Le renforcement des capacités en ressources humaines à travers la formation de 25 Agents au Mali ;
 - La participation de 11 Cadres à 9 rencontres internationales ;
 - La réalisation de 3 voyages d'étude par 3 cadres.
- ❖ En matière de fonctionnalité du cadre de planification / budgétisation, les activités ont porté sur :
- La préparation du bilan annuel 2018 de la DNACPN et des DRACPN ;
 - La préparation et la validation des documents DPPD-PAP 2020-2022 ;
 - La préparation et la participation à l'arbitrage budgétaire 2019 ;
 - L'élaboration et la mise en œuvre du budget-programmes ;
 - La participation aux revues sectorielles eau et assainissement et au cadre de concertation des acteurs de l'eau et de l'assainissement.

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA), l'Agence Nationale de Gestion des Stations au Mali (ANGESEM) a réalisé les activités retenues au titre de l'année 2018 dans son cadre logique du BPO Assainissement. Ce BPO visait les quatre (04) objectifs suivants :

✓ ***Objectif N°1 : Améliorer la couverture des besoins en ouvrages et équipements fonctionnels***

Activités programmées :

- La construction et l'aménagement des ouvrages d'assainissement;
- La Construction d'unités de séquestration du chrome dans les tanneries et leur déconnexion du réseau d'égout ;
- La réhabilitation des stations d'épuration;
- L'entretien des STEP et ouvrages d'assainissements ;
- L'entretien et la maintenance des équipements.

Les résultats atteints en 2018 :

- Les ouvrages d'assainissement sont construits et aménagés ;
- Les unités de séquestration du chrome dans les tanneries et leur déconnexion du réseau d'égout sont réalisées ;
- Les regards de branchement et de visite sont confectionnés ;

- Les réseaux primaire, et secondaire sont curés (6980ml);
- Les boues de l'unité de prétraitement sont curées et évacués (2m3) ;
- Les équipements des ouvrages sont entretenus.

✓ **Objectif N°2 : Promouvoir la gestion durable des eaux usées dans les centres urbains**

Activités programmées :

- Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées;
- Suivi d'unités industrielles, artisanales commerciales et certains hôtels du District de Bamako ;
- Appui conseil / Supervision des installations de prétraitement.

Les résultats atteints en 2018 :

- Les échantillons d'eaux usées ont été prélevés et analysés(306) ;
- 15 unités industrielles, artisanales, commerciales et certains hôtels connectés à Bamako ont été suivies ;
- Des appuis conseils sont vulgarisés par les superviseurs.

✓ **Objectif N°3 : Renforcer les capacités d'intervention des acteurs**

Activités programmées :

- Visite guidé à l'hôpital du Mali ;
- Organisation de débats radiodiffusés sur la mise en œuvre de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées ;
- Les insertions dans les journaux ;
- Les supports de communications.

Les résultats atteints en 2018 :

- Une visite guidée à l'Hôpital du Mali est réalisée avec la participation des services techniques, la presse publique et privée et les ONG ;
- Les émissions radiodiffusées ont été réalisées sur la STEP de Mopti, les perspectives de l'ANGESEM, la pollution, les déchets plastiques, la gestion des déchets liquides et des boues de vidange ;
- Des insertions d'articles sont réalisées dans les journaux ;
- Les supports de communication sont mis à la disposition du Public (100 dépliants, 2000 cahiers 2018 dont 1500 en grand format).

✓ **Objectif N°4 : Assurer la gestion du Programme**

Activités programmées en 2018 :

- Mise en Œuvre de la redevance du service public d'assainissement des Eaux Usées ;
- Le renforcement du cadre partenarial ;
- L'élaboration d'un plan d'action de communication.

Les résultats atteints en 2018 :

- La Mise en Œuvre de la redevance du service publique d'assainissement des Eaux Usées est réalisée ;
- Le renforcement du cadre partenarial est institué avec : PROTOS, PCA –GIRE, AAE, SOMAGEP ;
- Un plan d'action de communication est réalisé.

1.2.5. La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger

La mise en œuvre de la stratégie de sauvegarde et de gestion intégrée des ressources du bassin du fleuve Niger s'articule autour des 03 objectifs suivants :

- ✓ ***Objectif N°1 : Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable ;***

Les activités prévues étaient:

- Amélioration de la connaissance sur les écosystèmes aquatiques et terrestres du bassin du fleuve Niger ;
- Promotion de la mobilisation sociale pour une participation effective et citoyenne des populations à la sauvegarde du fleuve Niger

Les résultats obtenus sont :

- la réalisation des travaux d'aménagement et de réhabilitation des berges du fleuve au niveau de trois nouvelles localités (Kokry-bozo, Kenenkou, Niamina) ;
- la finalisation du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREEFN) ;
- la tenue de d'ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux de collectivités ;
- la réalisation de missions de constatation ;
- la participation aux foras ;
- la conception et la diffusion de supports de communication ;
- trois campagnes de collecte de données par Smartphones sur la qualité de l'eau du fleuve Niger au niveau de 58 points à Bamako ;
- la création et l'administration d'un site web (www.q-eau-mali-net) sur la qualité de l'eau du fleuve au Mali ;
- la production d'un rapport sur la qualité de l'eau du fleuve Niger à Bamako et environs.

- ✓ ***Objectif N°2 : Lutter contre l'érosion des berges et la dégradation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger***

Les activités prévues ont porté sur :

- Restauration et protection des écosystèmes et ressources du fleuve par la mise en œuvre des programmes et projets ;
- Poursuite des travaux de nettoyage et de faucardage des plantes aquatiques nuisibles.

Les résultats obtenus sont:

- la réhabilitation sur 40 mètres linéaires du mur de protection de la berge du fleuve Niger (Place des exploitants de sable) à Bamako ;
- le curage du collecteur de l'embouchure de Diafaranako (côté BICIM) sur 80 mètres linéaires ;
- le faucardage des plantes aquatiques et le nettoyage des berges entre les deux ponts (Fahd et Martyrs) sur une superficie de 5 hectares;
- le faucardage des plantes aquatiques nuisibles au niveau des îlots dans le District de Bamako, en face de la cité administrative sur une superficie de 15 hectares ayant permis de faucarder et d'évacuer 45 000 mètres cubes de plantes envahissantes;
- le nettoyage et le renforcement du site de la tannerie artisanale de N'Golonina ayant permis l'enlèvement de 300 mètres cubes de déchets et la réalisation de trois bassins (réception, décantation et filtration).
- la poursuite des travaux d'aménagement des berges du fleuve Niger à Diafarabé, (ii) la mise en œuvre du projet de collecte et partage continus des données sur la qualité des eaux du fleuve Niger à Bamako et environs.

En ce qui concerne les études :

- les études préalables à l'aménagement de berges de trois localités riveraines du fleuve Niger (Kokry-Bozo, Cercle de Macina, Région de Ségou), Kenenkoun et Niamina, Cercle de Koulikoro, Région de Koulikoro) ont été réalisées et le rapport est disponible.

En ce qui concerne le suivi, on peut noter le soutien et l'encadrement de deux étudiants de la Faculté des Sciences et des Technologies de Bamako pour la rédaction de leur mémoire de licence et de master.

✓ *Objectif N°3 : Développer les capacités de l'Agence et ses relations de partenariat et de coopération*

Les activités prévues ont porté sur le renforcement des capacités d'intervention et de gestion de l'agence, la formation du personnel.

Les résultats obtenus sont :

- la formation de 09 agents ;
- l'acquisition d'équipements et de moyens logistiques.

1.3. SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

1.3.1 Constitution, gestion et conservation des domaines mobiliers et immobiliers de l'Etat, des collectivités et des personnes privées et confection du cadastre.

➤ Direction Nationale des Domaines

Objectif N°1 : Maitriser la gestion domaniale, foncière et cadastrale

Les activités prévues sont:

- L'opérationnalisation du Système sur les titres fonciers et immobilier ;
- L'opérationnalisation des outils de gestion foncière et cadastrale ;
- Le contrôle des dossiers techniques ;
- La réalisation des enquêtes foncières ;
- La réalisation des missions d'évaluation et d'immatriculation du patrimoine foncier de l'Etat ;
- La dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales ;
- L'immatriculation des SDU.

Les réalisations sont :

- Le taux de l'opérationnalisation du système sur les titres fonciers et immobilier est de 40% ;
- Le taux de l'opérationnalisation des outils de gestion foncière et cadastrale **est de ;**
- Le taux de contrôle des dossiers techniques est de 84% ;
- Le taux de réalisation des enquêtes foncières est de 40% ;
- Le taux de réalisation des missions d'évaluation et d'immatriculation du patrimoine foncier de l'Etat est 90%;
- Le taux de dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales est de 100%;
- Le taux d'immatriculation des SDU est de 10%.

➤ Direction Nationale du Cadastre

Les activités prévues sont

- Opérationnalisation des divisions du cadastre de trois (3) directions régionales;
- Contrôle des dossiers techniques ;
- Enquête foncière et immobilière ;
- Délimitation et immatriculation ;
- Recensement et immatriculation des bâtiments de l'Etat et autres domaines privés de l'Etat.

Les réalisations sont :

- Recensement et évaluation des immeubles de l'Etat notamment dans le cadre du programme présidentiel de rénovation urbaine
- Mise à jour du cadastre ;
- Participation à la mission de recensement et d'évaluation des biens immobiliers pour la réalisation d'une situation de traitement des boues ;
- Travaux d'état des lieux des occupations illicites sur le site de l'ex URTNA
- Contrôle des dossiers techniques.

Objectif N°2 : Améliorer les recettes domaniales et les droits et taxes fonciers

Les activités prévues sont:

- Les prévisions de recettes assignées par la Loi de Finances 2018 ont été de 253, 338 322 milliards de FCFA.

Les réalisations sont :

- Les réalisations en termes de recette se chiffrent à 86, 140 338 375 milliards de FCFA soit une réalisation de 34%.

1.3.2 La Politique Nationale de la ville (PONAV)

La vision de la PONAV est de faire de la Ville malienne un espace agréable, sûr et prospère, moteur de son développement et celui de son hinterland ; un espace où le citoyen est au cœur des initiatives publiques, prêt à assumer toutes ses responsabilités ; un espace d'expressions socioculturelles diverses sources d'harmonie et renforçant une démocratie locale indispensable au progrès.

Elle est mise en œuvre à travers les Budgets Programmes par objectif et le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance/Cadre de Dépenses à Moyen Terme (DPPD-PAP/CDMT 2017-2019) qui visent les objectifs suivants :

✓ *Objectif N°1 : Maitriser la Croissance des Villes*

Les activités prévues en 2018 ont porté sur :

- les études et le suivi d'élaboration des documents de Planification Urbaine ;
- les études et le suivi des Opérations d'Urbanisme ;
- l'instruction des dossiers fonciers.

Les réalisations sont les suivantes :

- Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Dougabougou et environs : les 100 exemplaires du rapport final sont authentifiés et repartit entre les entités concernées. Les dispositions sont en cours pour la cérémonie de remise officielle dans le meilleur délai ;
- Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Mopti et environs : cent (100) exemplaires du rapport final ont été envoyés au Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme le 12 octobre 2018, pour leur authentification au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG) ;
- Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Baguinéda Camp et environs : Les 70 copies du rapport définitif ont été transmises le 23 août 2018 au Secrétariat Général du Gouvernement pour approbation ;
- Elaboration du Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Mandiakuy et environs : Après la prise en charge des observations du CNET/SDU-PUS, une copie du SDU, le rapport de présentation et le projet du décret d'approbation ont été transmis au MHU pour avis ;
- Première révision du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Kati et environs : La prise en charge des observations formulées par le CNET/SDU-PUS sur le rapport provisoire est en cours au niveau du Bureau d'études ;

- Première révision du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Fana et environs, La prise en charge des observations formulées par la DNUH sur le rapport provisoire est en cours au niveau du Bureau d'études ;
- révision du SDAU de la ville de Ménaka dans le cadre de l'exécution du PURDRN, confiée à l'AGETIPE, les dispositions sont en cours pour la tenue du séminaire atelier après l'approbation du fond du plan topographique par la DNUH ;
- Elaboration des TDR du SDU de Bamako : Les TDR ont été élaborés par la DNUH et examinés au MHU le jeudi 17 janvier 2019 avec les acteurs concernés. Les observations formulées ont été prises en charge et soumis aux participants pour avis ;
- l'élaboration des SDU de la ville de Sandaré et des communes rurales de Kalaban coro, de Baya (Sélingué) et de DioGare-Kambila-Diago ;pour l'élaboration des SDU de la ville de Sandaré et des communes rurales de Dio-Gare,Kambila,Diago, les contrats ont été signés suivant les numéros 03079/DGMP/DSP 2018 (Sandaré) et 03080/DGMP/DSP 2018 et les décisions d'ouverture d'enquêtes préalables ont été signés (Dio-Gare,Kambila,Diago) ;pour l'élaboration des SDU des communes rurales de Kalaban coro et de Baya (Sélingué), la signature des contrats est attendue ;pour la la révision des SDAU/SDU de la ville de Koutiala, et des communes rurales, de Kéniéba et de Dialakorodji-Safo-Sangarébourgou : la signature des contrats est attendue.

✓ **Objectif N°3 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes.**

Les activités prévues ont porté sur :

- La poursuite de la réalisation de 350 et 270 logements sociaux par le programme Gouvernemental dans les régions ;
- L'achèvement de 5534 logements en Partenariat- Public- Privé (PPP).

Les réalisations sont :

- Les constructions sont terminées pour les 350 et 270 logements, les études pour les travaux de viabilisation sont terminées et transmises à l'OMH ;
- Les 5 534 logements en PPP sont construits et leur attribution.

II. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE

2.1 SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR

2.1.1 SOUS-SECTEUR EAU

➤ *Dotation et Exécution du Budget de 2018 de la DNH*

<i>Nature des financements</i>	<i>Dotation 2018</i>	<i>Exécution 2018 (F CFA)</i>	<i>Taux (%)</i>
Budget ordinaire	863 929 477	848 395 066	98
BSI Intérieur	2 936 506 000	2 734 162 377	93
Ressources extérieures	17 657 000 000	12 391 000 000	70
Total	21 457 435 477	15 973 557 443	74

➤ *Dotation et Exécution du Budget de 2018 du LNE*

<i>Nature des financements</i>	<i>Dotation 2018</i>	<i>Exécution 2018 (F CFA)</i>	<i>Taux (%)</i>
Budget ordinaire	236 633 500	233 007 153	98
BSI Intérieur	400 000 000	379 864 539	95
Ressources extérieures	0	0	0
Fonds Propres	197 958 675	176 372 592	89
Total	834 592 175	789 244 284	95

➤ *Dotation et Exécution du Budget de 2018 de la SOMAPEP*

<i>Nature des financements</i>	<i>Dotation 2018</i>	<i>Exécution 2018 (F CFA)</i>	<i>Taux (%)</i>
BSI Intérieur	573 800 000	573 799 978	100
Ressources extérieures	58 454 223 213	35 939 496 255	61
Fonds Propres	700 000 000	153 600 680	22
Total	59 728 023 213	36 666 896 913	61

➤ *Dotation et Exécution du Budget de 2018 de l'Autorité pour l'Aménagement de TAOUSSA*

<i>Nature des financements</i>	<i>Dotation 2018</i>	<i>Exécution 2018 (F CFA)</i>	<i>Taux (%)</i>
Budget ordinaire	217 942 000	165 037 543	76
BSI Intérieur	3 000 000 000	1 147 408 000	38
Ressources extérieures	466 400 000	466 400 000	100
Total	3 684 342 000	1 778 845 543	48

➤ *Situation consolidée*

<i>Structures</i>	<i>Dotation 2018</i>	<i>Exécution 2018 (F CFA)</i>	<i>Taux (%)</i>
DNH	21 457 435 477	15 973 557 443	74
LNE	834 592 175	789 244 284	95
SOMAPEP	59 728 023 213	36 666 896 913	61
TAOUSSA	3 684 342 000	1 778 845 543	48
TOTAL	85 704 392 865	55 208 544 183	64

Le LNE enregistre le plus fort taux d'exécution qui s'explique par l'absence de ressources extérieures dont les taux de décaissement sont en général faibles. Cette dernière observation a impacté le taux d'exécution global de la DNH (74%) qui a exécuté son budget ordinaire et son BSI intérieur respectivement à hauteur de 98% et 93%.

2.1.2 SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

➤ *Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances(DNACPN)*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	210 842 000	192 043 981	91
BSI Intérieur	1 700 000 000	1 171 000 000	69
Ressources extérieures	4 005 000 000	838 000 000	21
Total	5 915 842 000	2 201 043 981	37

➤ *Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	358 718 000	342 334 041	95
BSI Intérieur	940 000 000	352 000 000	37
Ressources extérieures	10 197 856 792	7 206 946 508	71
Total	11 496 574 792	7 901 280 549	69

➤ *Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF)*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	539 142 000	492 601 502	91
BSI Intérieur	2 425 000 000	495 000 000	20
Ressources extérieures	5 485 000 000	3 265 000 000	59
Total	8 449 142 000	4 252 610 502	50

➤ *Agence Nationale de Gestion des Station d'Epuration au Mali (ANGESEM)*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	281 030 000	277 326 295	99
BSI Intérieur	1 370 000 000	623 000 000	45
Fonds propres	15 618 047	9 215 728	59
Ressources extérieures	0	0	-
Total	1 666 648 047	909 542 023	55

➤ *Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN) :*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	248 437 963	241 502 983	97
BSI Intérieur	2 100 000 000	984 000 000	47
Ressources extérieures	428 550 575	304 581 589	71
Total	2 776 988 538	1 530 084 572	55

➤ **Unité de gestion de la grande Muraille Verte (UGGMV):**

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	35 000 000	18 000 000	51
BSI Intérieur	150 000 000	57 000 000	38
Ressources extérieures	177 000 000	174 000 000	98
Total	362 000 000	249 000 000	69

➤ **Situation consolidée**

Structures	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
DNEF	8 449 142 000	4 252 610 502	50
ANGESEM	1 666 648 047	909 542 023	55
ABFN	2 776 988 538	1 530 084 572	55
AEDD	11 496 574 792	7 901 280 549	69
DNACPN	5 915 842 000	2 201 043 981	37
UGGMV	362 000 000	249 000 000	68,78
TOTAL	30 667 195 377	17 043 561 627	56

Source : Rapport d'activité des structures, compte Administratif au 31-12-18

Concernant les structures de l'environnement, on constate que la DNACPN, comparativement aux autres structures, enregistre le plus faible taux d'exécution de sa dotation annuelle (37%). Cela s'explique par la contre-performance enregistrée au niveau de l'exécution des ressources extérieures (lenteur dans les décaissements, non mobilisation du financement extérieur de certains projets), ainsi que la rétention sur le BSI deuxième (2) trimestre. Il faut noter que cette dernière difficulté touche tous les secteurs.

En matière de mobilisation des ressources extérieures et intérieures, l'AEDD et l'UGGMV enregistrent les meilleures performances avec des taux d'exécution d'environ 69%.

On relève, par ailleurs l'absence de financement extérieur au bénéfice de l'ANGESEM.

➤ **Autres structures et Projets- programmes :**

CPS/SEEUDE :

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (FCFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	7 014 000	6 608 653	94
BSI Intérieur	160 000 000	61 000 000	38
Total	167 014 000	67 608 653	40

DFM/MEADD :

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (FCFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	722 346 000	591 345 567	82
BSI Intérieur	100 000 000	196 000 000	196
Total	822 346 000	787 345 567	96

NB : Il y a eu un transfert de fonds du projet RNP : 2192 Projet Réhabilitation Centre Formation Tabacoro vers le Projet de Renforcement des Capacités du MEADD, ce qui explique un décaissement supérieur à la dotation pour le BSI de la DFM.

2.1.3 SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

➤ *Direction Nationale de l'Habitat et de l'Urbanisme*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (F CFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	589 922 213	589 689 732	100
BSI Intérieur	1 500 000 000	463 000 000	31
Ressources extérieures	0	0	0
Total	2 089 922 213	1 052 689 732	50

➤ *Direction Nationale du Cadastre*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (FCFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	71 250 000	71 236 615	100
BSI Intérieur	3 400 000 000	1 580 000 000	46
Ressources extérieures	0	0	-
Total	3 471 250 000	1 651 236 615	48

➤ *PACUM*

Nature des financements	Dotation 2018	Exécution 2018 (FCFA)	Taux (%)
Budget ordinaire	-	-	-
BSI Intérieur	-	-	-
Ressources extérieures	1 466 388 485	2 006 084 576	137
Total	1 466 388 485	2 006 084 576	137

Source : *Rapport d'activité des structures, Comptes Administratifs*

L'urbanisme et les Domaines de l'Etat sont majoritairement financés sur les ressources intérieures. Ce secteur reçoit plus d'accompagnement de l'Etat par rapport aux autres.

Le faible niveau de financement extérieur peut également être un facteur de ralentissement pour le développement du sous-secteur, même si le PACUM est le projet phare du sous-secteur qui évolue sur le financement extérieur ; qui se trouve dans le besoin de mobiliser un financement intérieur conséquent pour relever les défis.

NB : Au niveau du PACUM, les montants mobilisés sont supérieurs à la dotation budgétaire inscrite par la Banque Mondiale en 2018, ce qui explique le taux d'exécution supérieur à 100%.

2.2 ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES PROJETS /PROGRAMMES DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2018.

2.2.1 Situation générale des projets et programmes (P/P)

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 63 P/P en exécution. Tous les projets et programmes sont inscrits au Répertoire National des Projets (RNP).

↳ Répartition du nombre de P/P en fonction de leur tutelle

Au 31 décembre 2018, les projets et programmes du SEEUDE se répartissent entre les structures de tutelle comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 27 : Répartition des P/P en fonction de la tutelle

Nombre de P/P	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE
En exécution	42	13	8	63
Total	42	13	8	63

Sur les 63 projets répertoriés, 42 sont rattachés au MEADD, 13 au MEE, et 08 au MHU.

↳ Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

Fin 2017 a marqué la clôture de 05 P/P et l'inscription de 04 nouveaux dans le portefeuille. La clôture de la grande majorité était imputable au caractère récurrent pour certains ou au renforcement de capacités pour d'autres. Cette tendance s'est poursuivie après l'exercice de 2018, avec la clôture de 13 autres P/P comme l'indique la répartition dans le tableau ci-dessous. Cette situation explique la faible dynamique du secteur dans le renouvellement de P/P et les difficultés de prise en compte des nouveaux besoins dans le contexte actuel marqué par l'adhésion du pays à de nouvelles orientations internationales.

Par rapport à l'année 2017, le portefeuille du secteur devait compter, en plus du projet Etudes et Aménagement de Taoussa (qui figurait dans le portefeuille du secteur mais sorti en 2015), 74 P/P pour l'exercice 2018. Au constat, il y a une diminution du nombre P/P qui s'explique par la non prise en compte de 4 P/P de l'Hydraulique répertoriés en cours exécution au niveau des Régions (à l'initiative des Gouverneurs) dont le suivi par la DNH et la CPS pose problème.

Tableau 28 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

P/P	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE
Exécution normale	39	12	07	58
Projet clos 31/12/18	03	1	1	05
Projet en Préparation/démarrage	0	0	0	0
Total	42	13	08	63

2.2.1.1 Situation générale des financements acquis

Tableau 29: Situation générale des financements acquis au 31/12/2018 (en millions de FCFA)

MEADD	Financement Acquis cumulés 31/12/2018			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	42	70 308	108 009	178 317
Total MEADD	42	70 308	108 009	178 317

MEE	Financement Acquis cumulés 31/12/2017			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	13	44 112	420 607	464 719
Total MEE	13	44 112	420 607	464 719

MHU	Financement Acquis cumulés 31/12/2018			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	8	51 743	41 618	93 361
Total MHU	8	51 743	41 618	93 361

SEEUDE	Financement Acquis cumulés 31/12/2018			
	Nombre	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	63	166 163	570 234	736 397
Total SEEUDE	63	166 163	570 234	736 397

2.2.2 Financements acquis

↳ Répartition du volume de financement en fonction du département de tutelle

Au plan des financements acquis, le portefeuille des projets et programmes est réparti selon le tableau ci-dessous :

Tableau 30 : Répartition du volume de financement entre les départements

Financement acquis cumulés 31/12/2018	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE
Millions FCFA	178 317	464 719	93 361	736 397
Part du financement(%)	24	63	13	100

On constate que le financement acquis total du portefeuille s'élève à 736,397 milliards de FCFA. La grande partie de ce financement a été mobilisée par le Ministère de l'Energie et de l'Eau à travers la Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable, notamment le financement apporté dans la mise en œuvre du projet d'alimentation en eau potable à partir de la localité de Kabala, pour assurer un accès durable des populations. Ces financements acquis représentent la somme des financements extérieurs (accords et conventions) des départements concernés et les financements intérieurs (le cumul des dotations budgétaires depuis le début des projets).

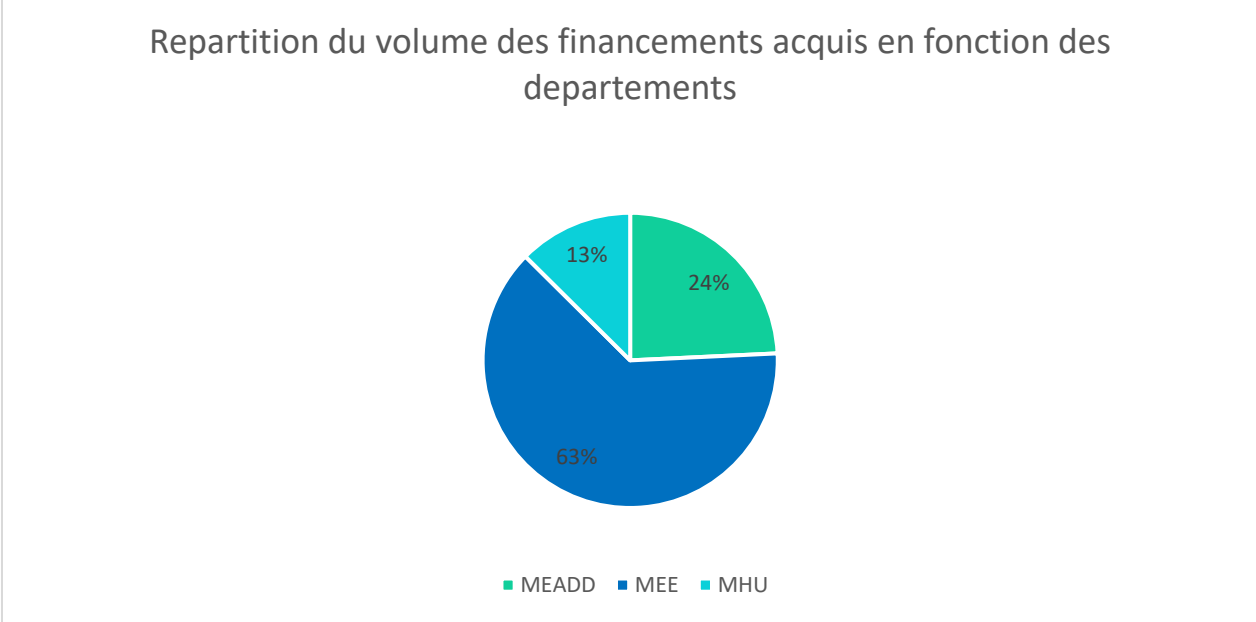


Figure 12 : Répartition du volume de financement par ministère

↳ **Répartition du volume de financement extérieur en fonction du département de tutelle**

Tableau 31: Répartition du volume du financement extérieur entre les départements

Financement acquis Ext cumulés 31/12/2018	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE
Millions FCFA	108 009	420 607	41 618	570 234
%	18,9	73,8	7,3	100

Le financement extérieur du portefeuille s'élève à 570,234 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l'Energie et de l'Eau (73,8%), le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (18,9%) et le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (7,3%).

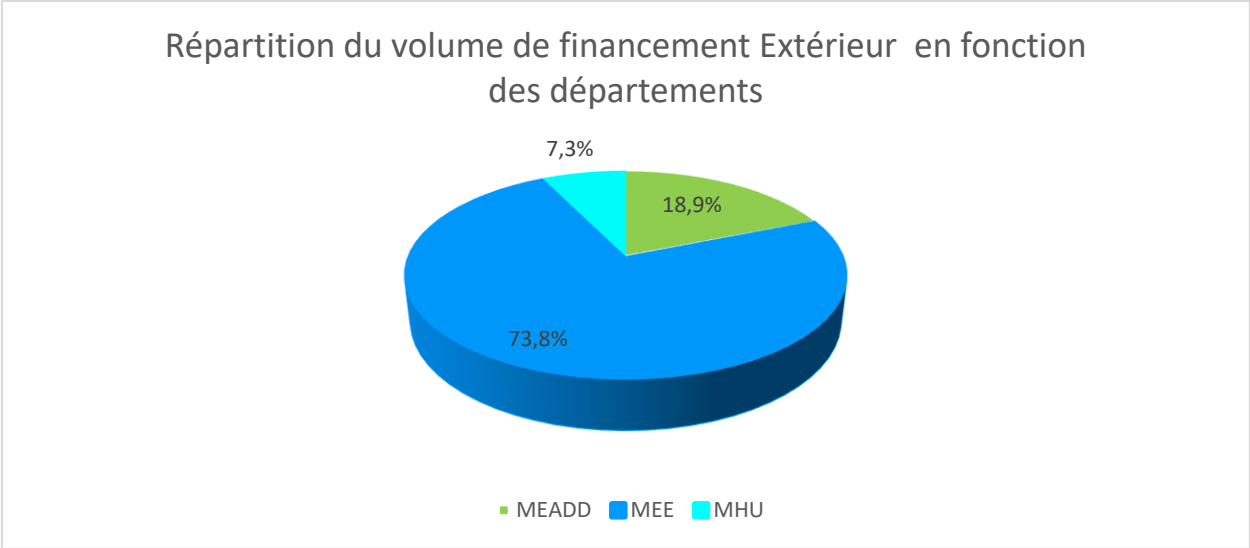


Figure 13: Répartition du volume de financement extérieur du secteur par ministère

↳ **Répartition du volume du financement Intérieur en fonction du département de tutelle**

Tableau 32 : Répartition du volume du financement intérieur entre les départements

Financement acquis Int cumulés 31/12/2018	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE
Millions FCFA	70 308	44 112	51 743	166 163
%	42	27	31	100,0

On constate qu’au niveau du portefeuille du secteur, le financement intérieur s’élève à 166,163 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l’Environnement, de l’Assainissement et du Développement Durable (42%), le Ministère de l’Habitat et de l’Urbanisme (31%), et le Ministère de l’Energie et de l’Eau (27%).

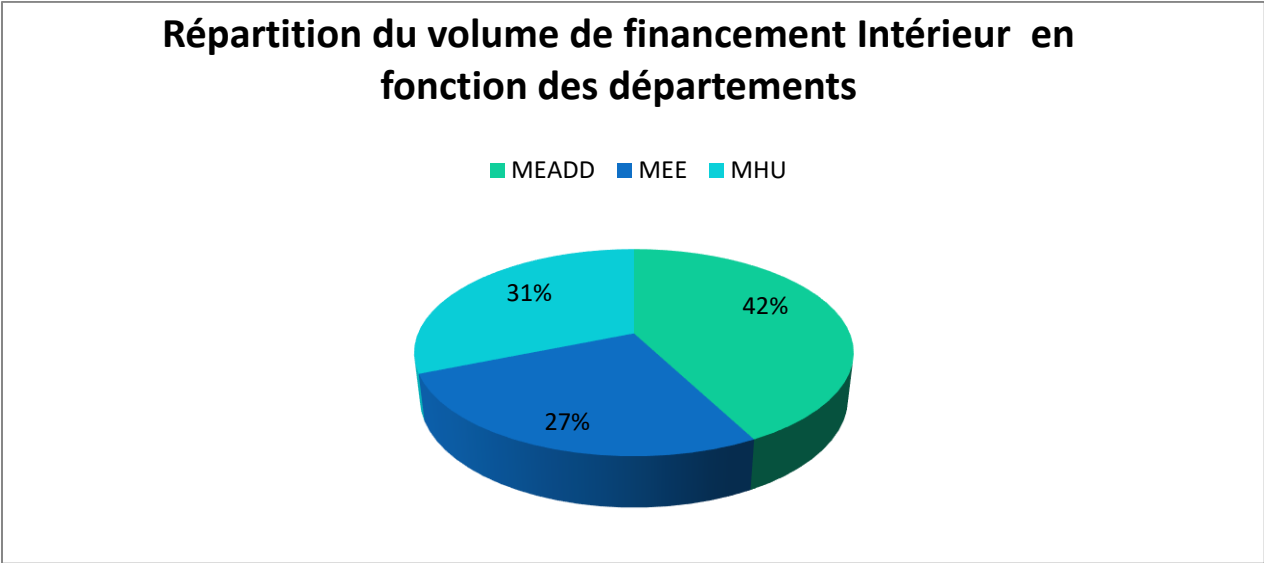


Figure 14: Répartition du volume de financement intérieur du secteur par ministère

↳ **Répartition du portefeuille des départements par type de financement:**
Montant en millions FCFA

Tableau 33: Répartition du portefeuille par type de financement

Type de financement	MEADD	MEE	MHU	SEEUDE	%
Prêt	25 679	313 016	31 918	370 613	50,32
Subvention	82 330	107 591	9 700	199 621	27,11
Financement Intérieur	70 308	44 112	51 743	166 163	22,56
Total	178 317	464 719	93 361	736 397	99,99

Le secteur est financé essentiellement par les prêts et les subventions. En effet, plus de 77% des financements du secteur représentent les ressources extérieures. Le financement est reparti entre les prêts (50%), les subventions (27%) et le budget spécial d'investissement (23%). Cette prédominance des prêts se justifie par la signature de plusieurs accords de prêts pour le projet AEP de Kabala à plus de 160 milliards de FCFA.

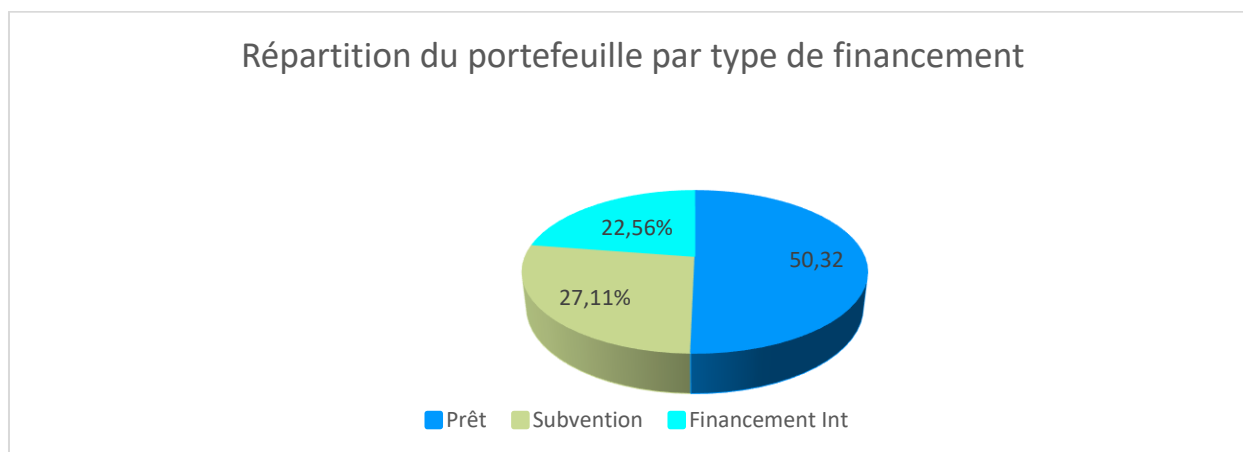


Figure 15: Répartition du financement acquis cumulé au 31/12/2018 par type de financement

↳ **Progression des financements acquis du portefeuille des P/P du SEEUDE de 2014 à 2018.**

Le tableau suivant donne la situation de la progression des financements acquis pour le secteur :

Tableau 34 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)

SEEUDE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/14	163 533	532 772	696 305	-
31/12/15	139 018	424 454	563 472	-19,1
31/12/16	130 239	431 676	561 915	-0,3
31/12/17	176 737	485 681	664 506	18,26
31/12/18	166 163	570 234	736 397	10,82

Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2018 est de 736,397 milliards contre respectivement 664,506 milliards au

31/12/2017, 561,915 milliards au 31/12/2016, 563,472 milliards au 31/12/2015 et 696,305 milliards au 31/12/2014.

On constate depuis 2014 une forte régression du financement acquis qui est intervenue entre 2014 et 2016 et s'explique par le retrait du portefeuille du financement du projet d'aménagement de Taoussa avec 180 milliards qui était comptabilisé dans le portefeuille de l'énergie. La tendance à la progression est intervenue à partir de 2017 et s'est poursuivie en fin 2018 avec la reprise du gigantesque projet de Taoussa par le secteur.

Tableau 35 : Progression des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA)

MEADD				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/14	51 010	62 820	113 830	-
31/12/15	62 090	66 727	128 817	13,2
31/12/16	64 820	51 252	116 072	-9,9
31/12/17	100 883	106 922	207 805	79,03
31/12/18	70 308	108 009	178 317	-14,2

Au niveau du MEADD, les financements acquis ont connu une évolution progressive entre 2014 et 2015 avant de régresser en 2016. En 2017 le constat est que le département connaît une progression très remarquable des financements acquis. Cela s'explique par la prise en compte de projets non répertoriés déjà en exécution au niveau de l'AEDD et la signature de la convention de financement de la seconde phase du PDD-DIN avec la Suède. La régression est revenue en 2018 avec la non dotation d'un nombre important de projets/programmes.

Tableau 36 : Progression des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)

MEE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/14	41 743	428 515	470 258	-
31/12/15	25 794	316 110	341 904	-27,3
31/12/16	25 983	338 707	364 690	6,66
31/12/17	33 623	338 127	371 750	1,94
31/12/18	44 112	420 607	464 719	25

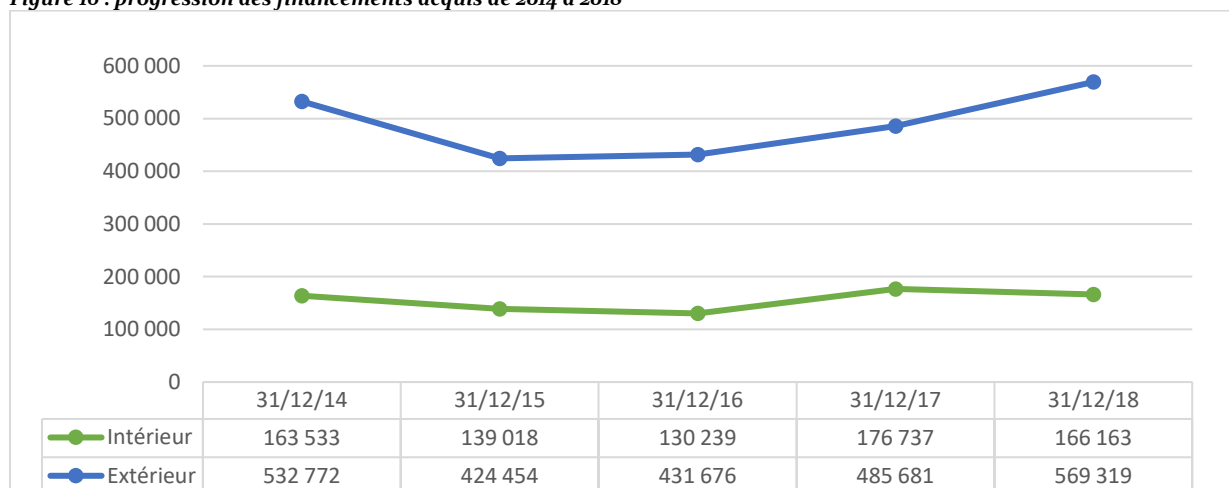
Le département en charge de l'eau a enregistré une régression du volume des financements acquis de 2014 à 2016. Cette baisse s'explique par le retrait du portefeuille de l'eau d'un certain nombre de projet à financements importants. La progression a été reprise à partir de l'année 2017 et s'est poursuivie en 2018.

Les mêmes constats restent valables pour les financements du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. En effet, la régression s'explique par la fin et le retrait des projets à financements importants.

Tableau 37: Progression des financements acquis du MHU des PP (en millions de FCFA)

MHU				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/14	70 780	41 437	112 217	-
31/12/15	51 134	41 617	92 751	-17,3
31/12/16	39 436	41 717	81 153	-12,51
31/12/17	43 335	41 617	84 952	4,68
31/12/18	51 743	41 618	93 361	9,90

Figure 16 : progression des financements acquis de 2014 à 2018



↳ **Répartition des financements extérieurs par Partenaire Technique et Financier:**

➤ **Pour le MEADD**

Un peu plus d’une vingtaine de Partenaires Techniques et Financiers interviennent dans le sous-secteur environnement pour un financement total acquis de 108,009 milliards de FCFA dont 23,8% de prêts et 76,2% de subventions. On remarque que le portefeuille du MEADD est à majorité constitué de subventions.

Tableau 38: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2018 par PTF

MEADD					
PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type	de financement
BAD	24751	22,9%	1	P	
SUEDE	15626	14,5%	2	S	
PNUD/FEM	14113	13,1%	3	S	
IDA	9940	9,2%	4	S	
FEM	7229	6,7%	5	S-P	
KFW	6559	6,1%	6	S	
BAD/FAD	5890	5,5%	7	S	
AFD	4380	4,1%	8	S	
IDA/AFD	4292	4,0%	9	S	
UE	3706	3,4%	10	S	

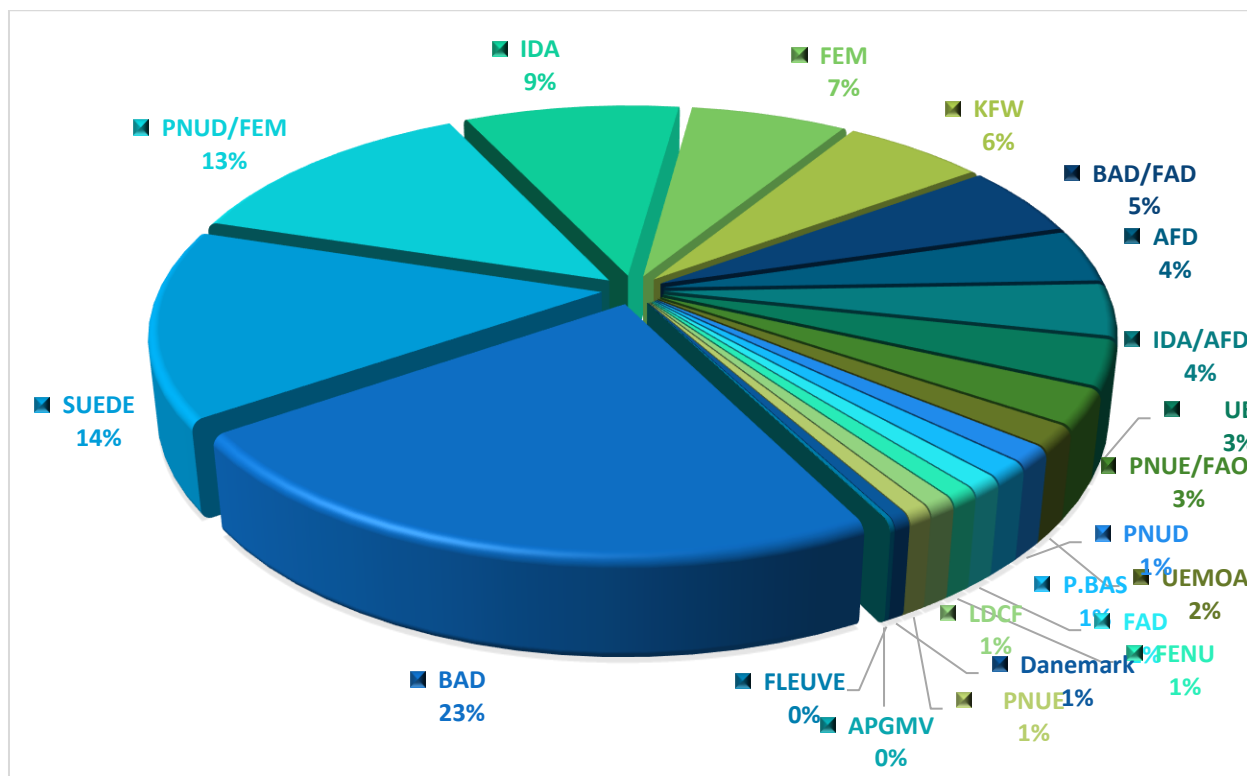
PNUE/FAO	2867	2,7%	11	S
UEMOA	1650	1,5%	12	S
PNUD	1297	1,2%	13	S
P.BAS	1274	1,2%	14	S
FAD	1050	1,0%	15	S-P
FENU	927	0,9%	16	S
LDCF	925	0,9%	17	S
PNUE	800	0,7%	18	S
Danemark	556	0,5%	19	S
FLEUVE	162	0,1%	20	S
APGMV	15	0,0%	21	S
Total	108 009			

S : subvention et P : prêt

Tableau 39: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2018 par PTF

Nature du financement	Montant	%
Prêts	25 679	23,8
Subvention	82 330	76,2
Total	108 009	100

Figure 17 : Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF



NB : Il est à signaler que la convention de financement de la troisième phase du projet GEDEFOR est signée entre le Gouvernement de la République du Mali et la Suède. Ledit projet n'est pas répertorié dans la base de données du secteur en 2018 (la seconde phase du projet GEDEFOR prend fin en 2019) ce qui fait que ses données financières ne sont pas capitalisées.

➤ Pour le MEE

Le nombre de Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans le sous-secteur de l'Eau en 2018 est de 23 pour un financement total acquis de 420,607 milliards de FCFA dont 57,7% de prêts et 42,8% de subventions.

Tableau 40 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2018 par PTF (en millions de FCFA)

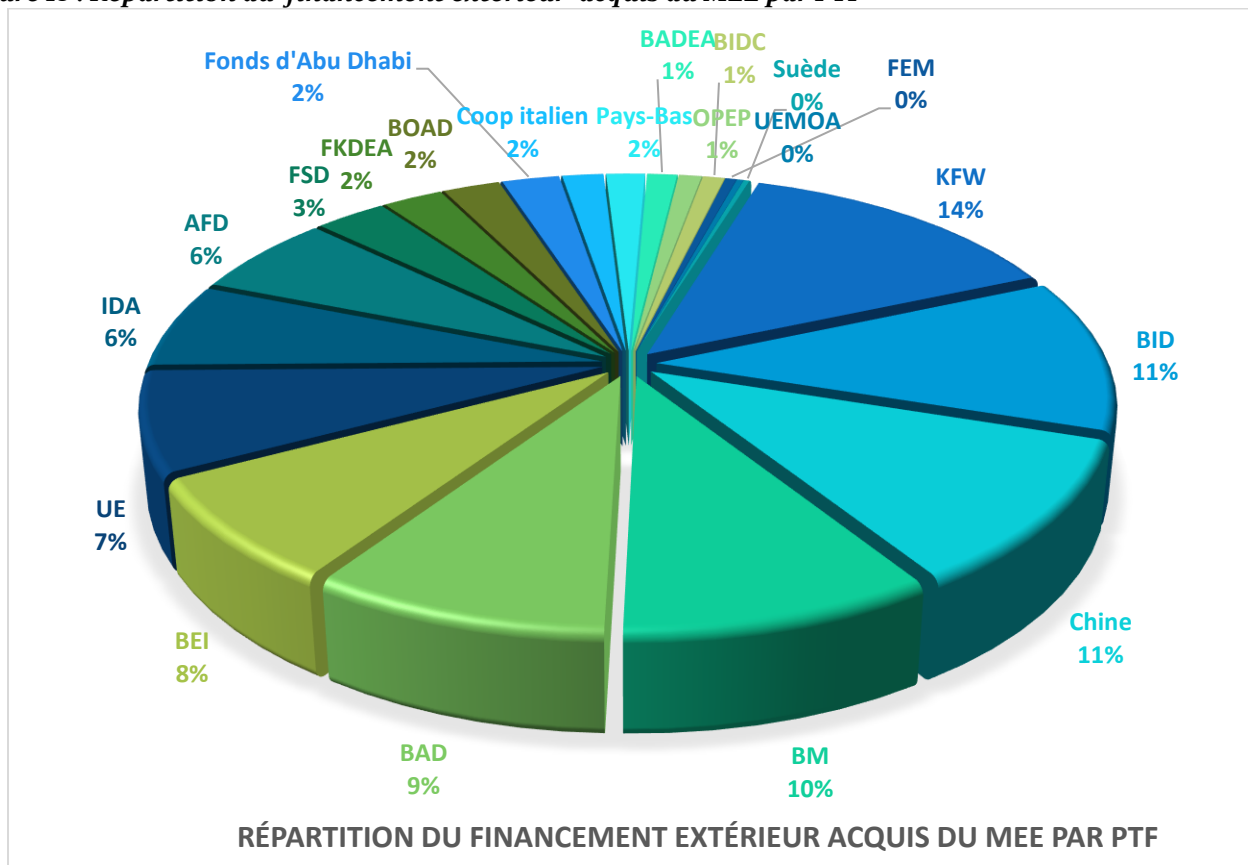
MEE				
PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
KFW	58051	13,8%	1	S
BID	48206	11,5%	2	P
Chine	46000	10,9%	3	P
BM	40000	9,5%	4	P
BAD	38000	9,0%	5	P
BEI	32797	7,8%	6	P
UE	31486	7,5%	7	P
IDA	26455	6,3%	10	P
AFD	25582	6,1%	11	S
FSD	12500	3,0%	12	P
FKDEA	10500	84,0%	13	P
BOAD	10000	2,4%	14	P
Fonds d'Abu Dhabi	10000	2,4%	15	P
Coop italien	7215	1,7%	16	S
Pays-Bas	6764	1,6%	17	S
BADEA	5225	1,2%	18	P
OPEP	4000	1,0%	19	P
BIDC	3750	0,9%	20	P
FEM	1940	0,5%	21	S
UEMOA	1159	0,3%	22	S
Suède	977	0,2%	23	S
Total	420 607			

S : subvention et P : prêt

Tableau 41 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa)

Nature du financement	Montant	%
Prêts	313 016	74,4
Subvention	107 591	25,6
Total	420 607	100

Figure 18 : Répartition du financement extérieur acquis du MEE par PTF



➔ **Pour le MHU**

Le nombre de Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans les sous-secteurs de l'urbanisme et des domaines de l'Etat est de 03 pour un financement total acquis de 41,618 milliards de FCFA dont 77,4% de prêts et 22,6% de subventions. Les PTF interviennent dans le domaine de l'urbanisme et n'ont pas de financements en cours au niveau des domaines de l'Etat.

Tableau 42: Répartition des financements extérieurs acquis du MHU au 31/12/2018 par PTF (en millions de Fcfa)

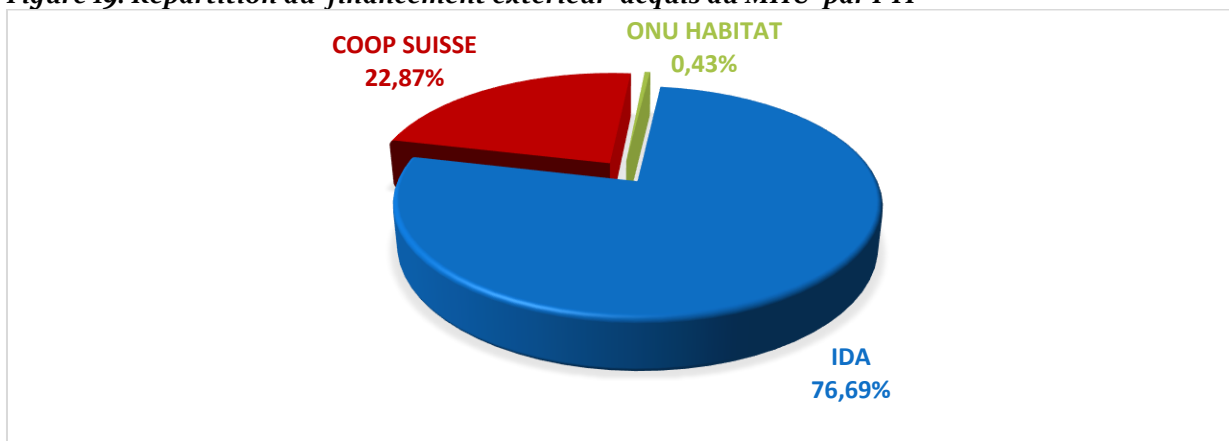
PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
IDA	31 918	76,69	1	P
COOP SUISSE	9 520	22,87	2	S
ONU HABITAT	180	0,43	3	S
Total	41 618	100		

S : subvention et P : prêt

Tableau 43 : Répartition des financements extérieurs acquis par nature (en millions de Fcfa)

Nature du financement	Montant	%
Prêts	31 918	76,69
Subvention	9 700	23,31
Total	41 618	100

Figure 19: Répartition du financement extérieur acquis du MHU par PTF



2.2.3 Situation des décaissements :

Le décaissement cumulé des financements permet de situer, en rapport avec l'âge et les taux de réalisation physique, la bonne évolution des projets. Ainsi, le montant total décaissé se chiffre à 393,134 milliards de FCFA. Le taux de décaissement global est de 53,39% contre 45,33% pour la revue 2017, 41,95 % pour la revue 2016, 35,33% pour la revue 2015 et 27,47 % pour la revue de 2014. Cette évolution progressive du taux de décaissement entre 2014 et 2017, s'explique par le fait que la majorité des P/P du portefeuille a dépassé l'âge moyen de maturité, 54P/P sur 72 du secteur ont trois ans et plus. Par contre la baisse du taux de décaissement intervenue en 2018 s'explique par les traditionnelles difficultés rencontrées dans les procédures des bailleurs et le contexte de retentions budgétaires au premier semestre et de non ouverture des crédits au second semestre de tous les projets/programmes pour les financements acquis au BSI.

Tableau 44: Situation des décaissements cumulés 31/12/2018

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés 31/12/2018			Taux cumulés 31/12/2018		
TOTAL SEEUDE	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	63	106 564	286 570	393 134	64,13	50,25	
Total Global SEEUDE	63	106 564	286 570	393 134	64,13	50,25	53,39

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés 31/12/2018			Taux cumulés 31/12/2018		
MEADD	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	42	58 756	48 790	107 546	83,57	45,17	
Total MEADD	42	58 756	48 790	107 546	83,57	45,17	60,31

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés 31/12/2018			Taux cumulés 31/12/2018		
MEE	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	13	26 579	204 770	231 349	60,25	48,68	
Total MEE	13	26 579	204 770	23 349	60,25	48,68	49,78

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés 31/12/2018			Taux cumulés 31/12/2018		
MHU	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	8	21 229	33 010	54 239	41,03	79,32	
Total MHU	8	21 229	33 010	54 239	41,03	79,32	58,09

↪ Évolution des volumes de décaissement entre 2014 et 2018

Tableau 45: Évolution des volumes de décaissement entre 2010 et 2018

SEEUDE	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation
2014	109 843	79 675	189 518	-
2015	92390	106668	199 058	5%
2016	87 564	148 154	235 718	18%
2017	95 824	204 448	300 272	27%
2018	106 564	286 570	393 134	31%

N.B : Il est important de signaler que le cumul des décaissements concerne uniquement les projets en cours d'exécution. Par conséquent, l'exercice ne comptabilise pas les décaissements des projets clos en fin 2017.

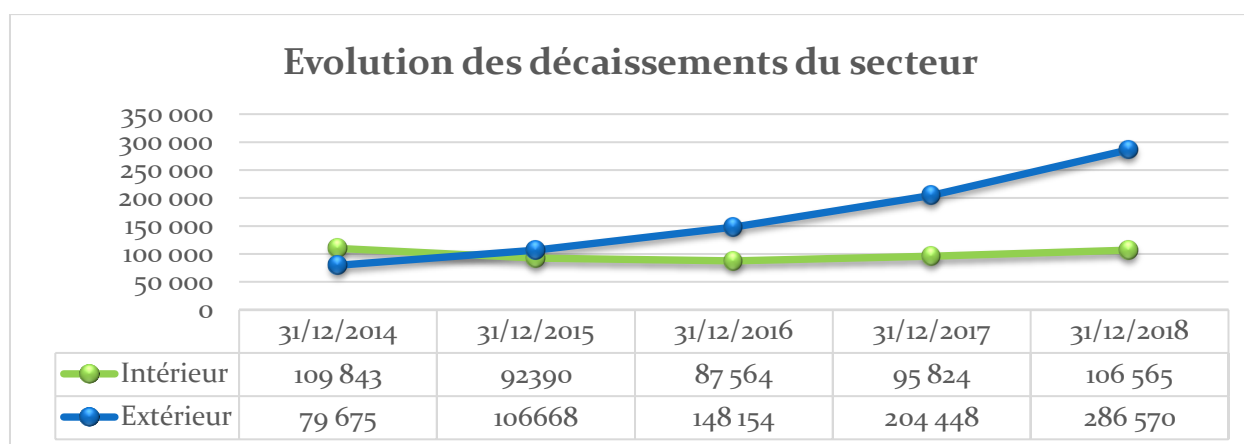


Figure 20 : Évolution des volumes de décaissement entre 2014 et 2018

On note une forte progression du décaissement cumulé intérieur en 2014 pour dépasser le volume du décaissement cumulé extérieur, cependant on constate la tendance inverse à partir de 2015.

2.2.4 L'âge des P/P :

L'âge des projets et programmes est déterminé à partir de leur début d'exécution au 31/12/2018. L'analyse permet de constater que la moyenne d'âge des 63 P/P du SEEUDE en exécution est de sept (07) ans. Ceci dénote non seulement la vieillesse des projets et programmes mais aussi la faible vitalité du secteur.

Tableau 46: l'âge des P/P

Age des P/P	SEEUDE	MEADD	MEE	MUH
< 1 an	4	4	0	0
1 an	1	1	0	0
2 ans	13	8	4	1
3 ans	5	3	0	2
4 ans	6	4	2	0
6 à 13 ans	34	22	7	5
Total P/P	63	42	13	8
Age moyen	6,85	6,74	7,08	7,13

Pour l'ensemble du secteur, la moyenne d'âge des P/P est de 7 ans. Ce constat (en rappel) doit amener les départements à s'investir pour le renouvellement de leur portefeuille.

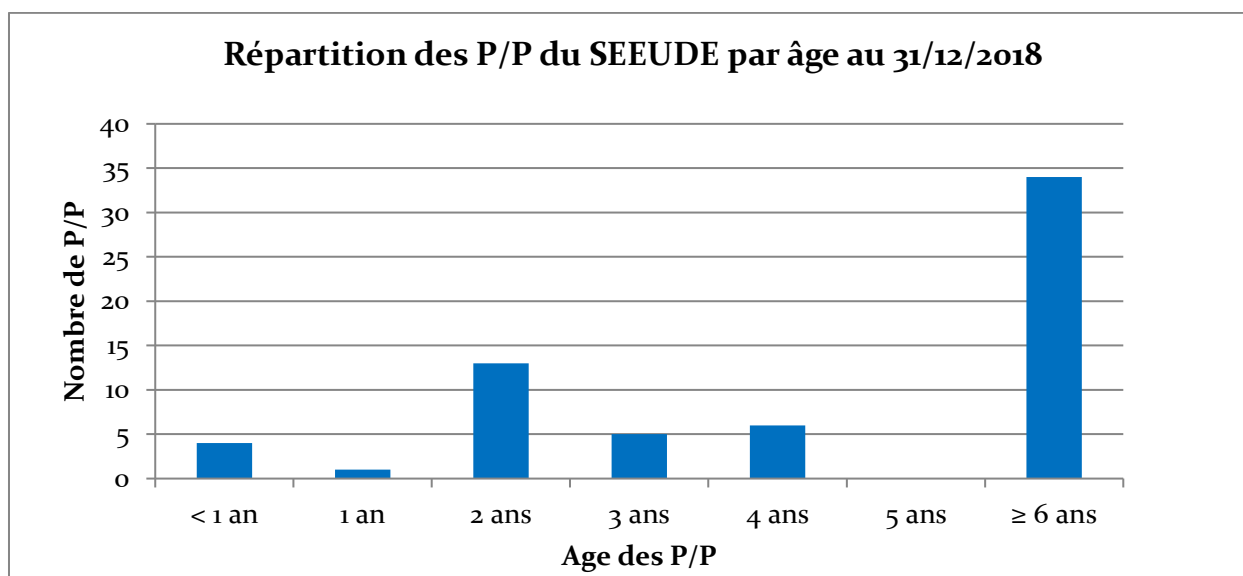


Figure 21 : Répartition des P/P du SEEUDE par âge

2.1.1 La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2018

Tableau 11 : répartition géographique des P/P du SEEUDE

RN P	Nom du projet	Etat d'exécution	Source de financement	Mode de financement	Cout global estimé	Durée		Kays	KKoro	Sikasso	Ségu	Mopti	Tbtou	Gao	Kidal	Dist.Bko
						Début	Fin									
719	Projet Elaboration et mise en Œuvre des Plans d'Aménagement et de gestion des Massifs Forestiers	Exécution	Etat	Budget national	813	2002	2019	X	X	X	X	X	X	X		X
1526	Projet Protection et/Aménagement Forêts et Parcs Nationaux	Exécution	Etat	Budget national	1 509	2004	2019	X	X							
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	4128	2002	2020		X		X	X	X	X		
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	Exécution	BOAD/Etat	Prêt/BSI	168980	2004	2023						X	X		
1801	Curage collecteurs District Bko	Exécution	Etat	Budget national	3 612	2002	2020									X
1884	Projet Conservation et Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants	Exécution	IDA/AFD/Etat	Subvention/BSI	5 465	2005	2020					X	X	X		
2047	Projet Composante Mali du Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger	Exécution	BAFA/UEMOA/Etat	Subvention/BSI	8590	2005	2018						X	X		
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	1 668	2005	2020		X		X	X	X			
2049	Projet d'Appui au Reboisement	Exécution	Etat	Budget national	1 178	2005	2019	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Exécution	Etat	Budget national	6 919	2006	2020									X
3122	Projet de renforcement de la résilience des groupes de femmes productrices et des communautés vulnérables aux changements clim	Exécution	PNUD/FEM/Etat	subvention/budget ordinaire	3 530	2015	2019	X	X	X						
3123	Programme d'appui à l'adaptation aux chang climatiques dans les communes vulnérables des régions Mopti et Tbtou (PACV-MT)	Exécution	AFD/PNUD/Etat	subvention/budget ordinaire	4 380	2016	2019					X	X			

3124	Projet d'appui à la stratégie nationale adaptation aux changements climatiques (ASNaCC/PNUD)	Exécution	FEM/BMUB-PNUD/Etat	subvention	3 798	2015	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3125	Projet de gestion des risques et d'inondation en vue de préserver des vies et des biens	Exécution	FEM/PNUD/Etat	subvention/Etat	30 336	2017	2022	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3126	Projet Gestion Durable des Terres et des Eaux et appui environnemental au PAPAM	Exécution	FEM	subvention	1 200	2014	2019	X		X		X				
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Exécution	Etat	Budget national	6 369	2006	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2131	Construction Locaux DNH	Exécution	Etat	Budget national	1 950	2006	2018	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2160	Projet Multinational de Gestion Intégrée des Plantes Aquatiques Proliférantes en Afrique de l'Ouest	Exécution	BAFA/UEMOA/Etat	Prêt/BSI	2 290	2005	2018		X		X	X	X	X		X
2192	Projet Réhabilitation Centre Formation Tabacoro	Exécution	Etat	Budget national	1 249	2006	2020									X
2261	Programme Régional Aménagement Massif Fouta Djallon	Exécution	PNUE/FAO/Etat	Subvention/BSI	908	2009	2020	X	X							
2284	Dragage/Protection des berges de Diafarabé (PPTE)	Exécution	Etat	Budget national	16 374	2007	2020					X				
2348	Appui à la CPS	Exécution	Etat	Budget national	501	2008	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2420	Etude Diagnostique des Stations d'Épuration et Ouvrages Connexes	Exécution	Etat	Budget national	4 400	2009	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2423	Construction/Équipement du Siège de l'ANGESEM	Exécution	Etat	Budget national	2 838	2009	2018									X
2425	Renforcement Capacités MEADD	Exécution	Etat	Budget national	1 604	2009	2020									X
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Exécution	Pays Bas/Etat	Sub/Budget national	3 015	2010	2019									X
2509	Appui au Système d'Information Forestier(SIFOR) PPTE	Exécution	Etat	Budget national	823	2010	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X
2529	Aménagement/Équipt Labo. Nat. des Eaux	Exécution	Etat	Budget national	2 641	2010	2020									X
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN)	Exécution	Suède/Etat	Subvention/Etat	11 457	2017						X				

III. INDICATEURS SECTORIELS INSCRITS DANS LE CREDD 2016-2018.

INTITULE INDICATEURS	LIEN ODD	STRUCTURE RESPONSABLE	VALEUR DE REFERENCE 2017	PREVISIONS 2018	REALISATIONS 2018	OBSERVATIONS
AXE STRATEGIQUE 1 « CROISSANCE ECONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE »						
Objectif spécifique 12 : Promouvoir l'économie verte à travers une gestion durable des ressources naturelles et une lutte efficace contre le réchauffement climatique						
Taux de déforestation (ha/an)	ODD15	DNEF	-	-	-	Non disponible
Superficies des terres et dunes restaurées (en ha)	ODD15	DNEF	59 460,8	4 410	935,89	
Nombre de plans d'aménagement de gestion simplifiés élaborés et mis en œuvre	ODD15	DNEF	-	119	88	
Pourcentage de Programme de Développement Economique et Socio-culturel	ODD13	AEDD	9,81	100	64,34	Sur une prévision de 115 PDESC, 74 PDESC sont révisés dans les communes: - 14 PDESC par PGRNCC ; - 3 PDESC par LoCAL ;

(PDESC) intégrant la dimension environnementale						<ul style="list-style-type: none"> - 05 PDESC révisés par le PACV-MT ; - 05 PDESC révisés par l'AVDR ; - 47 PDESC révisés par ASNaCC GIZ.
Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	ODD13	AEDD	40	100	91,17	Sur 34 politiques recensées, 31 politiques ont intégré la dimension environnementale.
AXE STRATEGIQUE 2 « DEVELOPPEMENT SOCIAL ET ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE»						
Objectif spécifique 25 : Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique						
Taux d'accès à l'eau potable au niveau national	ODD6	DNH	68	70,5	68,8	
Pourcentage de ménages disposant de latrines améliorées	ODD6	DNACPN	-	-	-	
Objectif spécifique 26 : Moderniser et encadrer l'urbanisme et l'habitat						
Nombre de communes urbaines qui disposent et appliquent un	ODD11	DNUH	1	4	0	Les actions menées dans le cadre de la maîtrise de la croissance des villes n'ont pas été atteintes en raison de la non ouverture des crédits annoncés.

schéma d'urbanisme actualisé à jour						
Nombre de Plans d'Urbanisme Sectoriels élaborés	ODD11	DNUH	0	0	0	Compte tenu des crédits alloués, il a été décidé de programmer l'élaboration/révision des SDU pour l'année 2019.
Nombre de logements sociaux construits et livrés	ODD11	DNUH		Poursuite de 350 et 270 logements dans les régions ; Achèvement de 5534 logements en PPP	620 5 534	<p>Pour les 350 et 270 logements les constructions sont terminées, les études pour les travaux de viabilisation sont terminées et transmises à l'OMH.</p> <p>Pour les 5 534 logements en PPP 3743 logements attendent leur attribution.</p>
AXE STRATEGIQUE 3 «DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE»						
Objectif spécifique 36 : Assainir et améliorer la gestion du patrimoine de l'Etat et les affaires foncières						
Pourcentage des communes, cercle de Kati et du district de	ODD17	DNDC	60	100	75	<p>Les informations concernent les détenteurs de parcelles.</p> <p>Pour le cercle de Kati, les levées topographiques ont été faites pour les</p>

Bamako disposant d'un SIF						08 communes et les travaux sont en cours pour 04 communes Les appels d'offres pour les enquêtes foncières des 12 communes concernées sont en préparation.
Taux de dématérialisation des dossiers fonciers de la conservation foncière de Bamako et Kati vers les archives Nationales	ODD17	DND	149 391	-	40%	

IV. DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL

Le partenariat est un axe stratégique pour la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) en vue d'atteindre l'objectif de croissance durable et de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, nous constatons depuis quelques années le développement du Partenariat Public- Privé (PPP), notamment dans les sous-secteurs des forêts et des logements sociaux. Cette approche fédère l'ensemble des interventions des Services Techniques, Collectivités Territoriales, Partenaires Techniques et Financiers et Organisations de la Société Civile.

4.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

La fonctionnalité du cadre partenarial durant l'année 2018 s'est concrétisée à travers les cadres de concertation fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux.

Au Niveau National, en matière de concertation multi-acteurs, la DNH a participé en 2018 à onze (11) réunions de la Commission Gestion des Eaux de la retenue de Sélingué chargée de donner des consignes de gestion des ouvrages de Sélingué et de Markala et deux (2) réunions du Conseil national de l'eau relatif à la gestion du déficit d'écoulement de la campagne 2017-2018 et des effets négatifs de la pratique de l'orpaillage par dragage dans les lits des cours d'eau.

En outre, au niveau régional, dans le cadre de la coordination des activités des acteurs intervenant dans le secteur de l'eau, quarante-trois (43) réunions se sont tenues en 2018 .

Dans le cadre du développement des partenariats sous régionaux et internationaux pour les échanges d'expérience et pour une gestion concertée des ressources en eau, une participation effective a été assurée pour les sessions des cadres d'échanges ci-dessous :

- la concertation des acteurs de l'Eau et l'Assainissement ;
- la poursuite de la mise en œuvre des activités du protocole de partenariat SOMAPEP/DNH/DRH relatif à la relève des compteurs de production d'eau potable dans le périmètre concédé au niveau régional;
- le suivi de la qualité de l'eau, l'analyse des échantillons d'eau et la production de bulletins hydrologiques par le Laboratoire National des Eaux (LNE) ;
- le développement des partenariats pour les échanges d'expérience et pour une gestion concertée des ressources en eau (ABN, OMVS, ABV, CEDEAO, PAGE, UA, BMZ, KfW, GIZ, PRIA MALI, UE).

4.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

➤ L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les actions de partenariat initiées par L'AEDD ont été menées avec les organisations suivantes :

- l'Agence de Production Audio-Visuelle (MACINA FILM) ;
- l'AFRIKONEXION (Communication événementielle, production, promotion) ;
- l'OMEGA ASSISTANCE-CONSEIL ;
- le Cabinet de Gouvernance Environnementale et de Développement Durable ;
- l'Association Malienne d'Aide aux Populations Vulnérables (AMAPV) ;
- le concept Plus l'esprit d'enthousiasme Matériels et Equipements Produits Chimiques ;
- l'Agence Synergie Sarl ;
- le PYRAMID RESSOURCES SARL ;
- le SAHARA MULTI SERVICES.

➤ La Direction Nationale des Eaux et Forêts :

Courant 2018, le cadre de partenariat a été renforcé à travers :

- **Wild Foundation**
 - le renforcement des capacités de nos structures en partenariat avec à travers la poursuite de la formation des agents forestiers en matière de lutte contre le braconnage des éléphants avec l'équipe Chengeta,
 - l'organisation de 12 missions de patrouille dans la réserve du Gourma,
 - l'organisation de diverses rencontres d'échange avec la DNEF et l'Etat-major des armées sur la prise en charge du fonctionnement de la brigade mixte anti braconnage ;
 - organisation de rencontre d'échanges pour la révision du statut de la réserve des éléphants du Gourma ;
 - l'achat de 1 ULM (petit avion) pour la surveillance des éléphants dans le Gourma.

Aussi deux (2) contrats d'amodiation et un (1) contrat de concession sont en cours d'exécution entre la DNEF et des Opérateurs privés, à savoir :

- **le Groupe AID-SA** pour les réserves de faune du Complexe Bougouni-Yanfolila ;
- **l'ONG Synergie Environnement** pour les réserves de faune de Nema Wula et Mandé Wula ;
- **le Groupe TAM Voyage**, pour la forêt classée de la Faya, et les réserves de faune du Sounsan et du Banifing Baoulé ;
- **Contrat DNEF- société Agro-Industrie Développement « AID –SA » Complexe Bougouni/Yanfolila**
- **Contrat DNEF- TRAVEL AGENCY OF MALI » TAM VOYAGES-SARL:**

Le contrat a été signé le 13 Mai 2013 pour la Forêt classée de la Faya, et les Réserves de faune du Sounsou et Banifing-Baoulé à travers :

- **Un Contrat de concession** du droit d'organisation du tourisme de vision et de l'écotourisme dans la forêt classée de la Faya ;
- **Un Contrat d'amodiation** des réserves de faune du Sounsou et du Banifing-Baoulé.

☞ **La Direction Nationale de l'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et Nuisances**

Dans le cadre de la collaboration avec ses partenaires techniques et financiers notamment le GIZ-PEPA, les activités suivantes ont été réalisées :

- validation de sept (7) rapports diagnostic pour l'élaboration des PSA communaux ;
- validation du PSA de la commune rurale de Maréna-Djombougou à Kayes ;
- formation de cent quatre-vingt (180) opérateurs privés en marketing de l'assainissement, trente-sept (37) animateurs de l'ONG DWHH et cent quarante-huit (148) maçons par le Bureau d'Etude IGIP ;
- validation et présentation des documents élaborés par les consultants : guide méthodologique d'élaboration des PSA communaux, plans-types des ouvrages d'assainissement.
- Face à la non-disponibilité de statistiques fiables concernant la collecte des données sur les déchets solides, la DNACPN en partenariat avec l'Institut National de la Statistique (INSTAT) a mené une série d'enquêtes pilotes de collecte des données sur les déchets solides municipaux dans huit (8) capitales régionales et six (6) villes secondaires sur l'ensemble du pays.

☞ **L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

Dans le sens de l'amélioration des capacités d'intervention de l'Agence, un certain nombre d'activités ont été réalisées en partenariat avec les structures ci-après :

Partenariat entre l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali et l'Association Africaine de l'Eau (AAE):

Dans le cadre de ses activités visant à renforcer les capacités des sociétés d'eau et d'assainissement africaines et à promouvoir les échanges d'expériences sur les développements récents du secteur de l'eau et de l'assainissement, l'Association Africaine de l'Eau organise un Congrès de l'eau et de l'assainissement tous les deux ans dans une ville d'un des pays membres. Pour la 19ème édition, la Ville de Bamako au Mali a été retenue pour l'organisation du CONGRES 2018 après les villes de Nairobi en 2016, Abidjan en 2014, Marrakech en 2012 et Kampala en 2010.

Plus de 1500 délégués de toutes les contrées du monde ainsi que près de 150 exposants de technologies et de solutions innovantes sur une superficie de plus de 2 000 mètres carrés ont fait le déplacement pour participer à cet événement majeur Africain qui se tient pour la première fois à BAMAKO au Mali.

Partenariat entre l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali et l'ONG-PROTOS :

L'ONG PROTOS en partenariat avec l'ANGESEM a initié depuis 2014 un projet de construction de deux (2) stations de traitement de boues de vidange dans les communes de Mountougoula et du Mandé dont la gestion sera confiée à l'ANGESEM. Ce projet s'inscrit dans le cadre global du projet « Amélioration des Conditions d'Accès aux Services et Infrastructures d'Assainissement » (ACASIA) dans les communes urbaines I et IV du District de Bamako. Le financement est assuré par l'Union Européenne à hauteur de 75 % et l'ONG-PROTOS à 25%. La durée du projet était de quatre (4) ans et couvrait la période 2014-2018.

Mais avec l'absence de sites pour la réalisation des deux (2) stations de traitement de boues, la Mairie de la Commune I du District de Bamako a octroyé une parcelle de 0,49 ha à Doumazana –Nafadji. Des études ont été menées sur ce site pour la réalisation.

Partenariat entre l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali (ANGESEM) et la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) :

Le recouvrement de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées continue dans le cadre du protocole de collaboration signé à cet effet entre les deux structures. Il faut rappeler que la redevance a été instituée par le décret n°0474/P-RM du 23 juin 2014.

Partenariat ANGESEM/INSTITUTS DE FORMATION :

Au cours de cette année, l'Agence a reçu huit (08) stagiaires dont :

- Six (06) en master dont un (01) de la Faculté des sciences et techniques de l'Université Khemis Miliana de la République Algérienne Démocratique et Populaire, quatre (04) de l'Institut d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement de Ouagadougou au Burkina Faso et un (01) de la Faculté d'Histoire et de Géographie de l'Université des sciences Sociales et de Gestion de Bamako au Mali ;
- Un (01) en maîtrise de la Faculté d'Histoire et de Géographie de l'Université des sciences Sociales et de Gestion de Bamako au Mali ;
- Un (01) en Technique supérieur en environnement et en propreté de l'Institut National Spécialisé de Formation Professionnelle de Bougara en République Algérienne Démocratique et Populaire. la Faculté d'Histoire et de Géographie de l'Université des sciences Sociales et de Gestion de Bamako au Mali.

➤ L'Agence du Bassin du Fleuve Niger

Dans le cadre du partenariat, on peut noter :

- la poursuite du développement du programme de restauration des berges et de valorisation des plantes aquatiques nuisible dans le Haut Niger, en rapport avec le partenaire néerlandais EcoShape;
- la poursuite des activités de renforcement des capacités des communautés riveraines sur les aspects de sauvegarde du fleuve Niger au Mali, en collaboration avec l'UNESCO ;
- la signature d'un protocole de partenariat avec la Fondation Santé Environnement (FSE), pour l'amélioration du cadre de vie des populations à travers la préservation de la diversité

biologique, la sauvegarde du fleuve Niger et la lutte contre les effets néfastes du changement climatique.

Dans le cadre de la recherche de ressources financières :

- le suivi des requêtes de financement relatives au programme de restauration des berges et de valorisation des plantes aquatiques proliférantes dans le Haut Niger, adressées aux ambassades des Royaumes de Suède et des Pays Bas ;
- l'inscription du projet d'aménagement des berges de Kamani et de Séguéla dans la CDN du Mali pour la recherche de financement. Le même projet a été soumis au 7ème Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM 7) ;
- la soumission de quatre (04) projets à la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement des études de faisabilité, à savoir :
 - ✚ Réhabilitation du lit du sous bassin du Niger Supérieur ;
 - ✚ Mécanisme de maîtrise des pollutions et nuisances issues des activités artisanales de teinturerie ;
 - ✚ Projet de connaissances des contraintes d'écoulement de la composante Mali du fleuve Niger ;
 - ✚ Projet d'aménagement des têtes de sous bassins versants du fleuve Niger et Bani pour la restauration de l'environnement.

4.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

Au niveau du sous-secteur, il existe un cadre de concertation formel créé par décision n° 2013-0125/MLAFU-SG du 30 août 2013 portant création, organisation et fonctionnement du cadre de concertation avec les organisations professionnelles du secteur des bâtiments, travaux publics et des domaines :

En matière d'Urbanisme, il s'agit de :

- l'ordre des Ingénieurs conseils ;
- l'ordre des Architectes ;
- l'ordre des Géomètres experts ;
- l'ordre des Urbanistes ;
- l'association des promoteurs immobiliers ;
- l'association des administrateurs de biens et agents immobiliers ;
- les partenaires financiers (BMS, BID, SHELTER-AFRIQUE).

S'agissant des Domaines de l'Etat, en plus du cadre de concertation formel, la DND et la DNC entretiennent des partenariats avec l'Agence pour l'Aménagement des Zones Industrielles (AZI) ; l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) ; l'ordre des notaires, l'ordre des géomètres experts, le PAMORI II, la CARFIP, l'AGETIC, la DNGM, la DGI, l'IGM.

V. PROBLEMES ET CONTRAINTES

L'année 2018 a été marquée entre autres, par des difficultés listées ci-dessous par sous-secteurs.

5.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

☞ La Direction Nationale de l'Hydraulique

- L'inadéquation des moyens mis à disposition des services techniques pour assurer leurs missions ;
- L'insuffisance de ressources humaines qualifiées;
- La lenteur dans les procédures de passation des marchés ;
- La défaillance de certains acteurs du secteur privé dans l'exécution des travaux et services ;
- Les difficultés des bénéficiaires à mobiliser leur contribution financière et à s'approprier les investissements;
- La situation d'insécurité dans les régions du Nord et du centre.

☞ Le Laboratoire National des Eaux

- Absence de Stratégie spécifique pour la qualité de l'eau potable au Mali ;
- Vieillesse des équipements de laboratoire ;
- Insuffisance de matériels roulants pour assurer la couverture nationale ;
- Insuffisance des ressources financières pour la recherche, la formation et la mise à jour des réseaux de suivi de contrôle de la qualité des eaux ;
- Insuffisance de personnel qualifié en maintenance des équipements.

➤ **La Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable**

- L'équilibre financier du secteur induit par l'extension du périmètre affermé à 61 nouveaux centres;
- Retard de 3 mois dans la mise en service de la station de Kabala suite à un incendie au niveau du décanteur de la TF (Tranche Ferme) ;
- Résiliation du marché de construction du réservoir de 6000 m³ d'Outakoulou et du réseau de refoulement d'eau potable depuis la SCP de Missabougou avec la SADE.

➤ **La Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable**

Les principales contraintes d'exploitation sont entre autres :

- L'équilibre financier du secteur induit par l'extension du périmètre affermé à 61 nouveaux centres;
- Saturation et obsolescence des installations de production et de distribution ;
- Capacités de stockage insuffisantes ;
- Sous-dimensionnement et faible densification du réseau de distribution ; ces contraintes ont pour conséquence un service en mode dégradé surtout en périodes de forte chaleur avec des baisses de pression voire des coupures franches d'eau au niveau des abonnés les plus défavorisé, notamment ceux situés en périphérie du périmètre d'adduction et en altitude ;
- Difficile recouvrement des consommations facturées pour cause de faible capacité de paiement des abonnés ;
- Insuffisance de subventions pour faire face aux nouvelles charges induites par l'extension du domaine affermé à 61 nouveaux centres.

5.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

➤ **La Direction Nationale des Eaux et Forêts**

Les principales difficultés rencontrées au cours de l'année 2018 se résument ainsi :

- l'insuffisance des effectifs et des capacités des agents d'encadrement pour mener les différentes activités de gestion des ressources forestières et fauniques et d'appui conseil aux partenaires. L'effectif actuel du personnel forestier est de 970 agents toutes catégories confondues sur un effectif de 2 173 agents, prévu dans le cadre organique. Selon les normes internationales, il faut 5000 ha/agent. Par rapport à l'effectif en 2017, ce ratio est de 128 000 ha/agent ;
- les difficultés de mobilisation des fonds d'aménagement forêts et faune ;
- l'agression barbare des terroristes, entraînant la mort de plusieurs agents forestiers;
- l'insuffisance et la vétusté des moyens de déplacement collectif et individuel adéquats au niveau central et des Services Régionaux et Subrégionaux pour assurer les missions ;
- l'insuffisance des équipements militaires indispensables dans le contexte de l'insécurité grandissante dans le pays ;
- l'insuffisance des allocations budgétaires pour faire face aux nouveaux défis et enjeux de la gestion des ressources forestières et fauniques. La lenteur dans les décaissements de fonds aggrave cette situation ;

- l'agression du domaine forestier national, par les différentes formes d'occupation (l'Agriculture, l'exploitation minière, la réalisation des réseaux de communications routiers et téléphoniques, les réseaux de transport d'électricité, transhumance ; occupation illicite des Forêts Classées et Réserves de faunes etc..) sans une réelle compensation des préjudices environnementaux causés par ces actions de développement ;
- les feux de brousses récurrents qui dégradent le couvert végétal, mais aussi le sol et détruisent la diversité biologique dans ces zones.

➤ **L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable**

Les contraintes identifiées dans la mise en œuvre des activités sont :

- le faible niveau des crédits alloués et notifiés à l'AEDD par l'Etat ;
- le retard dans le paiement des mandats (location bureau);
- l'insuffisance de moyens logistiques ;
- l'insuffisance des ressources propres générées par l'Agence ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées;
- l'insuffisance et l'exigüité des bureaux.

➤ **La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances**

La DNACPN a été en 2018 confrontée à un certain nombre de difficultés qui sont entre autres :

- l'insuffisance des ressources humaines ;
- l'insuffisance des allocations budgétaires et la faiblesse de financement du sous-secteur de l'assainissement ;
- les locaux non adaptés ;
- l'absence de laboratoire fonctionnel et l'insuffisance d'équipements de contrôle ;
- l'insuffisance des sites de décharges et la non-sécurisation des sites des dépôts de transit ;
- l'application de la loi N°2014-024 du 03 juillet 2014 portant interdiction de la production, de l'importation et de la commercialisation des sachets plastiques non biodégradables en République du Mali ;
- l'absence d'arrêtés de mise en œuvre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'adoption du cadre organique.

➤ **L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

La réalisation des activités en 2018, a beaucoup souffert de :

- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- l'insuffisance de crédits alloués pour le développement des infrastructures;
- l'insuffisance de moyens logistiques ;
- les différentes retenues opérées sur les dotations budgétaires.

☞ L'Agence du Bassin du Fleuve Niger

Au plan institutionnel :

- les insuffisances de l'Ordonnance n°02-049/P-RM du 29 mars 2002, portant création de l'Agence du bassin du fleuve Niger, notamment en ce qui concerne l'opérationnalisation du principe pollueur-préleveur-payeur ;
- les insuffisances du Décret n° 02-289/P-RM du 30 mai 2002, portant organisation et modalités de fonctionnement de l'ABFN ;
- la lenteur dans l'adoption du projet de texte relatif à la mise en place d'un mécanisme financier de perception et d'utilisation des redevances pour la sauvegarde du fleuve Niger ;

Au plan organisationnel : l'absence de locaux propres pour la Direction Générale de l'Agence.

Au plan financier :

- la faiblesse des subventions accordées par le Budget d'Etat ;
- l'absence de ressources propres.

Au plan des ressources humaines :

- le manque de ressources humaines spécialisées, notamment hydrologue, hydraulicien, statisticien, juriste, etc.

5.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

☞ La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat

- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- le faible niveau de couverture du pays par les ordres professionnels ;
- l'occupation illicite et l'utilisation des servitudes de passage et des cours d'eau ;
- la faible participation des banques locales dans le financement de l'habitat ;
- la faible participation du budget national dans le financement des programmes de construction des logements sociaux ;
- la faible participation du budget national dans le financement de l'élaboration des outils de planification urbaine ;
- l'insuffisance de ressources pour le contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- la non immatriculation et bornage des espaces programmés dans SDU ;
- le manque de locaux pour certaines subdivisions de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- le non suivi régulier des dossiers soumis au parquet au risque de ternir la crédibilité du service
- l'insuffisance de ressources financière pour la mise en œuvre du PRODEV.

☞ La Direction Nationale des Domaines

Au nombre des difficultés on peut citer, entre autres :

- l'insécurité qui couvre les régions du nord et du centre, soit les 2/3 du territoire national ;
- l'insuffisance notoire de personnel ;
- l'insuffisance de matériel de travail (roulant, informatique et mobilier) ;
- l'absence de géomètre-expert dans certaines localités (Gao, Kidal...) ;
- la non opérationnalisation de la Division Cadastre dans certaines localités (DRDC-Gao,

- les difficultés liées au fonctionnement des BSDC auprès des Collectivités Territoriales ;
- le non-respect des textes par les Collectivités Territoriales et les Chefs coutumiers ;
- la non couverture du pays par le service des Domaines, faute de personnel ;
- les difficultés de recouvrement des recettes domaniales (concession ordinaires, redevances domaniales), faute de législation répressive en la matière ;
- le non-paiement des dividendes par des sociétés non minières dans lesquelles l'Etat a des participations ;
- les difficultés de collaboration avec certains services partenaires (Collectivités Territoriales, les Antennes Régionales de l'IGM) ;
- le conflit de compétences entre la D.N.D. et certaines structures pour le recouvrement de certaines recettes (prélèvement sur les honoraires des greffiers avec la D.G.I. et les recettes fauniques, forestières et aloétiques avec le service des Eaux et Forêts...) ;
- les difficultés de collaboration fonctionnelle avec la Direction Générale du Contentieux de l'Etat (DGCE), du fait que les demandes de mémoire en défense sont acheminées tardivement par les structures opérationnelles, toutes choses qui ne permettent pas à la DND de respecter les délais de dépôt des notes techniques...
- l'absence de textes pour la constatation du droit coutumier ;
- des lacunes dans la procédure d'immatriculation des terres et la tenue du Livre Foncier ;
- la spéculation foncière et l'accaparement des terres ;
- la spoliation du patrimoine foncier de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- le faible niveau de couverture du pays par les notaires experts ;
- la faible capacité des agents de recouvrement en fiscalité minière et les procédures de vérification des bilans des sociétés minières.

➤ **La Direction Nationale du Cadastre**

En général, les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Insuffisance de moyen logistique ;
- Insuffisance de personnel qualifié ;
- Défaut de formation sur le plan « ressources humaines », avec la scission, la direction a accueilli de nombreux agents. Cependant, leur formation continue (recyclage voire même spécialisée) reste toujours indispensable pour une meilleure efficacité et pour l'atteinte d'un bon rendement ;
- Insuffisance de matériel informatique ;
- Incohérence entre les différents documents graphiques établis à des périodes différentes relatifs aux systèmes de coordonnées (MTU système de guinée, Lambert, MTU 12 parallèle fictive et graphique), se traduisant quelque fois par des cas de superposition ou d'empiètement des titres fonciers ;
- Faible densité du réseau cadastral ;
- Inadéquation entre l'Ordonnance de création et le Décret de fonctionnement.
-

VI. LES PERSPECTIVES

6.1. SOUS-SECTEUR EAU :

6.1.1 La Direction Nationale de l'Hydraulique

Les actions prévues au titre de l'année 2019 par le sous-secteur eau, portent sur :

- la création de 2295 nouveaux Equivalents Points d'Eau Modernes (EPEM) dans le cadre des projets et programmes financés par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers, ainsi répartis : 5 PC (puits citernes), 70 PM (puits modernes), 586 PMH (forages équipés de pompe à motricité humaine), 724 EPEM à travers 362 SHVA (système d'hydraulique villageoise amélioré), 102 EPEM à travers 51 SHPA (système d'hydraulique pastorale amélioré), 808 BF (bornes fontaines qui seront construites à partir de 270 Adductions d'Eau Potable ou Sommaire - AEP/AES) dans l'ensemble des régions du Mali
- la réhabilitation de 313 Equivalents Points d'Eau Modernes constitués de 18 PM, 172 PMH, 86 EPEM pour 43 SHVA et 37 BF (bornes fontaines qui seront réhabilitées à partir de 10 Adductions d'Eau Potable ou Sommaire - AEP/AES) répartis dans différentes localités de toutes les régions du Mali ;
- la mise en œuvre de la stratégie de suivi et d'évaluation des ressources en eau et du Plan d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau à travers les projets d'appui à la gestion Intégrée des Ressources en eau.

6.1.2 La SOMAPEP-SA

- La réalisation des travaux dans les villes de l'intérieur, Kita, Nioro, Bougouni, Selingué, Markala et Gao (6 villes de la Banque Mondiale) ;
- La mise en service de de la station de traitement de Kabala prévue pour Mars 2019 ;
- Le démarrage des études et travaux dans le cadre de convention de financement d'un montant de 5 milliards de FCFA, instruit et octroyé par la BOAD ;
- La mobilisation des fonds pour la réalisation de la phase 2 de Kabala ;
- La levée des conditions du premier décaissement du volet assainissement et la fin des travaux du volet Production de l'alimentation en eau potable de Bamako à partir de la localité de KABALA ;
- démarrage des études techniques relatives au projet de renforcement de l'alimentation en eau potable des villes de Koulikoro, Ségou, San, Mopti-Sévaré et Bandiagara, financé par l'AFD ;
- La réalisation du réservoir de 6 000 m³ à Outakoulou.

6.1.3 Le Laboratoire National des Eaux

En perspective le Laboratoire National des Eaux envisage de :

- Renforcer la stratégie nationale de suivi évaluation des ressources en eau (Volet qualité de l'eau) ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de communication ;
- Renforcer les capacités humaine et technique du LNE (Bamako, Mopti et Kayes);

- Aménagement de la cour, de la voie d'accès du LNE et de l'Antenne Régionale de Mopti ;
- Mener 2 études et recherches en matière de qualité d'eau ;
- Participer à l'élaboration de la norme de la qualité de l'eau pour les volets irrigation, abreuvement et pisciculture ;
- Renforcer la démarche qualité.

6.2. SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

6.2.1. La Direction Nationale des Eaux et Forêts

Les actions prévues au titre de l'année 2019 portent sur :

- élaboration de 13 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées
- relecture de 2 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées
- diffusion de 28 textes législatifs et réglementaires en matière de gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées.
- réalisation de 145 missions de diffusion des textes législatifs, réglementaires relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques
- travaux de récupération des terres dégradées par la réalisation de 120 390 ml de cordons pierreux, 180 ha de fixation mécanique et 40 ha de fixation biologique de dunes, 15 ha de protection biologique des berges, 893 ha de Zai, 9390 ml de fascines, 90 ha de demi-lunes, 1 500 ml de barrières en cailloux, 2 440 ml de digues/ diguettes filtrantes, 1 038 ha de mise en défens, 75 ha de culture du bourgou, 7 250 ha RNA et la restauration de 6 ha de placers ;
- élaboration de 45 Plans d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune ;
- mise en œuvre de 91 Plans d'Aménagement et de Gestion des AP, des massifs forestiers classés et/ou protégés et de réserves de faune ;
- organisation de 21 sessions de formation de agents forestiers et acteurs formés sur diverses techniques de DRS-CES ;
- reboisement de 26 559 ha ;
- production de 21 071 228 plants, récolte de 704 300 noix de rônier/doum et 53 125 boutures ;
- réalisation de 9 études pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- diffusion des résultats de 3 études pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- réduction des superficies brûlées de 196 150 ha ;
- réalisation des travaux d'aménagement de 4 090 ha, ouverture de 18 573 kms et entretien de 3 604 kms de pare feux pour la conservation et la valorisation de la biodiversité ;
- extension de 39 000 ha des superficies des aires protégées ;
- mise en place de 243 organisations locales pour la conservation de la nature ;
- enlèvement de 200 tonnes de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau ;

- réalisation de missions 439 de contrôle forestier et de suivi des activités.
- réalisation de 683 séances de Communication pour le Changement de Comportement ;
- formation militaire commune de base de 100 agents forestiers ;
- participation à 6 sessions des COP et organisation atelier de restitution, diffusion et suivi de la mise en œuvre des résolutions et recommandations issues des COP ;
- réalisation d'un taux d'admission de 100% élèves du centre de formation CFPPF Colonel Jean Djigui KEITA en fin de cycle ;
- formation de 149 élèves dont 99 techniciens et 50 agents techniques des Eaux et Forêts au CFPPF Colonel Jean Djigui KEITA ;
- recrutement par voie de concours de 100 élèves dont 50 Techniciens et 50 Agents techniques des Eaux et Forêts ;
- organisation des stages de fin d'études de 47 élèves dont 25 techniciens et 22 agents techniques des Eaux et Forêts ;
- mise à dispositions des matériels et équipements et suivi des travaux de construction des bureaux du SIFOR ;
- achat des matériels et équipements nécessaires pour les nouvelles missions du SIFOR et acquisition des données du suivi environnemental ;
- suivi du dossier de changement de statut du SIFOR en CGIF ;
- suivi de la reconnaissance et bornage des points limites de 20 AP ;
- validation et édition du répertoire des espèces forestières du Mali ;
- suivi du couvert végétal au niveau national ;
- élaboration de la situation de référence de la quantité de carbone séquestrée par nos formations végétales à partir de l'inventaire forestier des placettes permanentes ;
- suivi de l'approvisionnement en bois énergie des régions du District de Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et Mopti.
- réalisation des travaux de prospection dans 9 aires protégées ;
- travaux de classement ou de création de 4 aires protégées ;
- mise sous aménagement et repeuplement de 8 aires protégées
- équipement des structures de protection de la faune ;
- réalisation d'infrastructures de protection de la faune ;
- formation des agents des collectivités territoriales
- réalisation des travaux de prospection de 17 massifs forestiers et la forêt classée bagouko ;
- réalisation des travaux de classement de la rôneraie de Séro, de 2 massifs protégés dans les régions de Kayes et Sikasso, des périmètres de reboisement de Korioumé, Daye et Amadia (150 ha), de la Forêt de Bilakalo (125 ha) et de la superficie compensatoire de la forêt de Djidara (125 ha), immatriculation de la FC de Doua (1412 ha) et 3 forêts classées dans la région de Ségou ;
- mise en œuvre du PAG de 72 massifs forestiers protégés (77 000 ha) et de 9 forêts classées (Faya, de Mio et les 7 FC de Youwarou) ;
- équipement des structures de protection des forêts avec l'acquisition d'équipements et de matériels militaire, l'achat de véhicules 4X4, de motos et de 9 RAC et accessoires ;
- réalisation d'infrastructures à travers la construction de la clôture du CEF de Kati, des bureaux et logement du chef CEF Kolokani, des bureaux CEF Gao et Bourem, du poste des Eaux et Forêts de la commune VI et la réhabilitation des bureaux de la DREF de Gao et des PEF de Kati ;

- formation des agents des collectivités territoriales.

6.2.2. L'Agence du Bassin du Fleuve Niger:

Les actions prévues au titre de l'année 2019 portent sur :

- la réalisation d'études sur trois sites en vue de leur aménagement;
- la poursuite et finalisation des travaux en cours notamment à Diafarabé (lot1);
- La mise en œuvre du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger;
- le renforcement des capacités du Personnel et les autres partenaires (collectivités, usagers, services techniques...);
- la poursuite des activités de collecte et partage des données sur la qualité de l'eau du fleuve Niger;
- la recherche de financement pour la construction du siège;
- l'intensification des actions de sensibilisation sur les problématiques liées au fleuve Niger et à ses ressources;
- le renforcement des axes de partenariat.

6.2.3. La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances

Pour 2019 les perspectives sont les suivantes :

- la poursuite de l'équipement, l'aménagement de la plateforme, de pistes circulables et la rampe d'accès de la Décharge Contrôlée Compactée de Noumoubougou ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Projet de Drainage des Eaux Pluviales dans le District de Bamako ;
- la relecture de la Politique Nationale d'Assainissement et l'élaboration de ses cinq (5) Programmes ;
- la recherche d'un local adapté avant la construction du siège de la DNACPN ;
- la sécurisation des sites de décharge affectés à la DNACPN ;
- la mise en fonctionnalité du laboratoire mobile de contrôle de la qualité de l'air ;
- le renforcement de capacités des agents ;
- l'achèvement du Programme d'Élimination et de Prévention des Pesticides Obsolètes (PEPPO) ;
- la poursuite de la mise en œuvre de différents programmes avec les partenaires ;
- l'intensification de la lutte contre les sachets plastiques ;
- la revue des indicateurs ;
- l'élaboration d'un projet de gestion d'une base de données ;
- l'élaboration d'un protocole d'accord avec quelques sociétés minières et industrielles ;
- la formation des cadres de la DNACPN et de ses services déconcentrés en informatique et sur la gestion des ouvrages d'assainissement ;
- le suivi environnemental des projets et programmes ;
- les missions de contrôle des unités industrielles ;
- la formation des cadres sur les nouveaux textes d'EES, d'EIES, de NIES et d'Audits d'environnement ;

- la signature des conventions de partenariat entre DNACPN et SOGEM, JIGISEMEJIRI et SNV ;
- le Programme d'Urgence d'Assainissement (évacuation des dépôts de transit, points noirs et curage des collecteurs et caniveaux) ;
- les missions semestrielles de supervision des activités des DRACPN par le niveau national ;
- la prise en charges de la réunion annuelle de la DNACPN dans le budget national.

6.2.4. L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali

Les perspectives pour 2019 sont les suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées ;
- La construction des stations de traitement des boues vidanges ;
- La réalisation du SDAB.

6.2.5. L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les perspectives portent entre autres sur :

- la finalisation du premier rapport biennal (BUR) du Mali dans le cadre de la mise en œuvre de la CCNUCC ;
- la finalisation de la Stratégie Nationale de Financement de l'Environnement ;
- la finalisation du processus d'accréditation de l'Agence au Fonds d'Adaptation ;
- la mobilisation des ressources du READINESS ;
- l'organisation de la 20^{ème} édition de la Quinzaine de l'Environnement ;
- le renforcement des capacités des acteurs sur l'appropriation et la mise en œuvre de la CDN et des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- la prise en compte de l'environnement dans les programmes de développement économique, social et culturel (PDESC) des collectivités ;
- la consolidation de la collaboration entre l'AEDD et les institutions de recherche ;
- la prise en compte des thématiques liées à l'environnement et au développement durable dans les curricula ;
- la participation aux différentes COPs et réunions statutaires internationales.

6.3. SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

6.3.1. La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat

Les actions prévues au titre de l'année 2019 portent sur :

- La poursuite de l'équipement du siège de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux par l'Etat ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux par les coopératifs d'habitats ;
- le contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- l'instruction des dossiers de demande de permis de construire ;
- la réalisation de l'étude urbanistique d'aménagement des collecteurs naturels de « Woyowayanko », de « Molobalini » ;

- l'acquisition et l'application de nouvelles expériences dans l'utilisation des matériaux locaux dans la construction de logements ;
- la mise en place d'une banque de données urbaines du Mali ;
- la finalisation de la base des données du secteur urbain.

6.3.2. La Direction Nationale des Domaines

Les actions prévues au titre de l'année 2019 portent sur :

- la poursuite de l'opération de dématérialisation des archives des conservations foncières pour mettre en place un système d'archivage moderne physique et numérique, pour l'ensemble des structures des Domaines sur toute l'étendue du territoire national ;
- l'informatisation des procédures de la gestion foncière et domaniale à travers l'implantation du SITFI;
- le renforcement de la communication par l'interconnexion des services des Domaines et du Cadastre, pour un meilleur partage des informations ;
- la mise à niveau de la salle des serveurs, conformément aux normes internationales en la matière ;
- la promotion de l'utilisation de l'outil informatique, pour un meilleur rendement de la réalisation de nos missions ;
- la mise en place d'outils de communication modernes dans le cadre de la Politique de Communication interne et externe (site web, intranet et la messagerie).

6.3.3. La Direction Nationale du Cadastre

Les actions prévues au titre de l'année 2019 portent sur :

- la ratification de l'ordonnance portant création de la Direction nationale du cadastre ;
- le fonctionnement des divisions cadastre des directions régionales des domaines et du cadastre ;
- l'élaboration de manuel de procédure et informatisation des procédures (modernisation de la DNC) ;
- le bon équipement informatique avec la mise à disposition des outils comme les GPS différentiels, station total, les logiciels arc gis et autocad map modernisera le service et appuiera considérablement la réforme entreprise par le département : l'intégration de la formation par les paires ;
- l'adaptation du décret d'organisation et de fonctionnement de la DNC ;
- l'étude du cadre juridique et institutionnel ;
- l'institution d'un centre de calcul pour les géomètres experts ;
- le rattachement des vieux titres fonciers.

VII. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2018

N°	Recommandations	Responsables	Etat d'exécution	Commentaires
1	Prendre des mesures appropriées pour atteindre un taux de décaissement de 50% du financement extérieur des projets et programmes	Toutes structures	Exécutée	Le taux de décaissement extérieur des P/P du secteur est passé de 42,1 % en 2017 à 50,25 en 2018 soit une de 8,15 points en pourcentage.
2	Initier des formations à l'intention des agents de la CPS et des structures du secteur sur le rapportage en lien avec la Gestion Axée sur les Résultats	CPS	Non exécutée	Les contraintes financières n'ont pas permis d'initier les formations tant attendues sur la GAR. Mieux, à la concertation, il a été demandé aux structures d'organiser leurs propres formations en rapport avec les DFM respectives avec l'appui technique de la DGB.
3	Veiller au recrutement des cadres en fonction des besoins réels des structures	Toutes structures	Non Exécutée	Les structures ont exprimé leurs besoins conformément aux cadres organiques et qui ont été adressés au Ministère de la Fonction Publique. Cependant la difficulté est que ces besoins dans leur majorité ne sont pas honorés et souvent des profils non adoptés sont envoyés par le MFP dans certaines structures.

SYNTHESE : Sur trois(03) recommandations formulées, deux(02) ne sont réalisées (soit 66,67%) et une(01) est réalisée (soit 33,33%).

VIII. CONCLUSION

Le CREDD 2016-2018, cadre fédérateur et de cohérence de l'ensemble des Politiques et Stratégies de Développement du Mali, accorde une attention particulière aux domaines couverts par le secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.

La contribution du secteur forestier dans l'économie nationale est sans doute très significative dans un pays essentiellement rural où les populations dépendent particulièrement des ressources de la forêt et de la faune (alimentation, médicaments, artisanat, etc.). On note la réalisation d'une étude sur la revue des dépenses publiques en appui technique à la planification budgétaire liée à l'Environnement. Il importe de poursuivre les efforts dans ce sens afin d'arriver à une comptabilité qui internalise la valeur des ressources forestières et fauniques, le système de planification nationale, et la détermination de la valeur économique réelle des services des écosystèmes forestiers.

L'intégration de la dimension environnementale doit être poursuivie en accordant une importance accrue à la prise en compte des aspects changements climatiques dans les PDSEC au niveau des communes. En outre, il y a urgence de pouvoir renseigner les indicateurs sur l'environnement notamment les aspects GDT de la matrice du CREDD.

La confortation en cours de la base SIGMA de la DNH, de la base de données MALI SANIYA de la DNACPN et de l'initiative TrackFin de la CPS constituent une avancée certaine dans le domaine de la planification et de l'orientation des ressources mobilisées pour l'amélioration de l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement. Il est particulièrement indispensable de se tourner résolument vers les cibles des Objectifs du Développement Durable (ODD 2016-2030).

L'adoption de la Politique de la Ville donnera certainement un grand essor aux différents P/P relatifs à l'acquisition de logements décentes par les populations sur l'ensemble du territoire national, conformément à la volonté affichée des hautes autorités nationales.

L'adoption d'une Politique Nationale Domaniale et Foncière par le gouvernement, vivement attendue, la relecture du Code Domanial et Foncier et les dispositions institutionnelles en cours, permettront bientôt de lever d'importants goulots d'étranglement en matière de gestion des domaines de l'Etat.

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 63 P/P inscrits au Répertoire National des Projets (RNP). Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2018 est de 736,476 milliards de FCFA contre 664,506 milliards au 31/12/2017. On note que le gap de financement est encore important et qu'il est particulièrement nécessaire d'accorder beaucoup d'attention au suivi de l'exécution technique et financière des P/P pour plus d'efficacité et plus d'impacts, avec une capacité en ressources humaines plus conséquente.

IX. ANNEXE

Annexe 1 : AGENDA DE L'ATELIER DE LA 7^{ème} REVUE SECTORIELLE (SEEUDE)

« Exercice 2019 »

jeudi, 30 mai 2019		
HORAIRES	ACTIVITES	RESPONSABLE
8h30- 9h00	Accueil des participants	CPS
9h00-9h15	Ouverture de la revue sectorielle : <ul style="list-style-type: none"> • Mot de bienvenue du Maire de la Commune V, • Allocution du Représentant des PTF, • Discours du Ministre MEADD. 	Maître cérémonie
9h 15 – 9h 45	PAUSE CAFE	Organisation
9h45-10h30	- Etat d'exécution des recommandations de la 6 ^{ème} revue sectorielle. - Questions /Débats	CPS
10h30-11h15	- Présentation du Bilan des politiques du secteur et Indicateurs du CREDD. - Questions /Débats	CPS
11h15 – 12h00	- Présentation de la situation d'exécution budgétaire -Présentation de la situation d'exécution des projets/programmes au 31/12/2018 - Questions/ Débats	CPS
12h00 -12h45	Cadre de partenariat, contraintes et perspectives, suivi de débats	CPS
12h45 – 13 h	Constitution des groupes de travail (3) sur l'analyse des contraintes et propositions de solutions. <ul style="list-style-type: none"> • Groupe 1 : Urbanisme-Habitat et Domaine de l'Etat • Groupe 2 : Environnement • Groupe 3 : Eau et Assainissement 	Groupes de travail
13h 00 – 14h	PAUSE DEJEUNER	Organisation
14h00-15h00	Travaux de groupe – Débats, observations et propositions de recommandations dans les groupes de travail	CPS
15h00 -15h45	Restitution des travaux de groupe / synthèse	Présidents des travaux de groupe
15h45 - 16h00	Présentation des conclusions et recommandations de la revue sectorielle, discussions et adoption	Commission de travail
16h00	Clôture des travaux de la revue sectorielle	MHULS

- **Annexes 2 : Situation d'exécution des Projets et Programmes du SEEUDE au 31 /12 /2018**

RNP	Nom du projet	Etat d'exécution	Source de financement	Mode de financement	Coût global estimé	Durée du projet			Financement acquis				Décaissement cumulé au 31/12/2018			Taux de décaissement au 31/12/2018			Département	Structure Tutelle
						Début	Fin	Durée	Agé	Intérieur	Extérieur	total	Intérieur	Extérieur	Total	Intérieur	Extérieur	Total		
719	Projet Elaboration et mise en Œuvre des Plans d'Aménagement et de gestion des Massifs Forestiers	Exécution	Etat	Budget national	1 103	2002	2019	18	16	1103	0	1103	734	0	734	67 %	#DIV/0!	67 %	MEADD	DNEF
1526	Projet Protection et/Aménagement Forêts et Parcs Nationaux	Exécution	Etat	Budget national	1 509	2004	2019	16	14	1802	0	1802	1422	0	1422	79 %	#DIV/0!	79 %	MEADD	DNEF
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	4 128	2002	2019	18	16	4187	0	4187	3442	0	3442	82 %	#DIV/0!	82 %	MEE	DNH
1801	Curage collecteurs District Bko	Exécution	Etat	Budget national	3 612	2002	2019	18	16	3897	0	3897	3608	0	3608	93 %	#DIV/0!	93 %	MEADD	DNACPN
1884	Projet Conservation et Valorisation de la Biodiversité du Gourma et des Eléphants	Exécution	IDA/AFD/Etat	Subvention/BSI	5 465	2005	2019	15	13	2073	4292	6365	1710	2844	4554	82 %	66 %	72 %	MEADD	DNEF

2047	Projet Composante Mali du Programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du fleuve Niger	Exécution	BAD-FAD/ UEM OA/Etat	Subvention/BSI	8 590	2005	2018	14	13	1 050	7 540	8 590	780	5 606	6 386	74 %	74 %	74 %	MEA DD	DNEF
2048	Protection et Aménagement des Berges du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	1 668	2005	2019	15	13	2 847	0	2 847	2 430	0	2 430	85 %	#DIV/0 !	85 %	MEA DD	ABFN
2049	Projet d'Appui au Reboisement	Exécution	Etat	Budget national	1 178	2005	2018	14	13	1 249	0	1 249	894	0	894	72 %	#DIV/0 !	72 %	MEA DD	DNEF
2054	Projet de Construction Décharge Compactée Noumoubougou	Exécution	Etat	Budget national	6 919	2006	2018	13	12	10 150	0	10 150	9 137	0	9 137	90 %	#DIV/0 !	90 %	MEA DD	DNAC PN
2130	Programme d'urgence AEP en milieu rural /PPTE	Exécution	Etat	Budget national	6 369	2006	2019	14	12	7 944	0	7 944	5 749	0	5 749	72 %	#DIV/0 !	72 %	MEE	DNH
2131	Construction Locaux DNH	Exécution	Etat	Budget national	1 950	2006	2019	14	12	1 715	0	1 715	1 359	0	1 359	79 %	#DIV/0 !	79 %	MEE	DNH
2160	Projet Multinational de Gestion Intégrée des Plantes Aquatiques Proliférantes en Afrique de l'Ouest	Exécution	FAD/ Etat	Prêt/SUB/BSI	2 290	2005	2018	14	13	1 130	1 050	2 180	702	917	1 619	62 %	87 %	74 %	MEA DD	DNEF
2192	Projet Réhabilitation Centre	Exécution	Etat	Budget national	1 249	2006	2018	13	12	1 989	0	1 989	1 344	0	1 344	68 %	#DIV/0 !	68 %	MEA DD	DNEF

	Formation Tabacoro																			
2261	Programme Régional Aménagement Massif Fouta Djallon	Exécution	PNU E/FAO/Etat	Subvention/BSI	908	2009	2018	10	9	762	2 867	3 629	621	333	954	81 %	12 %	26 %	MEADD	AEDD
2284	Dragage/Protection des berges de Diarafabé (PPTE)	Exécution	Etat	Budget national	16 374	2008	2019	12	10	15 334	0	15 334	14 844	0	14 844	97 %	#DIV/0!	97 %	MEADD	ABFN
2348	Appui à la CPS	Exécution	Etat	Budget national	501	2008	2018	11	10	1 063	0	1 063	928	0	928	87 %	#DIV/0!	87 %	MEADD	CPS
2420	Etude /Aménagement/ Equipement Stations d'Épuration et Ouvrages Connexes	Exécution	Etat	Budget national	4 400	2009	2019	11	9	4 485	0	4 485	3 748	0	3 748	84 %	#DIV/0!	84 %	MEADD	ANGESEM
2423	Construction/Equipement du Siège de l'ANGESEM	Exécution	Etat	Budget national	2 838	2009	2019	11	9	4 081	0	4 081	4 125	0	4 125	101 %	#DIV/0!	101 %	MEADD	ANGESEM
2425	Renforcement Capacités MEADD	Exécution	Etat	Budget national	1 604	2009	2018	10	9	1 599	0	1 599	1 564	0	1 564	98 %	#DIV/0!	98 %	MEADD	DFM MEADD
2490	Projet d'Assainissement de la Zone Industrielle de Sotuba	Exécution	Pays Bas/Etat	Sub/Budget national	3 015	2010	2019	10	8	1 562	1 150	2 712	1 491	402	1 893	95 %	35 %	70 %	MEADD	ANGESEM
2509	Appui au Système d'Information	Exécution	Etat	Budget national	823	2010	2018	9	8	1 213	0	1 213	887	0	887	73 %	#DIV/0!	73 %	MEADD	DNEF

	Forestier(SIFOR)) PPTE																			
2529	Aménagement/E quipt Labo. Nat. des Eaux	Exéc ution	Etat	Budget national	2 641	2010	2019	10	8	2 974	0	2 974	2 207	0	2 207	74 %	#DI V/0 !	7 4 %	MEE	LNE
2535	Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD- DIN)	Exéc ution	Suèd e/Etat	Subven tion/Eta t	4 457	2010	2018	9	8	542	11 060	11 602	428	5 952	6 380	79 %	54 %	5 5 %	MEA DD	DNEF
2575	Projet AEP Bamako-Kabala	Exéc ution	UE AFD BEI BM BAD BID Coop Italien ne/Et at	Subven tion/Prê t/BSI	183 620	2011	2019	9	7	1 574	172 357	173 931	1 081	152 801	153 882	69 %	89 %	8 8 %	MEE	SOMA PEP
2577	Program. Nat de Mobilisation des Ressources en Eau /Assianissement AEP Centres Semi Urbains en 1 ^{ère} ,2 ^{ème} ,5 ^{ème} et 6 ^{me} régions.	Exéc ution	KFW/ Etat	Subven tion/BSI	21 581	2011	2019	9	7	2 887	18 694	21 581	730	11 262	11 992	25 %	60 %	5 6 %	MEE	DNH
2689	Alliance Globale sur le Changement Climatique (AGCC)	Exéc ution	UE/Et at	Subven tion/BSI	4 077	2010	2018	9	8	589	3 706	4 295	324	4 053	4 377	55 %	109 %	1 0 2 %	MEA DD	DNEF

2690	Projet Extension et Renforcement du Système des Aires Protégées au Mali (ERSAP)	Exécution	PNU D/FE M/Etat	Subvention/BSI	1 827	2011	2018	8	7	854	1 254	2 108	306	1 115	1 421	36 %	89 %	67 %	MEA DD	DNEF
2737	Programme d'Urgence Assainissement	Exécution	Etat	Budget national	594	2014	2019	6	4	587	0	587	384	0	384	65 %	#DIV/0 !	65 %	MEA DD	DNAC PN
2741	Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement PACTEA phase 2	Exécution	UE/Etat	Subvention/BSI	20 269	2014	2018	5	4	590	19 679	20 269	264	16 161	16 425	45 %	82 %	81 %	MEE	DNH
2771	Projet Adaptation changement climatique LoCAL/FENU	Exécution	FENU/Etat	Subvention/BSI	400	2014	2018	5	4	329	927	1 256	240	315	555	73 %	34 %	44 %	MEA DD	AEDD
2772	Projet de gestion des ressources naturelles et changement climatique PGRNCC	Exécution	FEM/LDCF/IDA/Etat	Subvention/BSI	10 700	2014	2018	5	4	744	10 210	10 954	544	9 133	9 677	73 %	89 %	88 %	MEA DD	AEDD
1995	Construction /Equipement Directions Nationales et Régionales du Cadastre	Exécution	Etat	Budget national	7 120	2009	2019	11	9	5 374	0	5 374	2 571	0	2 571	48 %	#DIV/0 !	48 %	MDE AF	DNDC

2392	Construction/Equipement Direct. Nat DNUH	Exécution	Etat	Budget national	3 500	2011	2018	8	7	3 274	0	3 274	2 653	0	2 653	81 %	#DIV/0 !	81 %	MUH	DNUH
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Exécution	Etat	Budget national	6 750	1999	2018	20	19	6 069	0	6 069	4 357	0	4 357	72 %	#DIV/0 !	72 %	MUH	DNUH
2478	Projet Villes du Mali sans Bidonvilles de Bamako	Exécution	ONU Habitat	Subvention/Etat	810	2010	2017	8	8	630	180	810	570	180	750	90 %	100 %	93 %	MUH	Cabinet MHU
2391	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali	Exécution	IDA/COOP suisse	Prêt/Subvention	45 000	2012	2018	7	6	228	414 37	41 665	228	159 19	1614 7	100 %	38 %	39 %	MUH	Cabinet MHU
2768	Projet de Renforcement des Capacités Domaines Affaires Foncières	Exécution	Etat	Budget national	450	2015	2018	4	3	668	0	668	447	0	447	67 %	#DIV/0 !	67 %	MDE AF	DFM/MHU
2838	Projet Gestion Integre Ressources en Eau Phase 2	Exécution	FEM/IDA/Etat	Prêt/Subvention/BSI	3020 3	2014	2021	8	4	1 322	28 395	29 717	833	6 298	7 131	63 %	22 %	24 %	MEE	OMVS
2854	Programme de réhabilitation Stations d'épuration/Mali	Exécution	Etat	Budget national	1 000	2015	2019	5	3	491	0	491	389	0	389	79 %	#DIV/0 !	79 %	MEA DD	ANGE SEM
2506	I.P.E.	Exécution	PNUD/PNUE/Etat	Subvention/BSI	1 800	2007	2018	12	11	999	1 400	2 399	691	1 177	1 868	69 %	84 %	78 %	MEA DD	AEDD
2882	Programme de Construction de 50 000	Exécution	Etat	Budget national	14 160	2015	2019	5	3	28 900	0	28 900	7 072	0	7 072	24 %	#DIV/0 !	24 %	MUH	DNUH

	Logements Sociaux																			
2919	Projet de drainage des eaux pluviales de Bamako	Exécution	KFW/Etat	Subvention/BSI	7 150	2016	2019	4	2	615	6 559	7 174	615	491	1 106	100 %	7%	15 %	MEADD	DNACPN
2853	Grande Murialle verte	Exécution	Etat/Fleuve/APG MV	Sub/Budget national	420	2016	2021	6	2	393	177	570	269	174	443	68 %	98 %	78 %	MEADD	UGGMV
2920	Construction Siège AEDD	Exécution	Etat	Budget national	400	2016	2018	3	2	1 388	0	1 388	316	0	316	23 %	#DIV/0 !	23 %	MEADD	AEDD
2921	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	Exécution	IDA/Etat	Subvention/Etat	2 090	2016	2019	4	2	343	3 940	4 283	238	1 786	2 024	69 %	45 %	47 %	MEADD	ABFN
2922	Faucardage currage Fleuve Niger	Exécution	Etat/Pays Bas	Subvention/Etat	450	2016	2018	3	2	300	124	424	1 006	112	1 118	335 %	90 %	264 %	MEADD	ABFN
2924	Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 2)	Exécution	Suède/Etat	Subvention/BSI	5 366	2015	2018	4	3	800	4 566	5 366	588	4 566	5 154	74 %	100 %	96 %	MEADD	DNEF
2923	Projet Elimination Prévention Pesticides Obsolètes	Exécution	FEM/DEN MAR K/Etat	Subvention/BSI	3 007	2016	2019	4	2	788	2 422	3 210	395	1 249	1 644	50 %	52 %	51 %	MEADD	DNACPN
2873	Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages	Exécution	UEM OA	Sub	1124	2016	2019	4	2	0	112 4	1 124	0	873	873	#DIV/0 !	78 %	78 %	MEE	DNH

	pour la sécurité alimentaire de l'UEMOA au Mali																				
2931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Exécution	Etat/Pays Bas/Suède	Subvention/BSI	9 092	2016	2019	4	2	1351	7 741	9 092	586	5 673	6 259	43 %	73 %	69 %	MEE	DNH	
2907	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Exécution	Etat	Budget national	5 000	2016	2019	4	2	6600	0	6 600	3 332		3 332	50 %	#DIV/0!	50 %	MDEAF	SP-RDF	
2996	Projet AEP Accompagnement Centre Semi Urbain Ruraux	Exécution	KFW/Etat	Subvention/BSI	43949	2016	2021	6	2	4 492	39 357	43 849	186	6 192	6 378	4%	16 %	15 %	MEE	DNH	
2998	Projet Hydraulique Assainissement en Milieu Rural	Exécution	BID/Etat/UEMOA	Prêt/Subvention/BSI	6885	2016	2018	3	2	600	6285	6 885	162	420	582	27 %	7%	8 %	MEE	DNH	
3119	Projet Amenagement parcs Tienfala	Préparation	Etat	BSI	2 880	2018	2020	3	0	1593	0	1 593	0	0	0	0%	#DIV/0!	0 %	MEADD	DNEF	
3100	Projet d'appui à la coordination des initiatives liées aux changements climatiques	Préparation	Etat	Budget national	150	2018	2018	1	0	388		388	57	0	57	15 %	#DIV/0!	15 %	MEADD	AEDD	
3 123	Programme d'appui à l'adaptation aux changements climatiques dans les communes vulnérables des	Exécution	AFD/PNUD/Etat	subvention/budget ordinaire	4 380	2016	2018	3	2	278	4 658	4 936	278	3 920	4 198	100 %	84 %	85 %	MEADD	AEDD	

	regions Mopti et Tbtou (PACV-MT)																			
3 122	Projet de renforcement de la resilience des groupes de femmes productrices et des communautés vulnérables aux chang clim	Exécution	PNU D/FE M/Etat	subvention/budget ordinaire	3 530	2015	2019	5	3	550	2 980	3 530	550	1 543	2 093	100 %	52 %	59 %	MEADD	AEDD
3 124	Projet d'appui à la strategie nationale adaptation aux changements climatiques (ASNaCC/PNU D)	Exécution	FEM/BMU B-PNU D/Etat	subvention	3 798	2016	2021	6	2	250	3 505	3 755	150	1 317	1 467	60 %	38 %	39 %	MEADD	AEDD
3 125	Projet de gestion des risques et d'inondation en vue de préserver des vies et des biens	Exécution	FEM/PNU D/Etat	subvention/Etat	5 703	2017	2022	6	1	0	5 703	5 703	0	538	538	#DIV/0 !	9%	9%	MEADD	AEDD
3 126	Projet Gestion Durable des Terres et des Eaux et appui environnemental au PAPAM	Exécution	FEM	subvention	1 243	2014	2019	6	4	0	1 243	1 243	0	929	929	#DIV/0 !	75 %	75 %	MEADD	AEDD
3101	Projet Assainissement ville de Bamako	Exécution	BAD/Etat	Prêt/Budget National	31 251	2018	2024	7	0	98	24 751	24 849	19	0	19	19 %	0%	0%	MEADD	ANGE SEM

3128	Projet Génération d'avantage Globaux pour l'Environnement	Exec ution	PNU D/FE M	Subven tion	1 925	2 018	2 020	3	0	0	1 925	1 925	0	318	318	#DI V/O !	17 %	1 7 %	MEA DD	AEDD
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	Exéc ution	BOA D/Eta t	Prêt/BS I	1689 80	2004	2023	20	1 4	144 76	126 975	141 451	9 979	5 090	=	69 %	4%	# # # # #	MEE	TAOU SSA
		63	63	63	746 225	63	63	63	6 3	166 162	570 233	736 395	106 565	269 659	361 155	63			63	63